



# John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

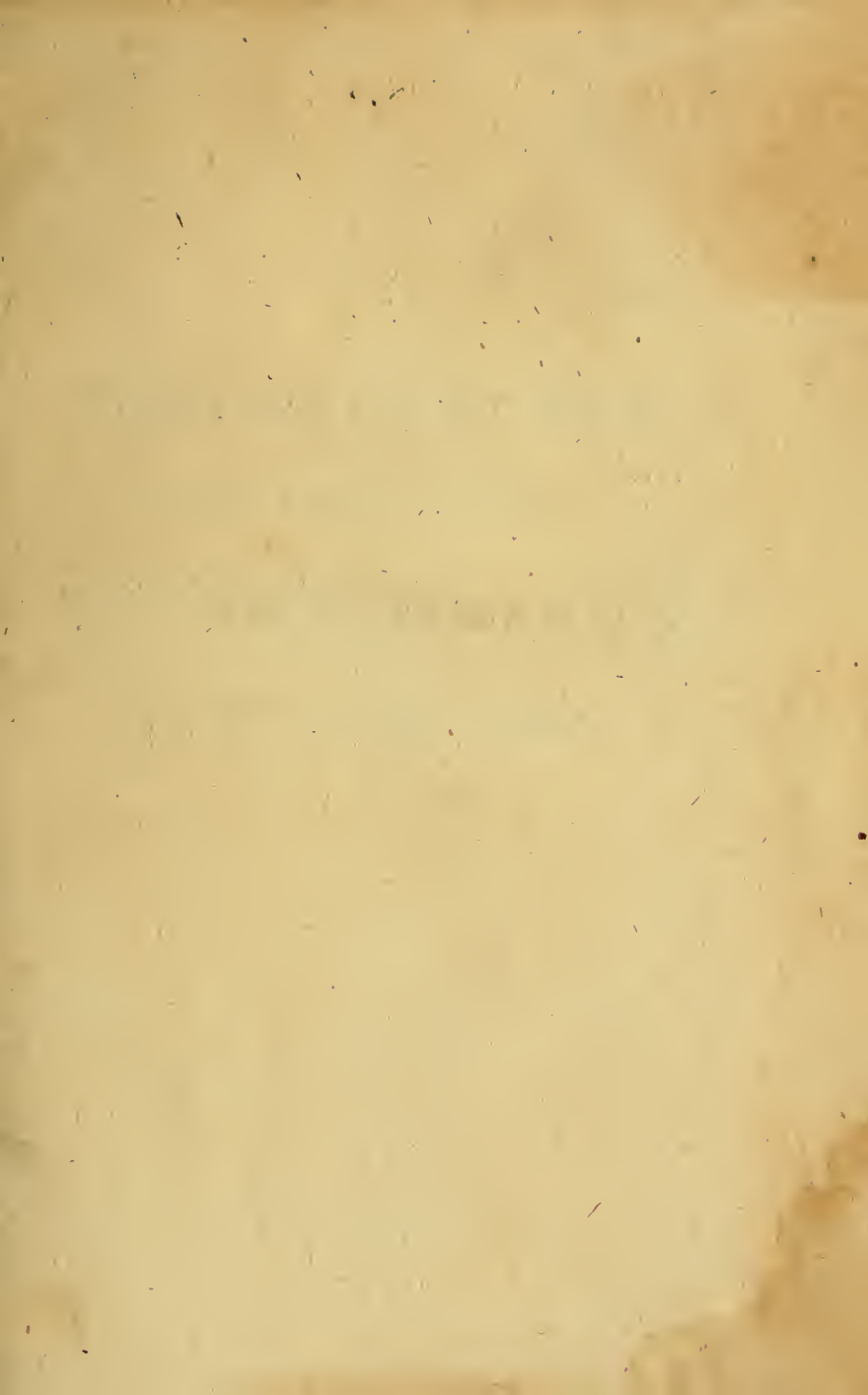


SHELF N<sup>o</sup>

★ ADAMS

192.5

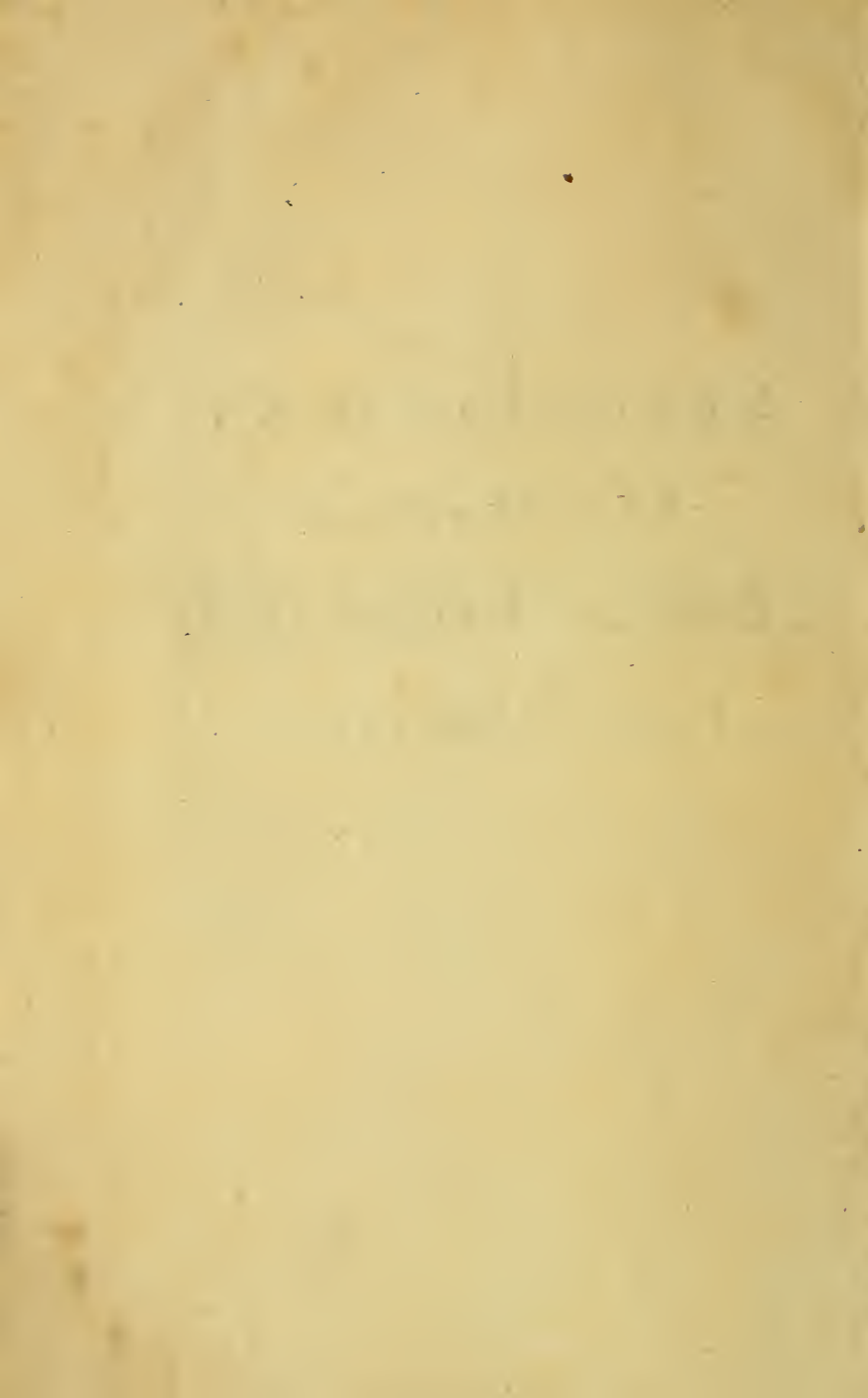
v. 5







NÉGOCIATIONS  
DE MONSIEUR  
LE COMTE D'AVAux.  
*TOME CINQUIÈME.*



NÉGOCIATIONS  
DE MONSIEUR  
LE COMTE D'AVAUX  
EN HOLLANDE,  
*Depuis 1685, jusqu'en 1688.*  
TOME CINQUIEME.



A PARIS,

Chez. { DURAND, rue Saint Jacques, au Griffon.  
Pissot, Quai de Conti, à la Croix d'Or.

---

M. DCC. LIII.

*Avec Approbation & Privilège du Roi.*

x<sup>x</sup> ADAMS 192.5  
55



NÉGOCIATIONS  
DE MONSIEUR  
LE COMTE D'AVAUX  
EN HOLLANDE,

*Depuis 1684, jusqu'en 1688.*

**L**E sieur Silverkroon me confia aussi que le sieur Fleming qui étoit bien auprès du Roi de Suede , & qui étoit dans de bons sentimens pour la France, l'avoit présenté lui Silverkroon au Roi son Maître, qu'il avoit désabusé Sa Majesté Suédoise de tout ce qu'on lui avoit fait croire à son désavantage , de sorte que ce Prince avoit pris confiance en lui , & lui avoit ordonné de venir à la Haye pour s'informer de l'état présent des affaires , & de lui en rendre un compte exact ; car Cantenstern qui avoit cor-

*Tome V.*

*\* A*

respondance avec moi avoit mandé d'une façon , & Guldenstorp d'une autre.

11 Mai

1685.

Les Ambassadeurs de l'Etat manderent que le Roi d'Angleterre & ses Ministres, leur avoient parlé au sujet de l'audience que M. le Marquis de Feuquieres avoit eue du Roi d'Espagne ; & que ces Ministres leur avoient témoigné qu'ils s'étonnoient fort du procédé de la France dans cette occasion , puisqu'ils ne trouvoient pas que l'Espagne contrevînt en aucune façon au traité de treve , en donnant le gouvernement des Pays-Bas à M. l'Electeur de Baviere.

J'ai été averti aujourd'hui que le sieur Skelton résolut enfin hier matin de présenter un Mémoire aux Etats Généraux pour leur demander qu'ils fissent arrêter les bâtimens que M. le Duc de Montmouth a frettés , & qui sont encore au Texel chargés d'armes & autres munitions de guerre. Les Etats Généraux prirent sur le champ la résolution de lui accorder ce qu'il demandoit ; & comme l'affaire requé-

roit une grande diligence , ils ne firent point la résomption de cette résolution , ce que l'on fait ordinairement le lendemain , ou dans les affaires plus pressées l'après - dînée même.

J'appris le 15 de Mai , que les frégates & les deux vaisseaux qui étoient au Texel chargés de munitions de guerre en étoient partis pour l'Ecosse ; le Comte d'Argille étoit parti sur un autre bâtiment il y avoit près de quinze jours.

Le Roi me manda que ma principale occupation devoit être d'empêcher qu'il ne se fit aucune Alliance avec le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux ; & que quoique je ne pusse plus user de menaces , ni employer pour cet effet les mêmes moyens dont je m'étois servi par le passé , je ne manquerois pas néanmoins de bonnes raisons à dire à ceux qui avoient le plus de part au Gouvernement de la ville d'Amsterdam , & à tous les autres bien-intentionnés , pour les détourner de cette Alliance.

15 Mai  
1685.

Lettre du  
Roi du 10  
Mai 1685.



17 Mai  
1685.

Les Ambassadeurs de Hollande manderent que les Ministres du Roi d'Angleterre étoient persuadés que la trêve de vingt années seroit bien-tôt rompue , que Sa Majesté pouvoit bien juger que quand les Ministres d'Etat du Roi d'Angleterre témoignent s'être persuadés d'une telle chose , & qu'ils s'en plaignoient nettement, c'est qu'ils avoient compris il y avoit déjà du tems par les propositions faites par Votre Majesté le dessein qu'elle touche les Pays-Bays. Il n'en faut pas davantage au Pensionnaire Fagel pour faire croire que le Roi d'Angleterre a connu à quelques propositions de Votre Majesté qu'elle vouloit s'emparer des Pays-Bas.

J'envoyai avant hier cette lettre à M. de Barillon, & je le priai de la ménager autant qu'il lui sera possible , & que le bien du service de Votre Majesté le pourroit permettre ; parce que si on venoit à connoître que je l'eusse eue , on feroit ici un si terrible bruit dans le Greffe , qu'il ne me resteroit plus aucun moyen d'avoir



DE M. LE COMTE D'AVAUX. 5

communication d'aucune piece d'aussi grande importance.

J'ai fait parler à quelques personnes du Gouvernement d'Amsterdam au sujet de cette lettre, & je leur ai fait observer les dernières lignes où leurs Ambassadeurs assurent les Etats qu'ils ne perdront aucune occasion de suivre soigneusement les ordres qui leur ont été donnés. Ils en sont eux-mêmes d'autant plus surpris qu'ils n'ont aucune connoissance de ces prétendus ordres qui doivent avoir été inserés dans les instructions du 27 & 29 d'Avril, & ils n'ont pû disconvenir qu'il est nécessaire de s'expliquer là-dessus avec les Etats Généraux pour arrêter tout court cette affaire; car ils voyent bien que le Pensionnaire Fagel la veut conduire, de telle sorte que les Ambassadeurs lient une négociation pour une alliance; & qu'ils y invitent les Etats Généraux de la part du Roi d'Angleterre; & ils s'aperçoivent par toutes les démarches du Pensionnaire Fagel, que, si l'Angleterre est paisible, & que le Parle-

ment soit uni avec Sa Majesté Britannique, ce Pensionnaire proposera dans l'assemblée du mois de Septembre une alliance avec l'Angleterre sous prétexte de la garantie de la trêve, & de la sûreté des Pays-Bas. Je sai, & je puis assurer Votre Majesté, que Messieurs d'Amsterdam y sont absolument opposés; qu'ils ont des vûes & des desseins tous contraires, & que si on les maintient dans les sentimens où ils sont à cette heure, ils n'y consentiront jamais. Il y a grande apparence qu'ils y persévereront: mais il y auroit de la témérité à en répondre puisque la mort d'un homme, ou le moindre changement dans la magistrature fait quelquefois changer toute une ville.

Je ne crois pas devoir encore témoigner aucune inquiétude sur cette alliance avec l'Angleterre, ni même en parler, sinon à quelque peu de personnes à qui je me puis fier lorsque l'occasion s'en présentera. Je me servirai des raisons que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'expliquer:

mais Sire , quoiqu'elles soient très-fortes , & absolument décisives , je ne puis m'empêcher de dire à Votre Majesté , que la peur de s'attirer la guerre est le plus puissant motif , & à parler nettement le seul qui puisse retenir ces gens-ci ; car il n'y a que ceux qui sont bien intentionnés qui seront persuadés des raisonnemens , les autres se laissent aller malgré tout ce qu'on leur peut dire aux volontés du Prince d'Orange , à moins qu'ils ne voyent évidemment qu'ils vont s'engager dans la guerre , & se mettre au hasard d'être ruinés , en suivant les sentimens de ce Prince.

Messieurs d'Amsterdam porterent le 17 Mai dans les Etats de Hollande le Procès-verbal de ce qu'ils avoient fait en exécution des ordres des Etats , qui avoient enjoint à l'Amirauté d'Amsterdam d'arrêter ces trois bâtimens. Ils prétendent que l'Yack qu'ils ont envoyé a trouvé qu'ils avoient déjà levé l'ancre , & qu'en ayant voulu aborder un , il en avoit été repoussé à coups de canon & de mousquet. Les

17 Mai  
1685.

Capitaines Anglois que le Prince d'Orange souûtenoit si fort, & que le Roi d'Angleterre avoit fait casser étoient sur ces vaisseaux.

Les Députés aux Etats Généraux ont pris une résolution sur l'instance que le Roi d'Angleterre leur a faite de chasser les Anglois rebelles, par laquelle ils assûrent le sieur Skelton qu'ils enverront aux Provinces de Hollande & d'Utrecht, où les Anglois sont refugiés, les lettres de leurs Ambassadeurs, & qu'ils exhorteront ces deux Provinces à donner satisfaction à Sa Majesté Britannique.

La Province de Hollande travailla hier dans sa premiere séance à cette affaire, & resolut de chasser les quatre dont M. Duyvenvorde qui a écrit séparément à cette Province fait mention, qui sont le Duc de Montmouth, le Comte d'Argille, le sieur Rambalt, & le Ministre Ferguesson qui étoient déjà passés en Angleterre ou qui étoient sur le point de s'embarquer pour y aller.

Le Prince de Nassau vint à la Haye,

je lui fis entendre dans la visite que je lui rendis, qu'un des principaux motifs de l'envoy du sieur Fucks à la Haye pouvoit bien regarder ses intérêts, & qu'il y prît garde; que je savois à peu près à qui il le confieroit, & que celui-là lui donneroit à appréhender (sans qu'il crût que j'y eusse aucune part), que le Prince d'Orange ne s'employât à son préjudice pour faire avoir la survivance de ses Charges à un des enfans de Madame l'Electrice: pour moi je lui dis seulement en général qu'il n'y avoit que Messieurs d'Amsterdam qui le pussent soutenir contre les entreprises du Prince d'Orange; & que c'étoit à lui à voir s'il devoit jamais attendre quelque chose d'eux, s'il les abandonnoit en cette occasion. Je lui dis encore que pour juger sainement si l'accommodement qu'il avoit fait lui étoit avantageux, il ne devoit s'en rapporter ni à moi ni à personne autre: mais qu'il devoit seulement considérer si son crédit étoit augmenté depuis ce tems-là dans les Provinces dont il étoit Gouver-



neur ; qu'à cela il verroit clairement s'il avoit agi pour ou contre ses intérêts en s'accommodant de la maniere qu'il avoit fait avec le Prince d'Orange.

J'ai appris d'un homme bien informé par Messieurs d'Amsterdam que le principal but du voyage du sieur Fucks étoit de voir de plus près ce qui se traiteroit entre l'Angleterre & cet Etat , & l'on croyoit fort bien savoir , que si l'Angleterre traitoit une alliance avec les Etats Généraux, l'Electeur de Brandebourg y entreiroit incontinent, & que le sieur Fucks avoit pouvoir de signer le Traité ; que s'il ne se faisoit rien entre l'Angleterre & les Etats Généraux , l'Electeur de Brandebourg ne s'engageroit pas avec eux.

On a été étonné en Hollande que le Prince d'Orange n'ait fait aucune démonstration publique de joie , & qu'il ait été hors de la Haye le jour du couronnement du Roi d'Angleterre ; on s'est attendu tous les jours depuis son retour qu'il donneroit

quelque fête, mais jusqu'à cette heure on n'en a rien vu.

Le Prince d'Orange ayant gagné le 12 Mai  
 pere de l'ancien Bailly de Dort qui 1685.  
 étoit Bourguemestre, cela lui donna  
 six voix, en sorte que Muys n'eut  
 plus la pluralité pour lui, & les au-  
 tres firent prendre la résolution de  
 consentir à l'état de guerre proposé  
 par le Prince d'Orange.

Je suis averti de bonne part que les  
 villes de Delft & Leyde, ont résolu  
 de persister dans leur premier avis,  
 pourvû que les Députés d'Amster-  
 dam s'expliquent fortement à l'assem-  
 blée : mais si les Députés d'Amster-  
 dam bialent, & n'agissent pas avec  
 vigueur, il seroit à craindre que sur le  
 rapport que les Députés de Delft &  
 de Leyde en feront à leurs principaux,  
 ils ne prennent d'autres mesures. Pour  
 ce qui est, Sire, de ceux d'Amsterdam,  
 le Pensionnaire Fagel les a fait prier  
 ces jours-ci de lui envoyer à sa mai-  
 son de campagne le Pensionnaire  
 Hop, où il lui a fait quelques propo-  
 sitions de la part du Prince d'Orange,

tendant à quelque tempérament pour ne faire qu'une fort médiocre réduction. Le Pensionnaire Hop en a fait rapport à Messieurs d'Amsterdam, qui ont rejeté ces propositions, & ont envoyé ici leurs Députés avec ordre de demeurer fermes dans leur première résolution. Je n'ai pû encore être bien précisément informé s'il est vrai que Messieurs d'Amsterdam aient ordonné au même-tems à leurs Députés d'écouter des propositions si on leur en faisoit de raisonnables. Si cela est il faut compter dès-à-présent que le Prince d'Orange obtiendra la continuation de l'état de guerre ; car dès qu'on verra que Messieurs d'Amsterdam entreront en négociation, & qu'ils balanceront le moins du monde, le peu de villes qui sont de leur sentiment les abandonneront incontinent, & ils ne sont réduits à l'extrémité où ils se trouvent à cette heure, que pour avoir eu trop de complaisance pour Van-Buning qui les a obligés à payer le second mois de cette année pour l'état de guerre : car s'ils



eussent fermé leur bourse dès ce tems-là, beaucoup de villes & quelques Provinces étoient de leur avis, & l'affaire eût été conclue sans ressource il y a plus de six semaines, & il n'y a plus à cette heure qu'une conduite forte & vigoureuse qui les puisse soutenir.

Skelton présenta un Mémoire aux Etats Généraux avec une lettre du Roi d'Angleterre, & une liste de ceux que Sa Majesté Britannique souhaitoit que les Etats Généraux chassassent de leur domination.

Le Roi me manda que je pouvois répondre au sieur Silverkroon, que non-seulement le sieur Oliverkrans ne trouveroit aucun obstacle à son passage dans le Royaume de Sa Majesté, mais même que son mérite & ses bonnes intentions lui étoient assez connues pour lui permettre de voir Sa Majesté.

Lettre du  
Roi du 17  
Mai 1685.

Silverkroon à qui j'en rendis compte me parla, mais fort légèrement du déplaisir que le Roi de Suede avoit eu de l'affaire du Duché de Deux-

24 Mai  
1685.

ponts , & il s'est expliqué bien plus au long sur les intérêts du Duc d'Holfstein ; & autant que j'en puis juger M. Oliverkrans a dessein de voir s'il n'y a pas moyen d'accommoder cette affaire. Je me suis contenté de dire au sieur Silverkroon qu'elle étoit réglée par le traité de treve : mais il m'a demandé si l'on ne pourroit pas trouver des tempéramens , comme par exemple de permuter le Duché de Sleswick contre le Comté d'Oldembourg , & de donner soit dans le Duché de Sleswick , soit dans le Duché de Holfstein quelques terres au Duc de Holfstein à proportion de ce que le Duché de Sleswick vaut de plus que le Comté d'Oldembourg.

Plus je vais en avant , plus je suis persuadé que les deux lettres qu'on a fait courir sous le nom de cet Etat en Angleterre , ne sont pas simplement pour faire accroire ici que le Roi d'Angleterre aime tendrement le Prince d'Orange , & qu'il veut en cette considération faire une plus étroite alliance avec les Etats : mais que l'on

a dessein de voir ce que l'on dira dans les villes sur ces sortes de bruits, & dans quelle disposition on y est pour une alliance avec l'Angleterre; car je vois que les créatures du Prince d'Orange sont persuadées que cette affaire sera bien-tôt sur le tapis, que le Roi d'Angleterre y est tout disposé, & qu'il n'attend que la fin de son Parlement pour s'en déclarer.

Je sai même, & Votre Majesté peut compter là-dessus comme sur une chose sûre, que M. Dickfeld a écrit depuis peu au sieur Vanckeren qui est un Gentil-homme de Gueldres Député aux Etats Généraux dépendant absolument du Prince d'Orange, qu'il voyoit de telles dispositions à la Cour du Roi d'Angleterre, qu'il pouvoit presque répondre que Sa Majesté Britannique proposeroit elle-même aux Etats Généraux de faire une alliance; mais que ce ne seroit que quand le Parlement seroit fini; que cependant il ne falloit pas trop se presser à la Haye, ni même parler d'alliance, de peur que la France

n'en ait connoissance , & que le Roi d'Angleterre ne s'en trouve embarrassé avant qu'il soit en état d'agir librement selon ses intérêts.

Il n'y a pas seulement Sire , une apparencetres-forte que le Comted'Argille & les autres mécontents n'ont pas fait le projet de passer en Angleterre sans la participation du Prince d'Orange , & qu'il ne leur auroit pas été possible d'amasser depuis plus de quatre mois une si grande quantité de munitions de guerre sans qu'il en ait eu connoissance : mais il est encore vrai que depuis la découverte de cette entreprise , il n'a paru dans toute la conduite du Prince d'Orange aucun empressement pour les intérêts du Roi d'Angleterre. J'allai voir le 21. Mai le sieur Skelton pour découvrir ses sentimens là-dessus , & je jugeai qu'il devoit être bien mécontent du Prince d'Orange puisqu'il me le témoignoit ; car j'ai remarqué qu'il ne me dit pas toujours tout ce qu'il fait contre ce Prince. Cependant il m'a confié que le Prince d'Orange lui avoit  
fait

fait des difficultés sur tous les points du Mémoire qu'il a présenté aux Etats Généraux qu'il lui a communiqué auparavant, qu'il vouloit qu'il ne demandât point que l'on se fassît de ces rebelles ; qu'il l'a obligé d'ôter de la liste qu'il a délivrée aux Etats Généraux, le nom d'un Ministre Anglois réfugié à Delft & autres choses semblables. Que lui, voyant que le Prince d'Orange en usoit ainsi, sous prétexte de lui faire retrancher de son Mémoire ce qui ne seroit pas agréé des Etats Généraux, il l'avoit prié de n'en pas user de la sorte, & l'avoit exhorté de laisser aux Etats à faire toutes ces difficultés, afin que le chagrin du Roi d'Angleterre retomبât sur eux ; que pour lui il le conjuroit de ne s'en pas expliquer par avance, & de ne prendre d'autre parti que celui d'employer tout son crédit auprès des Etats à faire réussir la demande du Roi d'Angleterre : mais qu'il n'avoit pû, malgré toutes ces remontrances, vaincre la répugnance du Prince d'Orange, & l'empêcher de



faire connoître qu'il agit en ceci fort à contre-cœur.

Il m'a confié qu'il étoit entièrement convaincu que Benting avoit connoissance de toute cette affaire ; qu'il avoit observé qu'il a été pendant trois jours interdit & troublé d'une manière surprenante ; c'étoit dans le tems qu'on avoit dépêché un Yacht pour arrêter ces vaisseaux, que M. d'Odick ne savoit où étoit M. de Montmouth, s'il avoit passé en Angleterre, ou s'il étoit encore en Hollande.

Je ne doute pas, Sire, que quand le Roi d'Angleterre aura été informé de tout cela par les lettres que le sieur Skelton lui écrivit avant hier, Sa Majesté Britannique ne sache ce qu'elle doit penser de M. le Prince d'Orange ; car c'est une chose sans contredit que les sieurs Benting & d'Odick ne se mêlent d'aucune affaire, non-seulement sans le dire au Prince d'Orange, mais encore sans son aveu & sans son ordre.

Le Roi d'Angleterre doit encore

plus juger de la mauvaise foi des créatures du Prince d'Orange, en ce que le Pensionnaire Fagel assura le 20 Mai le sieur Skelton qu'il avoit travaillé, & qu'il travailloit encore à faire avoir une entière satisfaction à Sa Majesté Britannique, sur ses sujets rebelles réfugiés en Hollande. Cependant le sieur Skelton savoit ce jour-là que le Pensionnaire Fagel opinant le dix-huit sur son Mémoire, déclara en pleine assemblée des Etats de Hollande qu'il aimeroit mieux être pendu dans la grande place, que de consentir que l'on fâit aucun des Anglois qui se sont réfugiés dans ce pays, ainsi que Sa Majesté Britannique l'a fait demander.

Je sai même que plusieurs des Etats Généraux sont persuadés que le Prince d'Orange est presque la seule cause que les vaisseaux n'ont pas été arrêtés; car le sieur Skelton ayant sù le mardi au soir que l'Amirauté d'Amsterdam ne pouvoit faire arrêter ces vaisseaux hors de leur juridiction sans un ordre de l'Etat, & que le Pension-

naire des Etats Généraux ne vouloit pas faire son rapport à l'assemblée sans qu'il donnât un Mémoire, fit prier mercredi matin les Etats Généraux de se tenir assemblés jusqu'à ce qu'il eût envoyé un Mémoire pour une affaire de conséquence & fort pressée : mais au lieu de dresser son Mémoire, il alla consulter le Prince d'Orange, qui le remit & l'amusa toute la matinée, en sorte que les Etats Généraux demeurèrent inutilement assemblés jusqu'à deux heures après midi, & ne virent le Mémoire du sieur Skelton que le lendemain à onze heures du matin.

Aussi je suis persuadé de plus en plus que le Prince d'Orange n'y va pas de bonne foi, & qu'il n'agit qu'autant qu'il le croit nécessaire pour donner quelque satisfaction apparente au Roi d'Angleterre ; car je sai qu'il a dit à un homme en qui il se fie entièrement, que s'il y a une personne au monde qu'il haïsse & contre qui il soit outré, c'est le Roi d'Angleterre ; mais qu'il faut bien qu'il tâche



de le contenter pour pouvoir se vanger de Votre Majesté.

Les droits pour la sortie du canon & de la poudre que M. de Montmouth & le Comte d'Argile ont avec eux ont été payés il y a plus de deux mois ; & quoiqu'on ait déclaré que c'étoit pour la Pologne & pour le Danemarck , il y a cependant plus que de la négligence dans M. le Prince d'Orange , de n'avoir pas approfondi cette affaire & rompu cette entreprise. Les drapeaux que ces Anglois ont fait faire & qui ont pour devise , *pro Religione & libertate* , ont été faits & vûs en Hollande.

Je ne compte pas pour une preuve décisive de la mauvaise volonté du Prince d'Orange , qu'il n'a fait faire ni feux de joie ni aucune autre démonstration publique au sujet du couronnement du Roi d'Angleterre. Cependant c'est une marque assez forte qu'il a un chagrin là-dessus qu'il ne sauroit vaincre ; aussi est-il parti le 22 Mai au soir pour aller à Onslar-dick sans avoir rien fait de tout ce

que l'on attendoit en cette occasion.

Je fai par un endroit fort sûr , & dont je puis répondre à Votre Majesté , que dans une conférence qui se tint le dix-neuf entre le Pensionnaire Fagel & le Pensionnaire Hop , touchant l'état de guerre ; ce dernier témoigna à Fagel qu'il avoit ordre de lui déclarer que Messieurs d'Amsterdam vouloient vivre dans une parfaite intelligence avec Votre Majesté ; qu'ils étoient persuadés que c'étoit le salut de la Republique , & que pour rien du monde ils ne consentiroient que l'on se brouillât avec la France , que cependant ils voyent par toutes les démarches du Prince d'Orange qu'il avoit dessein de faire renaître de nouveaux démêlés entre Votre Majesté & les Etats , & qu'il vouloit bien lui dire que le Prince d'Orange se trompoit fort s'il croyoit réussir dans ses desseins. Le Pensionnaire Fagel répondit que le Prince d'Orange avoit de tous autres sentimens qu'on ne croyoit ; qu'il étoit persuadé que les Etats devoient conserver l'amitié de

Votre Majesté, & qu'on le verroit par la conduite que ce Prince tiendrait d'orénavant. Le Pensionnaire Hop lui répondit que Messieurs d'Amsterdam n'en croiroient rien jusques à ce qu'ils en vissent des effets.

Le Prince de Nassau partit de la Haye fort mécontent du Prince d'Orange, n'ayant pû rien obtenir de lui sur la charge de Maréchal Général qu'il souhaitoit.

Le Sr Hop m'y est venu réitérer les instances que le Bourguemestre Witzzen a faites ci-devant pour un nommé Abraham Teins Hollandois, demeurant à Rouen, & m'a en même-tems donné un Mémoire pour un autre Jacob Pelgroa fils d'un Hollandois établi à Rouen. Messieurs d'Amsterdam souhaitent fort que ces deux particuliers aient permission de sortir de France avec leurs effets. Comme le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel tâchent d'aigrir les esprits sur les affaires de la Religion, l'indulgence que Votre Majesté auroit pour ces particuliers, où Messieurs d'Amster-

dam s'intéressent, les détromperoit de bien des choses , & feroit un fort bon effet auprès d'eux.

A M. de Se-  
gnelay le 24  
Mai 1685.

Quoique je me sois donné l'honneur de vous écrire plusieurs fois jusqu'à cette heure au sujet du vaisseau la Demoiselle Marie, & de vous en envoyer les pieces justificatives , je n'ai pû refuser à Messieurs d'Amsterdam de recevoir les papiers ci-joints qui regardent la même affaire pour laquelle ils me font venus réiterer leurs instances.

Au Roi ;  
25 Mai  
1685.

Je me donnai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté deux lettres des Ambassadeurs de cet Etat en Angleterre ; j'ai eu d'abord celle du dix-huit , qui m'a fait croire que l'on songeoit effectivement à faire un traité entre l'Angleterre & cet Etat : mais ayant fait tout mon possible pour avoir celle du quinze , j'ai trouvé que les Ambassadeurs n'ont parlé qu'en conséquence de leurs instructions , c'est ce qui m'a donné lieu de m'en éclaircir avec quelques personnes que je sai être fort bien informées ; j'ai su par eux

que les Etats n'ont point donné ordre de proposer aucune nouvelle alliance ; que même ayant été mis dans les instructions des Ambassadeurs , qu'ils s'emploieroient à un renouvellement d'alliance , on changea ce mot , & on mit seulement qu'ils tiendroient la main à la continuation de l'alliance. Je puis répondre à Votre Majesté que les Ambassadeurs de l'Etat n'ont d'autre ordre que celui-là. Ainsi il ne s'agit à cette heure que de prendre garde que sous ce prétexte , on n'engage insensiblement les choses jusques à faire un nouveau traité : c'est à quoi M. de Barillon doit veiller ; je lui envoie aujourd'hui ces deux lettres.

J'ai su positivement , Sire , que le sieur Skelton a déclaré à Messieurs d'Amsterdam qu'il avoit ordre du Roi d'Angleterre de leur témoigner qu'ils lui feroient un plaisir sensible d'avoir de la complaisance pour le Prince d'Orange , que Sa Majesté Britannique ne prétendoit point pour cela se mêler du dedans de leur Gouvernement ; mais qu'elle seroit fort aise



qu'ils voulussent agir dans tout le reste de concert avec le Prince d'Orange. Ainsi le sieur Skelton a ainsi déclaré à Messieurs d'Amsterdam ce qu'il m'a assuré deux différentes fois avoir défenses de leur dire.

31 Mai  
1685.

J'allai à Amsterdam & tâchai de m'attirer la confiance des Bourguemeistres. Ils s'ouvrirent en effet en quelque façon à moi: mais néanmoins je n'ai pu savoir à fonds leurs plus secrètes intentions, peut-être ne sont-ils pas déterminés eux-mêmes à ce qu'ils veulent faire dans les conjonctures présentes; car je vois que les choses sont dans un grand mouvement, & les troubles qu'ils présupposent devoir arriver incessamment en Ecosse, leur donnent un peu à penser.

J'ai su d'eux que le Pensionnaire Fagel proposa aux Etats de Hollande il y a dix ou douze jours de laisser les Ambassadeurs de l'Etat en Angleterre jusques à la prochaine assemblée de Hollande qui doit être au mois de Juillet; que les Députés des villes en ayant fait rapport à leurs principaux,

ils étoient revenus le 24 Mai avec ordre de donner les mains à la continuation de cette Ambassade pour ces deux mois : mais que le Député d'Amsterdam ayant vû que ceux de Delft & de Leyde s'opposoient à cette prorogation , & ayant eu connoissance des lettres de leurs Ambassadeurs par la communication que je lui en avois donnée , il ne voulut pas expliquer l'avis de sa ville qui alloit à consentir à laisser ces Ambassadeurs pendant ces deux mois , & dit que ses principaux n'avoient pas encore opiné là-dessus , & revint le samedi à Amsterdam faire rapport à ses maîtres de ce qui s'étoit passé à l'assemblée de Hollande & des lettres que je lui avois communiquées ; que les Bourmestres avoient été extrêmement surpris de n'en avoir aucune connoissance ; que là-dessus ils avoient changé leur première résolution & ordonné à leurs Députés de refuser la continuation de cette Ambassade , de demander qu'on prenne résolution de faire revenir incessamment les sieurs Duy-

venvorde & Dickfeld , & de déclarer à l'assemblée que, si ces Ambassadeurs entament quelque négociation , ceux d'Amsterdam la désavouent dès - à - présent, & n'y donneront absolument point leur consentement.

Ils ont résolu en même - tems à Amsterdam que si le Roi d'Angleterre ou le Pensionnaire Fagel leur proposent une alliance avec l'Angleterre , ceux d'Amsterdam en proposeront en même-tems une avec Votre Majesté , en protestant qu'ils ne consentiront point à la conclusion d'une alliance avec l'Angleterre , que celle qu'ils proposent avec la France ne soit signée ; & comme ils sont persuadés que le Prince d'Orange ne voudra jamais consentir à cette dernière , ils ne doutent pas que cette proposition ne rompe toutes ses mesures.

Un des Députés d'Amsterdam m'a demandé si Sa Majesté étoit toujours dans ces mêmes bonnes intentions à l'égard des Etats Généraux, que je leur avois témoigné peu de tems après la Treve, & m'a fait connoître que



Messieurs d'Amsterdam travailloient à dresser un Mémoire des choses qu'ils veulent demander à Votre Majesté pour l'avantage de leur commerce.

J'ai crû, Sire, qu'il étoit à propos de les prévenir sur la suppression des 50 sols par tonneaux : c'est pourquoi j'ai conseillé à cet homme de n'en pas faire mention ; car Van-Buning leur avoit insinué malicieusement il y a six mois que Votre Majesté la leur accorderoit sans difficulté. J'ai crû aussi lui devoir faire entendre que selon les occasions & suivant les traités que l'on fait, on peut obtenir des graces plus ou moins considérables ; car comme ils ne sont pas en état de pouvoir conclurre une alliance avec Sa Majesté, le Prince d'Orange y étant absolument opposé, il est bon qu'ils ne s'attendent pas à quelque chose de conséquence : & enfin comme j'ai vû que l'intention de Messieurs d'Amsterdam étoit de me faire délivrer leur Mémoire par les Etats Généraux, je lui ai remontré qu'ils ne devoient pas

en user de la sorte , & qu'il étoit plus à propos que Messieurs d'Amsterdam me communiquassent en particulier quelques jours auparavant ce qu'ils souhaitoient de Votre Majesté que j'aurois l'honneur de lui en rendre compte , & leur ferois savoir ce qu'elle leur pourroit accorder , après quoi ils porteroient aux Etats le même Mémoire pour le faire présenter au nom de la République à Votre Majesté. Celui à qui j'ai parlé n'a pas désapprouvé cet expédient : la raison que je lui en ai alleguée a été qu'il ne seroit pas de leur prudence d'engager les Etats Généraux à demander à Votre Majesté des choses qu'elle ne pourroit peut-être leur accorder sans préjudicier à ses sujets ; & qu'ainsi cette démarche que Messieurs d'Amsterdam feroient faire aux Etats Généraux , & dont ils n'auroient pas satisfaction les éloigneroit plutôt de l'amitié de Votre Majesté qu'elle ne les en approcheroit. L'autre raison est que cette communication particulière sera connoître à Messieurs d'Amf-

terdam que si Votre Majesté fait quelque chose , ce sera uniquement pour eux , & cela me servira aussi à les engager dans une plus particulière correspondance avec moi sur leurs affaires domestiques que celles qu'ils ont eue jusqu'à cette heure.

Il m'a paru , Sire , qu'on fait appréhender à Messieurs d'Amsterdam que Votre Majesté ne se prévale des désordres qui s'élèvent en Angleterre pour agir contre l'Espagne ; ils craignent même que Votre Majesté ne secourre le Roi d'Angleterre. Je ne puis encore pénétrer s'ils ont quelque dessein d'aider les Protestans , & si c'est dans cette vue qu'ils ont voulu pressentir de moi , si Votre Majesté n'assistera pas le Roi d'Angleterre en cas de besoin.

Van-Buning n'étant point rebuté de tous les affronts qu'il avoit reçûs du Prince d'Orange , lui écrivit la lettre du monde la plus soumise , lui demandant avec de très grandes instances de pouvoir rentrer dans l'honneur de ses bonnes grâces : mais le Prince

d'Orange s'en est moqué, & a répondu à celui qui la lui a apportée, & qui parloit en même-tems de Messieurs d'Amsterdam, qu'il vouloit bien se raccommo-der avec ceux d'Amsterdam; mais qu'il ne vouloit jamais entendre parler de Van-Buning. Le Prince d'Orange ne s'est pas contenté de cela, il a donné cette lettre au sieur d'Odick qui en a distribué des copies à beaucoup de gens, ce qui acheve de décréditer & de deshonorer Van-Buning.

Le sieur d'Odick que l'on fait être créature du Prince d'Orange, s'opposa dans les Etats Généraux, lorsqu'on y voulut prendre une résolution conforme à celle de la Province de Hollande, de faire retirer les Anglois qui sont ici, de sorte que l'on n'a pû donner au Roi d'Angleterre qu'une résolution informe, qui porte que l'on chassera les Anglois de la Hollande, de quelques autres Provinces & de la généralité.

Le Prince d'Orange a témoigné au sieur Skelton qu'il s'est informé depuis

puis peu de toutes les démarches des Anglois rebelles , & qu'il a découvert qu'il y a plus d'un an qu'ils envoient sous main des armes & des munitions de guerre en Ecosse ; qu'il commençoit à connoître que M. de Montmouth a tort , & qu'il trempe dans cette affaire, qui lui paroît de bien plus grande conséquence qu'il n'avoit crû au commencement.

J'ai été informé , Sire , que le Prince d'Orange fait fondre de gros canons à ses frais & à ses armes: il se sert pour cela des pieces qu'il s'est fait donner par présent qui se sont trouvées hors d'état de servir dans les villes que les armes de Votre Majesté ont occupées. Il ne peut faire faire cette artillerie à aucun bon dessein , puisqu'il se cache des Etats Généraux & du Roi d'Angleterre. Ses créatures répandent ici un bruit qui ne peut être que très-nuisible à Sa M. Britannique. Si le Parlement d'Angleterre y ajoute foi , cela seroit capable de l'empêcher de donner du secours au Roi d'Angleterre ; car ils disent que



le Roi d'Angleterre ne fouhaite autre chose que de voir un soulevement dans son Royaume afin d'avoir un prétexte d'armer , & de se rendre maître absolu de ses Etats.

31 Mai  
1685.

Le sieur Skelton étoit de plus en plus attaché au Prince d'Orange.

Le sieur Fucks n'aura pas demain sa premiere audience, il a été très-souvent auprès du Prince d'Orange. J'ai fû par une personne qui est fort dans son secret , qu'un des principaux points de sa négociation a grand rapport aux affaires d'Angleterre , & que ce Ministre a été fort consterné d'apprendre à son arrivée à la Haye que les affaires d'Angleterre n'alloient pas aussi-bien qu'on le croyoit à Berlin , & que Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange n'étoient pas dans une aussi parfaite intelligence qu'on l'avoit mandé à M. l'Electeur de Brandebourg.

Les Députés d'Amsterdam aux Etats de Hollande ont persisté dans leur avis sur la cassation des troupes : mais nonobstant cela j'ai entrevû



qu'ils pourroient bien entrer dans quelque temperament.

M. de Seignelay me manda touchant le pillage du vaisseau la Lune, qu'il étoit vrai que les matelots d'un des vaisseaux du Roi étoient entrés dans ce bâtiment, & avoient pris quelque chose de ce qui s'étoit trouvé dans la chambre du Capitaine : mais après que M. Duquesne eût visité ce vaisseau, & reconnu qu'il n'y avoit aucune marchandise appartenant aux ennemis de Sa Majesté, il fit rendre tout ce qu'il put retrouver de ce qui avoit été pris, & prétendit qu'il ne pouvoit être rien resté entre les mains de ses matelots : que cependant comme Sa Majesté vouloit bien procurer toute sorte de satisfaction aux Intéressés dudit Vaisseau, Elle avoit ordonné au sieur de Vauvré de faire une nouvelle recherche de ce qui n'a pas été restitué.

Lettre de  
M. de Seignelay du 18  
Mai 1685.

Le Roi me manda que l'appui qu'on ne peut pas douter que le Prince d'Orange ne donne aux complices de la dernière conspiration, & à tous

Lettre du  
Roi, du 28  
Mai 1685.

les factieux d'Angleterre, fait voir clairement au Roi de la Grande Bretagne, qu'il ne doit attendre rien de bon du côté de ce Prince ; enfore que les bien-intentionnés n'ont pas sujet d'appréhender qu'il se forme une union sincere entre le Roi & ce Prince.

7 Juin  
1685.

Je fis réponse au Roi, qu'il étoit certain que la conduite du Prince d'Orange envers le Roi d'Angleterre, est telle que Sa Majesté Britannique n'en peut juger autrement, sinon que le Prince d'Orange est absolument dans des intérêts contraires aux siens. Cependant comme tout le monde n'a pas connoissance de toutes les démarches du Prince d'Orange, que le public au contraire ne voit que de certaines choses où ce Prince paroît favoriser les intérêts du Roi d'Angleterre, que M. Skelton assure que ces deux Princes sont dans une parfaite union, qu'il a même prié Messieurs d'Amsterdam de la part du Roi d'Angleterre, d'avoir plus de déference pour les sentimens du Prince d'Oran-

ge, & que d'un autre côté le Roi d'Angleterre, sur la proposition des Ambassadeurs, a fait examiner les anciens traités d'alliance entre l'Angleterre & cet Etat, & qu'il veut selon le rapport des mêmes Ambassadeurs travailler sérieusement à cette affaire: tout cela, Sire, a donné sujet à Messieurs d'Amsterdam & à tous les honnêtes gens, d'appréhender que le Roi d'Angleterre & les Ambassadeurs de cet Etat n'engageassent la République dans une alliance, & Votre Majesté le peut bien juger, puisque Messieurs d'Amsterdam se sont crus obligés de demander aux Etats de Hollande que leurs Ambassadeurs fussent incontinent révoqués; & sur le refus du Pensionnaire Fagel & des villes qui sont dans les intérêts du Prince d'Orange, ils ont déclaré qu'ils désavoüoient dès cette heure toutes les propositions d'alliance que leurs Ambassadeurs pourroient faire ou écouter, les Etats ne leur ayant donné aucun pouvoir de faire l'un ni l'autre.

Comme Messieurs d'Amsterdam ont fû que malgré leurs déclarations de ne plus payer à l'avenir l'état de guerre , le Pensionnaire Fagel avoit tenté de faire délivrer des Ordonnances par les Committers de Rades , & que de neuf qui composent cette assemblée , il en avoit gagné cinq ; ils ont envoyé des protestations pour être délivrées à ces Committers de Rades , par lesquelles ils déclarent que ceux qui consentiront dorénavant à délivrer des Ordonnances , en seront réputés débiteurs ; il n'y a gueres d'apparence après cela que les Committers de Rades délivrent des Ordonnances. Cependant la confusion est grande parmi les Officiers ; car faute d'Ordonnance les Solliciteurs n'avancent point leur argent , & les Officiers n'en ont point pour donner aux soldats.

Le Prince d'Orange souûtenoit toujours que c'étoit le Roi qui avoit fourni l'argent aux Anglois rebelles , il le voulut persuader au sieur Skelton , tout l'argent étant payé à ce

qu'il prétend en loüis d'or & en écus blancs de France.

Le sieur Skelton fait sa cour au Prince d'Orange plus assidûment qu'il n'a jamais fait : il ne se cache pas de faire tous ses efforts pour gagner ses bonnes grâces , & il croit cela compatible avec le service du Roi son Maître. Cependant il me dit avant-hier que quoiqu'il eût fait tout son possible pour se bien remettre auprès du Prince d'Orange , & que pour cet effet il eût témoigné à Messieurs d'Amsterdam qu'ils feroient plaisir au Roi d'Angleterre d'avoir de la complaisance pour les volontés de ce Prince , il le trouve néanmoins encore fort froid , & ne voit pas qu'il agisse en tout ceci comme un homme qui veut être sérieusement dans les intérêts du Roi d'Angleterre.

Il s'est plaint à moi , que lorsqu'il alla déclarer au Prince d'Orange l'ordre qu'il avoit reçu du Roi d'Angleterre , de demander les trois Régimens Ecoissois qui sont au service des Etats Généraux ; le Prince d'Orange au



lieu de marquer de la joie de pouvoir rendre quelques services à Sa Majesté Britannique , ( lui qui avoit fait dire quelques jours auparavant par le sieur d'Overkerke au sieur Skelton , qu'il iroit en personne s'il étoit nécessaire ), témoigna beaucoup de froideur au sieur Skelton , & lui dit qu'il appréhendoit que les Etats Généraux ne voulussent pas accorder cette demande : que pour lui Prince d'Orange , il ne croyoit pas pouvoir l'obtenir , qu'il en auroit bien répondu avant la treve : mais que depuis ce tems-là son crédit étoit bien diminué , que Messieurs d'Amsterdam prenoient plaisir à le contrecarrer en tout , & qu'ils seroient fort contraires à cette demande. Le sieur Skelton croyant tout de bon que le Prince d'Orange n'osoit se charger de cette affaire , lui dit qu'il donneroit le lendemain un Mémoire aux Etats Généraux selon l'ordre qu'il en avoit , n'y ayant pas de tems à perdre. Mais le Prince d'Orange voyant cela , s'offrit aussi-tôt de se charger de cette affai-

re. Cependant il lui fit encore quelque difficulté sur ce que les Etats auroient peine à consentir d'envoyer leurs troupes , & de les entretenir à leurs dépens : mais le sieur Skelton lui fit connoître que le Roi d'Angleterre lui avoit envoyé de l'argent pour le départ de ces troupes , & que Sa Majesté Britannique les entretiendrait tant qu'elles seroient à son service.

Le Prince d'Orange a donc fait témoigner par le Pensionnaire Fagel à la Province de Hollande , que le Roi d'Angleterre souhaitoit d'avoir les trois Régimens Ecoffois. Les Etats de Hollande se sont trouvés embarrassés sur cette demande , parce que d'un côté il est dit dans l'article 14 du traité de Breda , que le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux , se secourront les uns les autres contre ceux qui leurs seront rebelles , tant par mer que par terre , selon que la nécessité des affaires le pourra requerir , le tout aux dépens de celui qui le requerra de l'autre ; & pour les articles sépa-

rés du mois de Janvier 1678. il est dit que le Roi d'Angleterre secourra les États de dix mille hommes, & les États Généraux secourront le Roi d'Angleterre de six mille, toutes les fois que l'un ou l'autre sera attaqué ou troublé. Les avis ont été partagés là-dessus : les uns soutiennent que les articles du traité de 1678 ne regardent point les rebelles, & qu'on n'a stipulé le secours mutuel qu'en cas d'attaque ou de trouble par quelque Puissance Etrangere, & qu'ainsi les États ne sont tenus d'aider le Roi d'Angleterre, qu'en vertu de l'art. XIV. du traité de Breda, qui ne spécifie pas le nombre des troupes, & qui porte qu'elles doivent être entretenues aux dépens de celui qui en aura besoin. Les autres prétendent que les articles séparés de 1678, regardent aussi le cas de rebellion, en ce qu'il est dit, attaqué ou troublé, & qu'ainsi on est obligé de donner six mille hommes, & de les entretenir. Les Députés se sont séparés pour consulter leurs Supérieurs, & doivent se rassembler demain.

Les Députés des villes n'ont porté à leurs Supérieurs que l'article du traité de Breda , & celui du traité du mois de Janvier 1678. On ne fait aucune mention de la capitulation que l'on a faite, en donnant aux Etats les six Régimens qui sont ici ; je la fais chercher, car il me semble que les Etats sont obligés de donner les troupes Angloises toutes les fois que Sa Majesté Britannique en aura à faire.

Sire , le sieur Fucks ne m'est venu voir qu'après avoir eu son audience publique , & ne m'a parlé que de choses fort générales ; tout ce qu'il a traité jusqu'à cette heure s'est passé entre le Prince d'Orange , le Pensionnaire Fagel & lui. Deux jours après que le sieur Fucks fut arrivé , le Prince d'Orange demanda au sieur Skelton s'il ne lui avoit pas parlé , & lui dit qu'il avoit à lui communiquer des choses importantes sur lesquelles il le prioit de faire réflexion. Le Comte de Waldeck a dit la même chose au sieur Skelton qui me l'a confié : mais depuis qu'il a parlé au sieur Fucks ,

il m'a assuré qu'il ne lui avoit fait que des complimens généraux. Cela me fait croire que le sieur Skelton ne me veut pas confier le secret.

8 Juin  
1685.

Les Députés de Hollande récrivirent le 8 de Juin à l'assemblée avec l'avis de leurs villes touchant les Régimens Ecoffois que le Roi d'Angleterre demande : Messieurs d'Amsterdam ont déclaré qu'ils ne pouvoient délibérer sur cette affaire de la manière qu'elle leur étoit proposée, qu'il falloit pour faire les choses dans les formes que le sieur Skelton présentât un Mémoire aux Etats Généraux par lequel il expliquât ce que le Roi d'Angleterre demande d'eux ; que les Etats Généraux fissent communiquer le Mémoire à la Province de Hollande, qu'on en délivreroit des copies aux Députés des villes pour en délibérer. Delft & Leyde ont témoigné que Messieurs d'Amsterdam avoient raison. On se doit rassembler demain matin, & l'on croit que le Pensionnaire Fagel prendra une conclusion à la pluralité des voix, ce qui se peut,



puisque'il ne s'agit que de l'exécution d'un traité. La résolution de Messieurs d'Amsterdam peut avoir eu différens motifs : Il peut être qu'ils ont dessein d'éluder ou du moins de retarder la demande du Roi d'Angleterre, peut-être ne trouvent-ils pas bon que le Prince d'Orange se charge de faire ces sortes de propositions de son chef, & peut-être aussi veulent-ils que le sieur Skelton explique nettement ce qu'il demande, & en vertu de quoi il demande : car s'il prétend le secours en vertu du traité de 1678, ils lui feront voir que ce traité ne regarde qu'une défense mutuelle des deux Etats contre des Puissances Etrangères ; & si le sieur Skelton allègue le traité de Breda, ils pourront dire en ce cas que le secours, quel qu'il soit, doit être entretenu par le Roi d'Angleterre.

Un Anglois donna avis il y a trois jours au sieur Skelton, qu'il y avoit un vaisseau de trente pieces de canon prêt à passer le Pampus ; que M. de Montmouth étoit embarqué dessus,

avec quatre-vingts-dix hommes tous gens d'élite & quatre-vingts matelots; le sieur Skelton donna aussitôt un Mémoire aux Etats Généraux pour avoir permission d'arrêter ce navire, qui le lui accorderent.

Le Résident de Cologne est entièrement persuadé que le sieur Fucks agit contre les intérêts de M. l'Electeur de Cologne. Ce Résident a sù qu'un des Bourguemestres de Cologne des plus opposés à l'Electeur son Maître est venu s'aboucher à Vezel avec le sieur Fucks, avec qui il a eu une très-longue conférence. Ce même Résident a trouvé moyen d'avoir une lettre du Résident Bidelberg au Greffier Fagel, par laquelle il lui mande que le Baron d'Eyde doit arriver incessamment à Cologne avec cent hommes de la garnison de Vezel, & que quand les Bourgeois les auront reçûs, & qu'ils auront l'espérance d'être soutenus comme on leur a promis, ils agiront hardiment contre l'Electeur de Cologne, & continueront à lui faire des affaires, com-

me ils ont fait trois jours auparavant qu'ils sont entrés dans un territoire qui lui appartient. Le Résident de Cologne a envoyé la copie de cette lettre au Prince de Mourback.

Le Roi approuva fort ce que j'avois insinué à Messieurs d'Amsterdam au sujet de l'espérance qu'ils ont de tirer du Roi de nouveaux avantages pour leur commerce.

Lettre du Roi, du 7<sup>e</sup> Juin 1685.

Le Pensionnaire Fagel avoit fait la proposition de la part du Roi d'Angleterre pour les trois Régimens Ecoſſois d'une maniere si confuse qu'on n'avoit presque sû comment en délibérer ; il leur dit qu'il avoit à leur communiquer une lettre que Sa Majesté Britannique avoit écrite à M. le Prince d'Orange : mais qu'étant en Anglois il ne pouvoit l'interpréter. M. Benting prit la parole, & dit, que cette lettre contenoit en substance la demande que Sa Majesté Britannique faisoit des trois Régimens Ecoſſois qui étoient en Hollande. Les Députés de Delft, de Leyde & d'Amsterdam trouverent qu'il falloit

14 Juin 1685.

absolument que cette demande fût faite aux Etats Généraux par un Mémoire , & j'ai fû d'un endroit très-sûr que ces villes n'étoient pas seulement choquées de voir qu'on vouloit faire aller par un canal qui n'est pas naturel une affaire qu'elles ont jugée très-importante.

On se rassembla le samedi matin 9 sur cette même affaire; Messieurs de Delft , de Leyde & d'Amsterdam , persisterent dans leur avis , & déclarerent qu'il étoit nécessaire que le sieur Skelton fit la demande au nom du Roi d'Angleterre aux Etats Généraux, disant , que de diriger ainsi les affaires par des voies indirectes , c'étoit vouloir priver les Etats Généraux de leurs plus essentielles prérogatives : mais le Pensionnaire Fagel conclut cette affaire à la pluralité des voix , & il l'a pû selon les lois de la République , puisqu'il s'agit de l'exécution d'un Traité.

Les motifs que le Pensionnaire Fagel alléguoit pour faire résoudre dans l'assemblée de Hollande , l'envoi des  
trois

trois Régimens Ecoffois, fans obliger M. Skelton de porter l'affaire aux Etats Généraux, par un Mémoire donné de la part de Sa Majesté Britannique, ont été que quoiqu'à parler régulièrement les Etats ne dûssent point donner leurs troupes sans qu'on les leur demandât, il ne falloit pas toute-fois prendre garde aux formalités dans une affaire pressente; surtout puisque le Roi d'Angleterre témoignoit en cette occasion une entière confiance aux Etats Généraux. Qu'il avoit avis que Votre Majesté avoit fait offrir par M. de Barillon un puissant secours au Roi d'Angleterre; mais que Sa Majesté Britannique l'avoit refusé, & avoit demandé au lieu de cela les trois Régimens Ecoffois.

Le Pensionnaire Fagel chercha aussi en cette occasion de faire tomber sur Messieurs d'Amsterdam le chagrin que le Roi d'Angleterre pouvoit avoir du retardement de l'envoi de ses troupes. Cependant il est certain qu'il en a fait la proposition d'une manière qui a obligé Messieurs d'Am-



terdam à vouloir qu'on leur donnât un Mémoire , & on ne peut les blâmer d'avoir trouvé mauvais que le Roi d'Angleterre n'ait point fait demander ses troupes aux Etats Généraux , soit par une lettre , soit par un Mémoire , & qu'il en ait seulement écrit à M. le Prince d'Orange , comme s'il en étoit le Maître. Cependant dans le tems que le Pensionnaire Fagel met Messieurs d'Amsterdam dans la nécessité de disputer pour leurs prérogatives , & pour leurs droits , il est bien aise de faire accroire en Angleterre , que ces Messieurs n'avoient d'autre but que de s'opposer à l'envoi de ces troupes.

M. de Montmouth partit de Hollande le vendredi 8 de Juin , il ne voulut pas s'embarquer à Amsterdam sur un vaisseau de trente-deux pieces de canon dans lequel néanmoins il a passé en Angleterre : il s'est contenté de le faire charger à Amsterdam d'une grande quantité de munitions de guerre ; & pour lui il prit un petit bâtiment de pêcheur à un village qu'on

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 51

appelle Santfort , situé au bord de la mer à la hauteur de Harlem. Il avoit donné une marque au Capitaine du vaisseau chargé de munitions pour se reconnoître à un certain endroit au sortir du Texel , où en effet ils se sont rencontrés , & le Duc de Montmouth s'est mis dessus. Cette précaution étoit prise pour faire croire au Roi d'Angleterre que M. le Prince d'Orange ne savoit pas le dessein de M. le Duc de Montmouth , qui avoit été obligé de se cacher de la sorte.

Cependant des personnes fort bien informées m'ont assuré que M. de Montmouth avoit été vû lundi 4 de ce mois à Maensluys , qu'il avoit été mardy à Rotterdam , & coucha à la Haye la nuit de ce mardi au mercredi.

Je vois , Sire , tous les jours de plus en plus qu'une des principales affaires que le sieur Fucks est venu traiter ici , est une alliance entre l'Angleterre , les Etats Généraux & l'Electeur son Maître. L'Electeur de Brandebourg a été periuadé que l'Angle-

terre s'alloit unir avec les Etats Généraux ; on n'a pas douté ici que le Prince d'Orange n'eût ce dessein , & même on a crû que le Roi d'Angleterre y donnoit les mains s'il se voyoit paisible dans son Royaume , au moins selon les lettres des Ambassadeurs de cet Etat : mais Messieurs d'Amsterdam y ont toujours été absolument contraires , & ont tâché de faire rappeler leurs Ambassadeurs , pour empêcher qu'ils n'engageassent quelque négociation avec l'Angleterre. Le sieur Fucks est à Amsterdam avec le sieur Damerongue depuis cinq ou six jours , il n'y a pas lieu de douter qu'il n'y aye fait quelque ouverture des desseins de M. l'Electeur ; je tâcherai & j'espère même en être informé. Mais, Sire , je crois pouvoir encore dire à Votre Majesté , ce que j'eus l'honneur de lui écrire il y a huit jours , que Messieurs d'Amsterdam sont fort résolus à n'entrer dans aucun Traité qui puisse offenser Votre Majesté , quelque belle proposition qu'on leur puisse faire : mais s'ils

voyoient une puissante ligue formée en faveur de la Religion Protestante , je ne répondrois pas alors si hardiment qu'ils ne s'y laissassent aller , au moins c'est le seul foible par où on les pourroit attaquer.

Le sieur Fucks étoit fort mécontent du prompt départ de M. Spanhim , à quion avoit envoyé un ordre précis de demeurer en Angleterre , tant que le sieur Fucks seroit à la Haye : mais cet ordre n'arriva en Angleterre , que le lendemain du départ du sieur Spanheim.

Le Pensionnaire Fagel fit faire des Ordonnances par les Gecommitters de Rades , pour le payement des troupes , nonobstant l'opinion des quatre villes : mais les solliciteurs ne voulurent pas avancer de l'argent sur ces Ordonnances , quoique le Pensionnaire Fagel les menaçât de faire procéder contr'eux s'ils ne le faisoient.

Messieurs d'Amsterdam s'étoient persuadés qu'en même-tems qu'ils donneroient les mains à conclurre ici l'état de guerre d'un commun con-

seulement , on ne leur refuseroit pas de faire porter de la part des Etats Généraux quelque proposition à Votre Majesté , pour avantager le commerce de la République : mais à cette heure qu'ils voyent que le Pensionnaire Fagel les a trompés , & qu'il n'a pas de honte à son ordinaire d'avancer des paroles & de s'en dedire incontinent après , je doute qu'ils veuillent hasarder de faire une proposition aux Etats Généraux , à laquelle le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel feront apparemment contraires , ni l'un ni l'autre ne pouvant consentir que les sujets de l'Etat reçoivent des marques de la bonne volonté de Votre Majesté , de peur que cela ne les porte à demeurer encore plus attachés à ses intérêts , par l'avantage qu'ils recevroient des effets de sa bienveillance.

Messieurs de Frise ne pouvant réduire la voix des Villes qui sont au Prince de Nassau , manderent aux Etats Généraux qu'ils n'approuvoient pas l'état de guerre de l'année précé-



dente , & qu'ils envoyeroient au premier jour les résolutions : mais le Prince de Nassau prit cette lettre , & empêcha qu'elle ne fût envoyée.

Messieurs d'Amsterdam voyant que Van-Buning se prostituoit si fort ne voulurent plus conférer de leurs affaires secretes avec un homme qui avoit des sentimens si opposés aux leurs ; & pour cet effet ils caillèrent un Conseil qu'ils avoient formé lorsqu'on parloit de la levée de seize mille hommes , qui étoit de quatorze des principaux d'entr'eux , dont Van-Buning étoit , & dans lequel on traitoit les affaires les plus importantes ; ainsi à cette heure ces affaires secretes ne se discutent plus qu'entre les quatre Bourguemestres Régens, comme cela s'est fait de tout tems.

Lorsque Messieurs d'Amsterdam consentirent au traité d'association, ils demanderent en échange au Prince d'Orange de concourir avec eux pour faire dresser un nouveau Tarif ; ce Tarif est fort avantageux à la Ville d'Amsterdam , & assez préjudiciable

à quelques Villes de Hollande qui s'y opposerent fortement ? Mais le Prince d'Orange se fit une affaire d'entrer dans les intérêts de Messieurs d'Amsterdam, & obtint le consentement des Villes qui y étoient le plus contraires. Il n'eût pas le même pouvoir dans les autres Provinces ; ainsi cette affaire est demeurée indécise, & Messieurs d'Amsterdam ont joui de ce nouveau Tarif, plutôt par usurpation & par autorité, que par droit : mais le Pensionnaire Fagel pour lui faire piece, fit résoudre il y a huit jours dans les Etats Généraux par les Députés des six Provinces, que l'on continueroit l'ancien Tarif ; & comme ces Provinces y ont intérêt, & qu'elles sont appuyées par le Prince d'Orange & par le Pensionnaire Fagel, Messieurs d'Amsterdam n'auront pas peu de peine à faire changer cette résolution ; cependant cette affaire leur tient extrêmement au cœur.

Le Prince d'Orange a prêté au Prince de Nassau six-vingts mille francs, où il en a été la caution, c'est

un nouvel engagement pour le Prince de Nassau qui ne fait gueres esperer de retour.

Les trois Régimens Ecoissois doivent partir demain de Breda pour Maeslan-luys, où ils doivent s'embarquer, le sieur Skelton doit se rendre à cette dernière Ville pour leur faire prêter serment : on dit toujours qu'il y a des Officiers & des soldats, qui font difficulté de passer en Ecoffe.

Skelton m'a paru fort outré de la mauvaise reception que le Prince d'Orange lui a fait, cela l'a obligé de me déclarer assez librement ce qu'il pensoit ; il m'a dit que le Prince d'Orange n'avoit jamais voulu avouer que le Comte d'Argile & les Anglois qui étoient ici réfugiés, tramoient quelque chose contre le Roi d'Angleterre, qu'après qu'ils ont été partis. Un homme de beaucoup de considération de ce pays lui a écrit, que M. de Montmouth étoit caché à Delft, & que cet homme-là ne le pouvoit savoir, sans que le Prince d'Orange en fût informé ; que le Duc de Mont-

mouth avoit couché à Rotterdam chez un appelé Sas , créature du Prince d'Orange , & Secrétaire de l'Amirauté ; qu'une femme de qualité de Gueldres , & affectionnée à la Princesse d'Orange , a témoigné son déplaisir à un Anglois des amis de Skelton , de ce que des personnes des plus qualifiées de Gueldres & de ses propres parens , & qui sont dans les intérêts de M. le Prince d'Orange avoient engagé tout leur bien pour prêter de l'argent aux Anglois rebelles. Il m'a appris encore que quoique le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel l'eussent assuré que les Etats Généraux avoient ordonné en conséquence de son Mémoire à toutes les Amirautés de ne laisser partir aucun vaisseau sans l'avoir bien examiné auparavant , & sans avoir de bonnes cautions résidentes dans les Villes de l'Etat , que les marchandises de contrebande qu'on y trouveroit n'étoient pas délivrées pour l'Angleterre : cependant, lorsqu'il a prié ceux de l'Amirauté d'Amsterdam d'en user de

telle sorte à l'égard du vaisseau que M. de Montmouth faisoit équiper, ils lui ont témoigné qu'ils n'avoient point d'ordre de l'Etat, & que dans le tems qu'il en a demandé aux Etats Généraux & qu'on les a envoyés au Texel, le vaisseau a mis à la voile. Je lui ai fait observer que le Secrétaire de l'Amirauté d'Amsterdam dont il se plaint, & qui est celui de qui il dépend en cette occasion d'user de diligence, est autant ou plus dépendant du Prince d'Orange que le Pensionnaire Fagel. Il m'a dit qu'il le savoit bien, & que c'est ce qui faisoit qu'il ne savoit plus que penser de tout ceci; que quand il en fit des plaintes hier matin au Prince d'Orange, il lui parut fort embarrassé, & lui dit qu'il ne doutoit pas que ses ennemis ne s'en prévalussent auprès du Roi d'Angleterre, & qu'on ne se prît à lui de toute cette affaire, parce qu'en qualité d'Amiral, il étoit non-seulement le Maître de tous les Collèges de l'Amirauté; mais aussi que c'étoit à lui à faire exécuter les ordres des Etats Généraux.



Je fai que les rebelles Anglois avoient des remises pour plus de deux cents florins à Amsterdam.

15 Juin 1685. Le sieur Fucks alla à Amsterdam , & fut d'abord chez Van-Buning , & il vit bien-tôt que tous les projets d'alliance qu'ils avoient formé par l'entremise du sieur Damerongue étoient bien chimeriques , & Van-Buning lui-même n'a pas été d'avis que le sieur Fucks en témoignât aucune chose aux Bourguemestres. Je ne doute pas que le sieur Fucks n'ait été surpris de voir Van-Buning exclu des affaires , & d'avoir trouvé les choses si mal disposées pour ses desseins , qu'il n'ait osé en faire aucune ouverture : il a parlé à ce que j'apprens de l'affaire de Cologne , il ne cesse de donner en ce pays-ci de grands ombrages des desseins de M. l'Electeur de Cologne sur cette Ville là , disant même que cet Electeur est appuyé par une autre Puissance.

Je fûs que le sieur Fucks déclaroit publiquement que M. l'Electeur de Brandebourg vouloit bien qu'on fût

qu'il étoit fort zélé pour sa Religion , & qu'il aideroit toujours de tout son pouvoir ceux qui en feroient profession. Le même Résident de Munster m'a averti que le sieur Fucks avoit pressenti Messieurs d'Amsterdam , pour savoir s'ils vouloient joindre leurs offices à ceux de M. l'Electeur en faveur des Protestans de France.

Le Roi me manda qu'il lui paroïsoit par-tout ce que je lui mandois des démarches que le sieur Fucks faisoit , que sa négociation avoit contribué aux entreprises que les Magistrats de Cologne avoient fait sur la juridiction de l'Electeur.

Lettre du  
Roi du 14  
Juin 1685.

Le départ des trois Régimens Ecofois , me donna lieu de songer si l'on ne pourroit pas faire en sorte qu'ils prissent résolution de ne plus reprendre ces troupes en cas qu'elles soient toutes envoyées au Roi d'Angleterre , ils ont des raisons assez bonnes pour cela qui regardent M. le Prince d'Orange , & ils ne manquent pas non plus de prétextes pour rendre l'affaire plausible , & faire connoître les incon-

21 Juin  
1685.

vénions qu'il y auroit de recevoir ici des corps étrangers lorsqu'ils peuvent se maintenir avec leurs propres troupes. Ils pourroient alléguer que s'ils avoient reçu ce corps de troupes Angloises dans la nécessité de l'Etat, ils l'ont rendu aussi au Roi d'Angleterre dans les plus pressans besoins ; que si on reprenoit ces troupes à cette heure qu'on est en paix, & que les Etats n'en ont point à faire, ce seroit proprement comme si l'on vouloit reprendre les anciens corps Anglois qu'on a eu du tems de l'établissement de la République, & qu'en ce cas Votre Majesté pourroit demander que les Etats prissent aussi un corps de troupes Françoises. Que pour éviter cet inconvénient, ils devoient résoudre de ne plus prendre aucun corps étranger ; mais que je ne ferois encore aucune démarche là-dessus, parce que je ne voyois pas beaucoup de disposition pour le succès de cette affaire, & que je ne croyois pas qu'on la dût commencer sans être assuré d'y réussir. Il me paroît qu'il y a toujours

ici une certaine impression dans les esprits qui leur fait appréhender la grande puissance de Votre Majesté, & qui leur fait envisager comme nécessaire un corps de troupes à leur Religion. Car quoique le Roi d'Angleterre soit Catholique, ils ne comptent pas que le Royaume le devienne, & le motif de la Religion peut beaucoup sur l'esprit de quelques Magistrats d'Amsterdam.

Le Prince d'Orange alla faire la revue des troupes Ecoissoises qui devoient passer en Angleterre, & je fus informé que presque tous les Officiers Ecoissois qui partirent de Hollande étoient fort mécontents contre le Prince d'Orange. Il leur a fait toutes les chicannes imaginables, & leur a refusé toutes choses, jusqu'à de la poudre qu'il n'a pas voulu donner pour remplir les bandolieres des soldats. J'ai mandé à M. de Barillon que s'il pouvoit faire en sorte que le Roi d'Angleterre fît demander par quelqu'un qui ne fût pas dans les intérêts du Prince d'Orange, aux principaux Of-

ficiers des troupes Ecoſſoïſes, & entre autres au ſieur Wacop un des trois Colonels, & qui eſt venu querir ces troupes de la part du Roi d'Angleterre de quelle maniere ils ont été traités à leur départ, j'étois aſſuré qu'ils diront la même choſe de ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majeſté.

Le ſieur d'Odick avoit dit autrefois qu'il n'y avoit pas un plus méchant homme ſous le ciel que le Duc d'Yorck, & qu'il avoit fait couper la gorge au Comte d'Effex; c'étoit chez Fuenmajor envoyé d'Eſpagne, que tous ces diſcours ſe tenoient.

Je mandai au Roi, & j'informai M. de Barillon, que les Miniſtres Prédicants de la Haye, avoient recommandé le Dimanche précédent dans leurs prêches un Capitaine de vaiſſeau, & tous ceux qui s'étoient embarqués depuis quelques jours ſur un vaiſſeau pour une entrepriſe fort périlleuſe. Les Miniſtres prièrent publiquement dans les Eglifeſ à ce qu'il plût à Dieu favoriſer cette entrepriſe, & faire arriver



river à bon port le Capitaine du navire & tous ceux qui étoient dessus. Je ne sai si l'on auroit parlé plus intelligiblement quand on auroit nommé M. le Duc de Montmouth. Ce qui est à remarquer est, que les Ministres qui prêchent à la Haye, n'agissent presque que par les ordres du Pensionnaire Fagel. Dans Amsterdam, & dans les autres Villes, ce sont les Magistrats particuliers qui ont toute l'autorité sur eux.

Le sieur Fucks a été trois jours de suite enfermé avec le Prince d'Orange plus de deux ou trois heures par jour; il est constant qu'il négocie quelque chose de conséquence & de secret; & puisqu'il ne me le confie pas, il est aisé de conclurre que sa négociation ne doit pas être agréable à Votre Majesté. Ce que j'en ai pû découvrir me persuade que ce Ministre ne voyant pas jour à faire sa prétendue ligue de Religion, il veut pourtant se servir de ce même motif pour unir d'intérêt les Etats Généraux avec l'Electeur de Brandebourg, & pour

leur faire prendre insensiblement des engagemens contraires aux intérêts de Votre Majesté.

Les Solliciteurs ne pouvoient trouver de l'argent sur les nouvelles Ordonnances ; & les assurances que leur avoit donné le Pensionnaire Fagel ne leur donnoient pas pour un sou de crédit , de sorte qu'on étoit en Hollande dans une assez grande confusion là-dessus.

28 Juin  
1685.

Pour ce qui est du dessein que pourroit avoir le Prince d'Orange de faire recevoir en survivance de ses charges un des enfans de M. l'Electeur de Brandebourg , il connoît trop que la proposition en seroit rejetée , pour l'entreprendre à cette heure , & peut-être aussi n'a-t-il pas assez d'envie de la faire réussir : mais d'intelligence avec le sieur Fucks , il veut faire goûter à M. l'Electeur de Brandebourg , une autre proposition , qui dans le fond est un piège fort grossier. Il prie M. l'Electeur d'envoyer à la Haye son second fils , l'aîné des enfans de Madame l'Electrice d'à présent , pour y

être élevé, & pour y faire ses exercices. On fait comprendre à Madame l'Electrice qu'il faut que ce Prince demeure quelques années en Hollande pour gagner l'affection des gens du pays, qu'il fera aisé après cela de le faire recevoir en survivance: mais que si on le proposoit à cette heure on cabreroit les esprits, & on feroit avorter cette affaire. Cependant avant que le Prince d'Orange trouve l'occasion favorable de proposer cette survivance, M. l'Electeur de Brandebourg sera mort, & il y a grande apparence qu'il ne fera pas grand cas après cela des enfans de Madame l'Electrice, de qui il tirera en attendant tout l'appui dont il à besoin auprès de M. l'Electeur de Brandebourg dans la conjoncture présente.

Je mandai au Roi que je pouvois l'assûrer que l'alliance que M. Fucks avoit eu ordre de proposer aux Etats Généraux avoit la Religion pour fondement, & qu'il avoit été fort décontenté lorsqu'il avoit appris à son arrivée à la Haye, que le Roi d'Angle-

terre continuoit de professer publiquement la Religion Catholique : mais que j'avois découvert depuis peu, qu'indépendamment de tout motif de Religion, le sieur Fucks avoit ordre de travailler à une alliance avec l'Angleterre & les Etats Généraux.

Le sieur Fucks ne s'en est pas expliqué à Messieurs d'Amsterdam, ni même au sieur Skelton, quoique le Prince d'Orange l'eût préparé à écouter favorablement ces propositions. Le Prince d'Orange veut peut-être attendre pour voir de quel côté tourneront les affaires d'Angleterre. Si les Protestans ont le dessus, il se flatte qu'il sera encore plus en état d'exécuter ses projets ; car il croit que les Protestans Anglois se soumettront à lui : mais si le Roi d'Angleterre détruit les rebelles, le Prince d'Orange est persuadé que Sa Majesté Britannique entrera volontiers dans une alliance, étant déjà assuré des Electeurs de Brandebourg, de Saxe & Palatin, des Princes de Lunebourg & de Hesse,

sans compter la maison d'Autriche.

A l'égard, Sire, des Etats Généraux, le Prince d'Orange, à ce que j'ai découvert ces jours-ci, se tient assuré d'avoir presque toutes les Villes de Hollande, excepté celle d'Amsterdam qu'il n'espère pas de gagner, ni celles de Delft & de Leyde : mais il espere de faire passer l'affaire à la pluralité de voix : il a bien fait d'autres choses qui sont bien plus contre les lois de la République que celle-là, & la Treve ayant été signée à la pluralité des voix, il en tirera avantage pour conclurre l'alliance de la même manière ; car il a presque toutes les autres Provinces, au moins j'ai été averti que les Principaux des quatre Provinces dont il dispose absolument ont déjà donné les mains à cette alliance. Pour ce qui est de celles de Frise & de Groningue, il fait son compte que le Prince de Nassau les portera à donner leur consentement ; ou que du moins il empêchera qu'elles ne prennent d'assez fortes résolutions pour empêcher la conclusion de cette al-



liance dans les Etats Généraux.

C'est-là , Sire , à ce que j'en puis juger , le plan du Prince d'Orange ; & le fleur Fucks qui ne devoit être ici que six semaines ne songe pas à s'en aller , il attend le tems propre pour l'exécution de ce dessein.

Messieurs d'Amsterdam en ont sans doute pressenti quelque chose lorsqu'ils ont fait de si fortes protestations contre tout ce que leurs Ambassadeurs à Londres y pourroient négocier. Et quoiqu'ils ne me fassent pas connoître l'appréhension qu'ils ont que cette affaire réussisse , j'ai découvert cependant qu'ils en sont dans une extrême peine , jusques-là que s'expliquant ces jours-ci avec un de leurs amis sur le secours que les Anglois rebelles tiroient d'Amsterdam , ils lui dirent que si le Roi d'Angleterre n'avoit des affaires chez lui qui l'empêchassent de s'unir avec les Etats Généraux & avec le Prince d'Orange , ils étoient perdus : car , Sire , on leur a fait comprendre , & ils le croient assez , que si le Roi d'Angleterre & le

Prince d'Orange, sont unis, la liberté de leur République sera opprimée, & que le dessein du Prince d'Orange est de les réduire en un état à ne pouvoir plus contre-quarrer ses desseins; ainsi je ne doute pas qu'ils ne s'opposent de toutes leurs forces à une alliance avec l'Angleterre: mais je vois qu'ils craignent que le Prince d'Orange ne passe par dessus toutes les regles, & qu'appuyé par l'Angleterre & par l'Electeur de Brandebourg, il ne conclue cette affaire malgré eux.

De cette sorte, Sire, on ne doit pas douter de la mauvaise volonté de l'Electeur de Brandebourg & du Prince d'Orange, ni du dessein qu'ils ont formé; & s'ils y trouvent de la disposition dans l'esprit du Roi d'Angleterre, Votre Majesté voit en quel état les affaires seront apparemment réduites en ce pays; à quoi je dois ajouter que les créatures du Prince d'Orange, ne se mettront gueres en peine qu'une pareille alliance leur attire la guerre; mais que ceux du Gouvernement qui en feroient très-fâchés,

& qui ne donneroient pas les mains à cette alliance, s'ils craignoient qu'elle dût leur être funeste, ne croiront point du tout qu'elle puisse jamais avoir une telle suite ; on leur fera entendre au contraire que Votre Majesté voyant une si puissante ligue formée pour le maintien de la paix n'entreprendra rien , & que les Alliés qui n'ont d'autre but que la paix , n'ont garde de la troubler. Cependant il est très-certain que le Prince d'Orange ne verra pas plutôt ce parti formé, qu'il fera naître quelque occasion par le moyen des Autrichiens pour engager la guerre.

Votre Majesté qui fait ce qu'elle doit attendre du Roi d'Angleterre, peut aisément juger si ces sortes de projets s'évanoüiront. Je pourrois dire par la connoissance que j'ai du dedans de ce pays qu'il seroit aisé de les détruire dans leur naissance , & qu'il y auroit un moyen bien prompt & bien sûr d'en faire tourner les suites , & l'avantage à la gloire de Votre Majesté. Mais outre que je n'oserois me mêler

de donner mes avis quand Votre Majesté ne me l'ordonne pas , il m'a déjà paru que Votre Majesté ne vouloit pas employer des remedes violens à l'égard de ce pays-ci. Cependant je la supplie très-humblement de considérer qu'il n'y auroit pas à craindre de jeter par ce moyen les Etats Généraux dans le désespoir , & de les porter par la nécessité de leur propre défense à s'unir plus étroitement ; & si un prompt effort ne rompt cette alliance , & qu'elle soit une fois affermie , le Prince d'Orange ne perdra pas de tems à faire naître quelque sujet de démêlé par quelqu'un des Alliés ; alors ils agiront avec bien plus d'avantage , que si aussi-tôt que cette alliance se proposera ici , Votre Majesté faisoit avancer une forte armée sur les frontieres des Etats Généraux , & qu'elle leur fît dire qu'ils eussent à se déclarer s'ils vouloient être de ses amis , ou de ses ennemis. Leurs places sont en très-mauvais ordre , & si Votre Majesté vouloit entrer dans le détail de leurs forces , & de la disposi-

tion intérieure de leur Gouvernement, elle verroit évidemment que les Etats Généraux se trouveroient nécessairement obligés de donner à Votre Majesté toute sorte de satisfaction, ou de perdre en très-peu de tems presque toutes les Places de la Généralité; après quoi ils seroient contrainsts de demander la paix à genoux, & par la conquête de ces Places, Votre Majesté tiendrait toute la République dans une espece de sujétion, & tireroit plus d'avantage de leurs forces de mer, que si elle avoit fait la conquête de leur pays.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il n'y a que la peur de la guerre qui puisse faire agir ou retenir ces gens-ci, & qu'à moins qu'une pareille crainte ne fasse entrer quelques Villes dans les sentimens de Messieurs d'Amsterdam, je ne puis assurer Votre Majesté que cette Ville seule soit capable d'empêcher que le Prince d'Orange ne fasse l'alliance avec l'Angleterre. Ce n'est pas que je veuille dire qu'il soit assuré d'en venir



à bout : j'emploierai toutes les raisons que Votre Majesté m'a fournies pour l'en empêcher ; & Messieurs d'Amsterdam n'oublieront rien non plus pour rompre cette affaire , si le Roi d'Angleterre se trouve en état de la proposer.

Le sieur Fucks alla voir le sieur Skelton , & le conjura d'écrire au Roi d'Angleterre , pour empêcher que la guerre ne s'allumât dans le Palatinat ; que Votre Majesté en demandoit les trois quarts , & que si on ne les lui livroit incontinent elle s'en empareroit aussi-tôt ; qu'il le prioit aussi de faire savoir à Sa Majesté Britannique , que l'Electeur son Maître seroit fort aise d'entrer dans ses intérêts , & qu'il auroit toujours vingt mille hommes à son service. Le sieur Skelton lui répondit que le Roi d'Angleterre espéroit n'en avoir pas besoin , & qu'il réduiroit bien les rebelles par ses propres forces. Le sieur Fucks lui répliqua qu'il ne l'avoit pas bien compris , que ce n'étoit pas contre les rebelles d'Angleterre , que l'Electeur son Maî-

tre offroit les vingt mille hommes, mais pour appuyer les bonnes intentions du Roi d'Angleterre à l'égard des affaires de l'Europe.

Je puis, Sire, ajouter à tout ceci une chose très-vraie, qui est que le Prince d'Orange assûra il y a quatre ou cinq jours le sieur Cramprick, que la guerre étoit inévitable à cause des affaires du Palatinat. Cramprick soutenant le contraire, puisque Votre Majesté vouloit bien prendre des voies amiables, le Prince d'Orange répliqua qu'il étoit vrai que Votre Majesté avant que de s'emparer du Palatinat le faisoit demander presque tout entier à l'Electeur, & que si l'Electeur le vouloit céder, il n'y auroit assurément point de guerre: mais que s'il y faisoit quelque difficulté Votre Majesté s'en feroit; & sur ce que Cramprick contestoit encore là-dessus, le Prince d'Orange lui demanda ce qu'il avoit à lui répondre lorsqu'il l'assûroit qu'il le savoit positivement par le sieur Fucks, à qui le sieur Spanheim avoit mandé qu'on le lui avoit

déclaré à Paris , par ordre de Votre Majesté.

Ce qui fut de rare , c'est que le Roi d'Angleterre écrivit au Prince d'Orange , qu'il étoit fort satisfait de sa conduite : cependant il est le seul à qui on se peut prendre du départ du vaisseau de M. de Montmouth , comme étant le chef des cinq Amirautés de ce pays-ci , & comme ayant promis au sieur Skelton après le départ des vaisseaux du Comte d'Argile , que les Amirautés ne laisseroient plus sortir aucuns vaisseaux chargés de munitions de guerre sans donner caution , l'assûrant qu'il leur avoit donné cet ordre , en exécution de la résolution des Etats Généraux , & qu'il pouvoit se reposer là-dessus. Cependant quand le sieur Skelton somma les Officiers de l'Amirauté d'exécuter leurs ordres , il se trouva qu'ils n'en avoient point , & M. de Montmouth échappa.

Je mandai au Roi que j'avois été informé tout de nouveau par des en-  
droits très-sûrs que le Prince d'Oran-

15 Juillet

1685

ge comptoit pour certain que le Roi d'Angleterre vouloit faire alliance avec les Etats Généraux ; que le Roi d'Angleterre & quelques-uns de ses principaux Ministres l'avoient fait dire au Prince d'Orange , que le sieur Fucks étoit venu à la Haye sur cette assurance ; que Messieurs d'Amsterdam ont crû la même chose , & que le Roi d'Angleterre n'attendoit que l'issue de son Parlement pour s'en déclarer. Que jusques-là le Roi d'Angleterre n'osoit entreprendre une chose qui auroit pû lui attirer l'indignation de Sa Majesté , & par conséquent de grandes affaires.

J'ai même été informé que Messieurs d'Amsterdam ont pris des mesures avec les principaux des Provinces de Frise & de Groningue pour empêcher cette alliance , & qu'ils sont convenus entr'eux qu'elle ne pourroit jamais être d'aucun avantage au Roi d'Angleterre , puisque non-seulement ils s'y opposeroient fortement : mais que si on la concluoit malgré eux , & que le cas échût de la devoir exécu-

ter, ils diroient à ceux qui y auroient consenti, qu'ils pouvoient donner tels secours au Roi d'Angleterre qu'ils voudroient, que pour eux ils n'en feroient rien.

Comme les désordres qui sont en Angleterre, font que ces Messieurs ci n'appréhendent pas qu'on leur propose à cette heure une alliance, ils ont fait connoître plus librement qu'il ne faisoient auparavant l'appréhension qu'ils ont eue que cette alliance ne se fît, & ils ne dissimulerent pas qu'ils ont reconnu que le Roi d'Angleterre se feroit fort volontiers allié avec eux quand il auroit été un peu débrouillé de ses affaires.

Je sai bien, Sire, qu'on a prétendu que si le Roi d'Angleterre avoit eu ce dessein, il n'auroit pas manqué de le faire paroître lorsqu'il a assemblé son Parlement, rien ne pouvant plus l'autoriser dans son Royaume qu'une alliance avec les Etats Généraux : mais on peut aisément voir que le Roi d'Angleterre qui a bien crû que Votre Majesté n'en seroit pas satisfai-



te , n'a pas jugé à propos de l'entreprendre , qu'après qu'il se feroit vû paisible. Qu'il savoit bien de plus qu'Amsterdam ne consentiroit pas à cette alliance , qu'ainsi ses peuples ne l'auroient pas regardée comme une alliance entre le Royaume d'Angleterre & la République de Hollande , mais comme une alliance entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange pour opprimer réciproquement leur liberté ; & comme l'opposition d'Amsterdam , & des Provinces de Frise & de Groningue , auroit pû faire traîner cette affaire en longueur , il est évident que la proposition que le Roi d'Angleterre avoit faite , auroit pû lui porter plus de préjudice dans son propre Royaume, que d'avantage.

Et c'est sans doute par cette raison , qu'après que les Ambassadeurs de cet Etat eurent rendu compte au Pensionnaire Fagel des dispositions qu'ils avoient trouvées en Angleterre pour un renouvellement d'alliance , & de l'ordre que le Roi d'Angleterre avoit donné à ses Ministres d'examiner tous les traités

Traités d'alliance qui avoient été faits entre son Royaume & cet Etat, ils n'en ont pas fait mention depuis ce tems. Il est impossible que cette affaire en fût demeurée-là sans aucune raison ; ainsi il faut que ce soit , ou parce qu'on a vû que Votre Majesté en étoit informée , & qu'il n'étoit pas encore tems d'en parler , comme le sieur Dickfeld le manda pour lors à un de ses amis , ou parce que précisément dans ce tems-là , on découvrit l'entreprise du Comte d'Argile qui partit quatre jours après.

J'appréhende, Sire, d'importuner Votre Majesté par tous ces raisonnemens ; je sai qu'elle en voit beaucoup plus en un moment que je ne lui en puis jamais dire : mais je crois être obligé de lui faire savoir que ceux qui savent ici le secret de l'Etat sont persuadés que , quoique le Roi d'Angleterre ne soit pas satisfait entièrement de M. le Prince d'Orange, il avoit dessein pour l'intérêt & pour la grandeur de son Royaume de faire alliance avec les Etats Généraux, & que

l'Electeur de Brandebourg entroit dans cette union ; & on croit toujours en Hollande que si le Roi d'Angleterre vient à bout de ses affaires domestiques il reprendra les mêmes brisées.

Le sieur Skelton reçût la nuit du 29 au 30 de Juin un Courier , qui lui apportoit les ordres de demander les trois Régimens Anglois qui étoient au service des Etats Généraux : Skelton partit incontinent après , & alla trouver le Prince d'Orange à Breda , qui lui dit qu'il écriroit à la Haye pour ce sujet. Le sieur Skelton étant sorti d'auprès du Prince d'Orange , & ayant rêvé à cette affaire , demanda une seconde audience , & dit au Prince d'Orange que sa présence étoit nécessaire à la Haye , & que quand même elle ne le feroit pas , il devoit par son retour marquer un peu plus d'empressement pour les intérêts du Roi d'Angleterre , d'autant plus qu'il n'avanceroit son voyage que de deux jours , l'assemblée de Hollande devant se tenir le mercredi suivant ;

ainsi le Prince d'Orange arriva le 1<sup>er</sup> Juillet au soir à la Haye.

M. d'Odick Président aux Etats Généraux , leur témoigna que le Roi d'Angleterre avoit demandé les trois Régimens Anglois, & quand les Etats de Hollande furent assemblés, on leur déclara la même chose : mais les Députés de ces quatre Villes qui étoient toujours unis ensemble dirent qu'ils n'étoient pas instruits.

On voyoit bien plus de repugnance dans les Officiers & les soldats Anglois à aller en Angleterre , qu'il n'en avoit paru dans les Ecoffois.

Une personne en qui je puis prendre confiance, & par qui j'ai sù des choses très - secretes ayant correspondance dans la Cour du Prince, m'a assuré que le Roi d'Angleterre avoit fait témoigner en cette dernière occasion au Prince d'Orange , soit par le premier Commis de M. Middleton , soit par les lettres que ce Commis a apportées , qu'il voyoit bien que la France n'agissoit pas comme elle devoit à son égard ; qu'il sauroit bien prendre ses



mesures là-dessus ; mais qu'il n'étoit pas tems d'en rien témoigner , parce que s'il discontinuoit de faire paroître la même confiance en Votre Majesté , il pourroit se perdre.

Le Prince d'Orange ne perdit pas cette occasion d'envoyer aussi-tôt Benting en Angleterre , quoiqu'il fût que le Roi d'Angleterre ne l'aimoit point ; que Sa Majesté Britannique étoit persuadée que Benting étoit son ennemi personnel , qu'il avoit toujours eu commerce avec M. de Montmouth ; ainsi sans quelque avance de la part du Roi d'Angleterre , ce n'étoit pas un homme agréable & propre à être envoyé. Quelques personnes qui croyoient le bien savoir , m'assûrèrent qu'il étoit allé pour lui porter les offres que le Prince d'Orange lui faisoit d'aller servir à la tête de ses armées ; je ne vois pas toutefois que le Prince d'Orange soit si fort étonné des progrès que l'on dit ici que fait M. de Montmouth. Je ne sais s'il est encore persuadé que M. de Montmouth ne fera rien qu'il ne puisse appaiser en un



moment : Il fit cependant défendre avant hier son Manifeste. Il s'en est avisé bien-tard ; car ce Manifeste a été imprimé ici il y a plus de trois semaines , quoiquetenu fort secret , sans que toutefois le Prince d'Orange ait fait aucune démarche pour le faire supprimer. On croit que l'original est Flamand ; car il est bien mieux en cette langue, qu'en François & en Anglois , il a été imprimé en même-tems en ces trois langues.

Je fus pourtant alors une particularité assez considérable ; que M. de Montmouth étoit fort mécontent à son départ de la Haye, du Prince d'Orange & du Marquis de Grave, qui apparemment ne lui voulurent pas donner tous les secours qu'ils lui avoient promis ; il témoigna même qu'il n'osoit s'adresser au Roi pour avoir du secours, non-seulement parce que Sa Majesté étoit trop dans les intérêts du Roi d'Angleterre, mais principalement à cause de la Religion.

On peut juger par toute la condui-

te que le Prince d'Orange a tenue en cette occasion qu'il n'a pas été fâché que M. de Montmouth excitât des troubles en Angleterre : mais qu'il ne lui a pas voulu donner d'assez puissans secours pour qu'il s'en pût prévaloir. Cependant l'établissement du nouveau Tarif faisoit bien du bruit dans le dedans de la République, jusques-là que Messieurs de Rotterdam qui sont des créatures dévouées au Prince d'Orange, déclarerent que si cela continuoit il falloit obliger Messieurs d'Amsterdam à le recevoir.

16 Juillet  
1685.

L'assemblée de Hollande consentit ce jour-là, d'envoyer au Roi d'Angleterre les trois Régimens Anglois qui étoient au service des Etats Généraux.

Lettre du  
Roi, du 15  
Juillet.

Le Roi m'écrivit qu'il ne pouvoit accepter la proposition que je faisois de faire avancer une forte armée sur les frontieres des Etats Généraux, pour les obliger à se déclarer s'ils vouloient être de ses amis ou ennemis, & que rien ne lui paroissoit plus capable de rendre le Prince d'Orange

maîtreabsolu des délibérations des Etats Généraux , & de les faire concourir à tout ce qu'il pourroit désirer.

Le Roi me manda que je pouvois facilement détruire le bruit que répandoit le sieur Fucks , que l'affaire du Palatinat attireroit infailliblement la guerre, n'y ayant pas d'apparence que le Duc de Neubourg voulût retenir par force ce qui ne lui pouvoit légitimement appartenir.

Messieurs d'Amsterdam furent fort étonnés de la prise du Comte d'Argille , & du mauvais état où étoient les affaires de M. de Montmouth. Connoissant comme je fais leur foiblesse & leur timidité ; je crois qu'ils ne refuseroient pas à cette heure un renfort de troupes au Roi d'Angleterre s'il le demandoit , tant ils ont peur de s'attirer de mauvaises affaires.

Je suis très-persuadé que si le Roi d'Angleterre vient à bout des rebelles, ceux d'Amsterdam auront une extrême peur qu'il ne se venge d'eux, & je ne sai s'ils ne feront pas des avan-

32 Juillet.

ces pour se garantir de son indignation. Cependant j'ai peine à croire qu'ils puissent pour cela consentir à faire alliance avec l'Angleterre ; mais je ne doute pas que si le Roi de la grande Bretagne demande aux Etats d'en faire une , le Prince d'Orange ne la fasse résoudre à la pluralité des voix ; car s'il a pû faire conclurre l'association avec la Suede à la pluralité des Villes & des Provinces , il pourroit à plus forte raison faire résoudre l'alliance avec l'Angleterre contre toutes les regles , à présent qu'il n'a plus rien à ménager , & qu'il semble n'avoir plus d'autre parti à prendre pour soutenir son autorité que de mettre tout en confusion ; c'est , Sire , ce qui m'a obligé de mander à Votre Majesté , ce que j'eus l'honneur de lui écrire le 28 du mois passé , non comme une proposition que je prétendois faire , ni comme une chose que je crusse qui fût à cette heure d'aucune utilité. Je n'ai garde de proposer , ni même de penser que la marche des troupes de Votre Ma-

jesté, vers ces frontieres pût faire maintenant un bon effet : mais je me suis donné l'honneur de le mander à Votre Majesté comme le seul remede que je connusse pour rompre l'effet de l'alliance, supposé qu'on en fût venu jusqu'à la conclusion ; & je croirois manquer à mon devoir si je ne prenois la liberté de dire dès cette heure ce que je juge sur de très-bons fondemens, pouvoir, lorsque l'occasion s'en présentera, détruire le Prince d'Orange & son parti, & anéantir toutes les alliances avec l'Angleterre ; comme en effet Votre Majesté n'a jamais plus efficacement renversé toutes les mesures du Prince d'Orange, que lorsqu'elle s'avança jusqu'à Valenciennes avec des forces considérables, & qu'elle fit expliquer les Etats sur la paix ou la Treve qu'elle leur proposoit.

Je fai de très-bonne part que Messieurs d'Amsterdam ont remarqué que l'Electeur de Brandebourg, n'avoit plus pour eux la même affection qu'il avoit témoignée autrefois, & qu'il s'est



au contraire rechauffé d'amitié pour le Prince d'Orange. On n'a pas manqué de leur faire observer là-dessus que le Prince d'Orange a résolu de les perdre, & qu'il ne songe pas à ménager des alliances ni des amitiés pour la conservation de la République, mais pour la destruction de ceux d'Amsterdam; & qu'ainsi ils ne peuvent prendre d'engagement avec aucun Prince qui soit dans les intérêts du Prince d'Orange, sans s'attirer eux-mêmes leur propre perte.

12 Juillet 1685. M. Benting dépêcha un Courier au Prince d'Orange, par lequel il lui mandoit que le Roi d'Angleterre le remercioit de l'offre qu'il faisoit d'aller en Angleterre en personne, & d'y mener un secours de trois ou quatre mille Hollandois.

Lettre de M. de Seignelay le 3 Juillet 1685. M. de Seignelay me manda qu'il n'avoit trouvé aucunes preuves suffisantes de ce qu'on avoit pillé dans le vaisseau Hollandois la Lune croissante; ainsi finit cette affaire sans aucune satisfaction.

12 Juillet J'avois sujet de croire que le Prince

d'Orange & le sieur Fucks, n'attendoient que l'occasion favorable pour unir les Etats Généraux & l'Electeur de Brandebourg avec l'Angleterre, & je découvris que ce Fucks en avoit parlé deux ou trois fois à Skelton, qui ne m'en disoit rien.

Le Prince d'Orange confia à quelques personnes que le Roi d'Angleterre lui avoit mandé qu'il avoit proposé de demander en son Conseil les trois Régimens Anglois qui étoient à son service; mais qu'on n'y avoit pas trouvé à propos de se servir de ces troupes; & ce fut sur cela que le Prince d'Orange envoya Benting offrir sa personne & ses gardes. Le Roi d'Angleterre refusa l'un & l'autre, & manda au Prince d'Orange qu'il esperoit bien-tôt venir à bout de M. de Montmouth, & que dans cette conjoncture sa personne étoit aussi nécessaire à la Haye qu'en Angleterre.

Le Prince d'Orange s'appliquoit avec un très-grand soin à faire avoir satisfaction à M. l'Electeur de Bran-

19 Juillets  
1685.

debourg sur-toutes ses prétentions , & Fucks, Amerongue & Van-Buning, travailloient fortement à raccommo-der Messieurs d'Amsterdam avec le Prince d'Orange.

Il est bien difficile , Sire , de pouvoir dire au juste quels sont à cette heure les sentimens du Prince d'Orange à l'égard de M. de Montmouth. Beaucoup de gens croient qu'il conserve encore quelque correspondance avec lui : mais il me paroît que depuis qu'il a sù que M. de Montmouth a pris le titre de Roi , il ne garde plus les mêmes mesures qu'il faisoit auparavant ; car il est constant que non-seulement il n'a tenu qu'à lui d'empêcher que M. de Montmouth ne pût faire sortir aucun vaisseau des ports de cet Etat , mais il est encore vrai que le sieur Skelton lui ayant indiqué à son départ où étoit M. de Montmouth , & l'ayant prié de le faire arrêter ou du moins de le chasser des Etats , le Prince d'Orange lui répondit que l'on faisoit tort à M. de Montmouth , & qu'il

n'avoit aucune liaison avec Argille, & les autres Anglois mécontens qui étoient ici : pour moi je me persuade que le Prince d'Orange a cru que les choses n'iroient pas bien loin, & que tout ce que feroient les rebelles ne serviroit qu'à le rendre nécessaire au Roi d'Angleterre.

Un certain Capitaine Anglois nommé Fuchs, que le Roi d'Angleterre a fait casser, & que je mandai il y a trois mois à Votre Majesté qui debauchoit les Anglois & levoit quelques soldats à Bosleduc est à présent Colonel dans les troupes de M. de Montmouth. Lorsque Skelton s'en plaignit au Prince d'Orange, il lui répondit que c'étoit pour le service de M. l'Electeur de Brandebourg que cet Officier levoit des soldats.

Le demêlé qui est entre la Ville d'Amsterdam, & les autres au sujet du Tarif, n'est pas prêt à être terminé; & Messieurs d'Amsterdam & les autres au sujet du Tarif, n'est pas prêt à être terminé, & Messieurs d'Amsterdam qui ont fait tant de

bruit, & qui devoient prendre de si fortes résolutions, souffrent qu'on leve dans leur Ville le Tarif sur l'ancien pié ; ils disent cependant que si l'on n'y remédie bientôt, ils prendront quelques résolutions fort vigoureuses : mais pour moi je n'espère pas beaucoup d'eux, si ce n'est dans les occasions où la peur les oblige à avoir de la fermeté.

Les peines que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel prirent pour le sieur Fucks ne furent pas inutiles, les Commissaires qui examinerent ses prétentions furent d'avis qu'il falloit offrir quatre cents mille écus à M. l'Electeur de Brandebourg, afin qu'il se desistât de toutes ses demandes, qu'on en payeroit à cette heure cent mille écus comptant, & les autres trois cents mille écus en trois termes. Ce n'est pas peu de chose pour cette République dans le mauvais état où sont ses finances, que de donner non en papiers, mais en argent un million de florins, principalement pour des prétentions qui sont fort vagues, n'y



en ayant qu'une qui puisse avoir quelque fondement. La premiere qui regarde le payement des subside pour les années 1677 & 1678, ne peut être payée ni reconnue par les États Généraux pour légitime, sans s'engager à payer des sommes très-considérables à tous les autres Princes qui ont la même prétention. La seconde, qui regarde la satisfaction qu'il demande aux États Généraux pour les pays qu'il a été obligé de rendre à la Couronne de Suede, n'est appuyée sur aucun titre. Il n'y a que la demande qu'il fait d'un dédommagement pour les pertes qu'a souffert le Duché de Cleves, qui est fondée sur le Traité fait entre les États Généraux & M. l'Electeur de Brandebourg; ainsi il est à présumer qu'on ne lui donnera pas une si grosse somme sans se tenir bien assuré de lui.

Je mandai au Roi que je n'omettrois rien de tout ce que je croyois capable de maintenir Messieurs d'Amsterdam dans leurs bons sentimens, mais que je croirois prévariquer à

26 Juillet  
1685.

mon devoir si je ne disois en même-tems que je ne pouvois répondre que mes soins fussent efficaces , & que j'appréhendois toujours que si le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange entreprenoient de faire une alliance , ils ne la fissent conclurre malgré Messieurs d'Amsterdam.

Je sai que quand on les met sur ce propos-là ils rejettent cela bien loin , comme une chose qu'il ne faut pas appréhender qui puisse jamais arriver. Je sai qu'ils connoissent qu'une alliance avec l'Angleterre , & cet Etat , les mettroit dans une dépendance absolue du Roi d'Angleterre & du Prince d'Orange , & qu'ils seroient traités plutôt en Province annexe à l'Angleterre , qu'en Etat libre & Souverain : mais Messieurs d'Amsterdam qui peuvent le plus s'opposer à cette alliance , montrent tant de foiblesse dans les affaires qui les touchent de plus près , que j'aurois peur de tromper Votre Majesté , si je l'assûrois sur leur parole qu'ils empêcheront l'alliance d'Angleterre.

J'ai

J'ai eu l'honneur de mander à Votre Majesté, qu'on pourroit juger par la fermeté qu'ils témoigneroient au sujet du Tarif, ce qu'on pourroit attendre d'eux, lorsqu'il seroit question d'empêcher l'alliance avec l'Angleterre; & je trouve qu'on ne peut avoir une conduite plus molle que celle qu'ils ont eue en cette occasion. Après avoir menacé de déclarer plutôt leur port franc, que de souffrir l'augmentation du tiers, & après avoir parlé aussi haut sur cette affaire qu'il se pouvoit; un simple Député de Gueldres qui s'est trouvé Président en semaine à l'Amirauté d'Amsterdam, a ordonné l'établissement de ce tiers d'augmentation; & Messieurs d'Amsterdam au lieu d'exécuter leurs menaces, & de témoigner la moindre vigueur, ont consenti par provision à cette imposition, en sorte qu'elle se leve à cette heure dans leur Ville comme par-tout ailleurs. Ils se sont contentés de présenter un projet pour régler, du consentement de toutes les Provinces, un nouveau Ta-

rif : mais comme celui-ci s'exécute par provision , & qu'il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, que toutes les Provinces & toutes les Villes s'accordent sur un nouveau Tarif, Messieurs d'Amsterdam doivent bien s'attendre que les impositions demeureront long-tems sur le pié qu'ils ont souffert qu'elles fussent mises.

Tous les honnêtes gens ont été fort consternés de la déroute , & ensuite de la prise de M. de Montmouth. Je sai que parmi les premières personnes de la Province de Frise & de la Ville d'Amsterdam , il a été dit presque d'un commun consentement que les Etats Généraux n'avoient plus d'autre parti à prendre que celui de se jeter entre les bras de Votre Majesté. La demande exorbitante du Roi d'Angleterre sur l'affaire de Bantam , leur a fait dire la même chose : mais ils concluent en même-tems qu'ils n'ont pas les moyens d'en venir à bout , tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y seront si contraires.

Messieurs d'Amsterdam en leur particulier sont alarmés de la maniere forte dont le Roi d'Angleterre s'est expliqué à deux de leurs Commissaires ; & au lieu que cela leur devoit faire voir la nécessité de prendre des mesures avec Votre Majesté , cela les a rendus encore plus timides qu'ils n'étoient auparavant ; ils sont à cette heure dans une extrême appréhension de déplaire au Roi d'Angleterre, parce qu'ils croient que si cela arrive , il leur fera la guerre , & ils l'éviteront toujours aux dépens même de quelque chose du leur.

Le Prince d'Orange a dit à quelques personnes que M. Benting voulant prendre congé du Roi d'Angleterre , Sa Majesté Britannique lui avoit dit d'attendre encore deux jours , & qu'il avoit à l'entretenir.

Le Roi me manda qu'il n'apprenoit point par les lettres de M. de Barrillon , que M. Benting eût ordre de presser l'alliance , & qu'il y avoit lieu de croire qu'il n'avoit fait aucune di-

Lettre du  
Roi du 26  
Juillet.



ligence pour cet effet , & que M. de Barillon ne l'avoit pas encore pû pénétrer ; non plus que la méintelligence que je disois être entre les Ambassadeurs de Hollande qui étoient en Angleterre.

Le Roi me manda que j'avois raison de croire que les Etats Généraux étoient fort satisfaits de l'Electeur de Brandebourg , s'il est vrai qu'ils lui offrent quatre cents mille écus pour l'obliger à se désister de toutes ses demandes.

Le Pensionnaire Fagel travailloit à faire un nouveau Tarif, qui fût à la satisfaction commune.

2 Août  
1685.

Le Pensionnaire Fagel se joignit aux sieurs Fucks & Damerongue , pour rétablir la bonne intelligence du Prince d'Orange à Amsterdam ; cela me fait appréhender que cet accommodement ne se fasse avec le tems.

Pour ce qui regarde l'alliance entre le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux , j'ai eu l'honneur d'envoyer il y a quelques tems à Votre Majesté , les lettres secretes des Ambassadeurs

de cet Etat qui en faisoient mention , & je lui mandai alors que le sieur Dickfeld avoit écrit à un de ses amis , qu'il étoit d'avis qu'on ne parlât pas d'alliance jusques à ce que les affaires d'Angleterre fussent débrouillées; il semble à cette heure qu'il veuille recommencer cette négociation. Je me donnai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté l'extrait de la lettre que le sieur Duyvenworde & lui ont écrite au Greffier Fagelle le 24 du mois passé; ils ne parlent que de l'affermissement & de la continuation des anciens Traités , & cela peut avoir été adroitement couché de la sorte pour avoir rapport à leurs instructions dans lesquelles on ne les charge que de parler de la continuation d'amitié & d'alliance , le mot de renouvellement qu'on y avoit inseré ayant été effacé.

Il est certain que cet ordre ne demande point que les Ambassadeurs des Etats fassent aucun acte nouveau pour la continuation de ces Traités ; & si le sieur Dickfeld a intention de

le faire, c'est ce que M. de Barillon, à qui j'ai envoyé cet extrait du 24 faudra plutôt que moi ; cependant il ne peut signer aucun acte pour la continuation des Traités avec l'Angleterre, que ce ne soit pour servir aux desseins du Prince d'Orange ; car il y peut faire insérer quelque clause de conséquence, & quand ce sera une fois fait, on se moquera de Messieurs d'Amsterdam s'ils ne veulent pas le ratifier, & quand même il feroit un simple Acte de confirmation des Traités sans y rien ajouter, le Prince d'Orange s'en peut servir utilement comme d'un fondement pour faire une ligue de garantie contre Votre Majesté, puisque les derniers Traités entre l'Angleterre & cet Etat, contenant une garantie des Pays-Bas Espagnols, le Prince d'Orange n'aura plus qu'à inviter le Roi de Suede, l'Electeur de Brandebourg & les autres, d'entrer dans cette garantie.

9 Août  
1685.

J'eus l'honneur de mander à Votre Majesté par ma lettre précédente, le biais que le Pensionnaire Fagel a pris

touchant l'alliance avec l'Angleterre, cela me feroit croire qu'il ne songe pas à cette heure à faire ici un nouveau Traité d'alliance; peut-être croit-il qu'il auroit de la peine à en venir à bout, & qu'y ayant déjà un Traité d'alliance entre le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux, un simple Acte de renouvellement suffira pour les desseins du Prince d'Orange; ainsi ce qui se traitera là-dessus se passera en Angleterre.

Je n'ai garde, Sire, de témoigner aucun empressement pour faire une alliance entre Votre Majesté & cet Etat; je connois les suites qu'une pareille démarche attireroit, & je me renferme à maintenir les bien-intentionnés dans leurs sentimens, & à faire en sorte que la plûpart des membres de l'Etat, persistent dans celui où ils sont à présent de ne s'engager dans aucune alliance, étant persuadé qu'il est à propos de laisser passer la conjoncture présente qui est favorable au Roi d'Angleterre, par les mêm-

mes raisons qu'elle devoit lui être contraire; car les Etats appréhendent son ressentiment, ils savent qu'il n'a jamais aimé la République; sa demande exorbitante touchant l'affaire de Bantam leur fait peur, & surtout la liaison qu'ils voyent du Roi d'Angleterre avec le Prince d'Orange, leur fait envisager la perte de leur liberté dans une étroite alliance avec cette Couronne. Tout cela sembleroit devoir porter les Etats Généraux à prendre avec Votre Majesté des mesures qui les puissent garantir de tous ces malheurs: mais comme les Etats Généraux ne sont plus pour ainsi dire les Maîtres chez eux, ceux qui connoissent la solidité de ces raisons-là, n'ont pas le pouvoir d'agir selon leurs véritables intérêts; de sorte que la foiblesse de beaucoup d'entr'eux prévalant sur leurs bons sentimens, les empêche de s'attacher aux moyens qui pourroient les tirer du danger où ils se voyent, & rétablir la liberté de la République.



Le Roi d'Angleterre écrivit aux  
 12 Août.  
 Etats Généraux pour les remercier du  
 prompt secours qu'ils lui avoient  
 donné , les assûrant qu'il ne l'oublie-  
 roit jamais , & leur mandoit en mê-  
 me-tems que n'ayant plus besoin des  
 six Régimens Anglois & Ecoïsois , il  
 les leur renvoyoit.

On attend à tous momens M. Ben-  
 ting , & les créatures du Prince d'O-  
 range disent , que M. Sidney vient  
 avec lui : j'en suis surpris , & je n'a-  
 vois pas cru qu'il fût de la prudence  
 de M. Benting , de continuer si ou-  
 vertement à entretenir une correspon-  
 dance qui ne peut être d'elle-même  
 agréable au Roi d'Angleterre , & qui  
 par dessus cela a commencé à s'éta-  
 blir par les projets d'exclusion qu'on  
 fit alors contre lui. Cependant je n'en  
 suis pas fâché ; car Sidney & Skelton  
 sont fort ennemis , & ce dernier ne  
 manquera pas de croire que Sidney a  
 dessein d'empêcher que le Prince d'O-  
 range ne le fasse Général des Anglois ;  
 & comme le sieur Skelton est fort  
 prompt & fort violent , il pourroit

bien lui échapper quelque chose qui le brouillera avec le Prince d'Orange.

Le sieur Skelton a été informé depuis peu que M. de Montmouth, dans le tems qu'il étoit à Diren, avoit dit au Prince d'Orange, que si le Roi d'Angleterre venoit à mourir, on n'y souffriroit jamais un Roi Papiste, & qu'il aideroit toujours le Prince d'Orange d'un corps de six mille Gentils-Hommes Anglois qui étoient dans ses intérêts.

M. Oliverkrans a passé ici à son retour de France, il m'est venu voir, & m'a dit, qu'il avoit eu l'honneur d'entretenir M. le Marquis de Croissy; qu'il n'avoit osé demander la permission d'avoir l'honneur de faire la révérence à Votre Majesté, parce que n'ayant aucune commission il avoit eu peur de se rendre suspect en Suede; il m'a répété les mêmes choses qu'il a dites à M. le Marquis de Croissy, touchant les affaires du Holstein & du Duché de Deux-Ponts, & touchant le Cardinal Azolin: il me pa-

roît persuadé que si Votre Majesté  
 veut bien que la Suede rentre dans les  
 anciennes alliances que ce Royaume  
 a eues avec elle, & sion leveles ob-  
 stacles qui peuvent serencontrer tou-  
 chant l'affaire du Holstein & celle de  
 Deux-Ponts, l'alliance pourra se fai-  
 re. Il m'a insinué que le Comte de  
 la Gardie & toute cette faction, non  
 seulement n'a plus le même crédit,  
 en toutes sortes d'affaires; mais en-  
 core que ceux qui sont de ce parti-là  
 sont si fort connus pour entrer dans  
 les intérêts de la France, que tout ce  
 qu'ils disent sur ce sujet est suspect,  
 & qu'ils se rendent par-là incapables  
 d'y pouvoir travailler. J'ai témoigné  
 au sieur Oliverkrans, qu'outre que ces  
 affaires ne me regardoient point, j'i-  
 gnorois de plus absolument quelles  
 étoient les intentions de Votre Ma-  
 jesté, & quels sont ses engagemens  
 avec d'autres Princes.

Pour ce qui regarde le Cardinal  
 Azolin, je lui ai fait à peu près la mê-  
 me réponse, & j'y ai ajoûté que je ne  
 voyois aucune apparence que Votre

Majesté voulût demander au Pape une chose qui seroit d'un si grand éclat , sans être assuré que le Pape l'accordera , ce qui est hors de toute vraisemblance : il me paroît cependant avoir cette affaire autant à cœur que l'autre , & m'a assuré que le Roi de Suede en seroit très-aise , & que si ce Cardinal étoit éloigné , le Marquis d'Elmonte donneroit toutes les lumieres nécessaires pour établir une bonne correspondance avec la Reine de Suede.

Le sieur Oliverkrans m'a écrit d'Amsterdam une lettre que j'ai cru devoir envoyer à Votre Majesté , puisqu'elle fait assez connoître quelles sont ses vûes. Il est à remarquer que le Duc de Holstein est à Amsterdam , & qu'ainsi le sieur Oliverkrans lui aura parlé avant que de m'écrire.

La Province de Hollande a approuvé l'avis de ses Commissaires , touchant les quatre cents mille écus que l'on donnera à M. l'Electeur de Brandebourg : cette résolution doit être portée ce matin aux Etats Géné-

raux , où fans doute elle fera suivie par les autres Provinces. Je suis informé de fort bon lieu que l'accord qui se fait moyennant cette somme, entré M. l'Electeur de Brandebourg & cette République contient seulement l'extinction de toutes prétentions de part & d'autre ; on n'a garde de mettre d'autres clauses dans un pareil Traité. L'Electeur de Brandebourg ne voulant prendre aucun engagement formel avec les Etats, que l'Angleterre n'y soit auparavant entrée, & les Etats Généraux ne souhaitant point de faire aucune nouvelle alliance avec l'Electeur de Brandebourg, tout le secret de cette affaire n'est qu'entre le Prince d'Orange, le Pensionnaire Fagel, & les sieurs Fucks & Damerongue. On m'a dit cependant que le sieur Fucks avoit assuré les principales personnes de l'Etat, qu'en donnant cette satisfaction à M. l'Electeur de Brandebourg, il seroit absolument dans leurs intérêts en toutes les occasions. Le sieur Damerongue a dit la même chose, &



qu'il falloit par-là engager Madame l'Electrice dans les intérêts de l'Etat.

Skelton est fort indigné du retour de M. de Sidney : il est certain que la complaisance que le Roi d'Angleterre a eue de le laisser venir ici ne fait pas un bon effet, & fait croire que le Prince d'Orange se remettra toujours bien avec le Roi d'Angleterre, puisqu'il consent qu'un homme qui, de concert avec le Prince d'Orange, l'a voulu exclure de la Couronne, vienne ici pour entretenir son commerce avec ce Prince. Skelton a déjà fû que Sidney a dit que M. de Montmouth avoit eu trente mille hommes, mais qu'il les avoit renvoyés parce qu'il n'avoit pas eu de quoi les armer ; cela montre que Sidney veut faire comprendre, que le parti des rebelles est encore bien puissant en Angleterre, & qu'il seroit en état d'entreprendre des choses considérables s'il avoit un chef qui lui pût fournir ce qui est nécessaire.

Le sieur Skelton a été étonné que Mylord Sunderland lui ait écrit une

lettre fort pressante , pour le prier de vivre en amitié avec M. Sidney , il trouve que la complaisance de Mylord Sunderland va un peu loin ; & comme il avoit eu autrefois des liaisons avec Sidney pour les intérêts du Prince d'Orange , contre ceux du Roi d'Angleterre d'à présent , Skelton en prend occasion ou prétexte pour se confirmer dans le dessein où il étoit déjà de ne plus avoir de correspondance secrete avec Mylord Sunderland , de peur que tout ce qu'il lui manderoit contre le Prince d'Orange , ne lui revînt par le canal de M. de Sidney.

J'ai sù d'un très-bon endroit que Messieurs d'Amsterdam ont été fort surpris & fort fâchés , que la Province de Frise n'ait fait qu'une réforme , après avoir eu dessein de faire une cassation. Ceux d'Amsterdam souhaiteroient bien que puisqu'ils ne vouloient faire qu'une réforme , ils ne se fussent pas si fort hâtés ; car cela traverse un peu les desseins qu'ils ont d'insister fortement dans l'assemblée

prochaine pour une cassation. Comme ils souhaitent de finir l'affaire du Tarif, on ne parlera que de celle-là dans l'assemblée qui se tient à cette heure : Messieurs d'Amsterdam croient agir fort habilement & fort finement, de tâcher de finir l'affaire du Tarif, pour être en état de parler plus hardiment dans la prochaine assemblée sur la cassation : mais toutes ces finesse & tous ces ménagemens ne valent rien, sur-tout puisque Messieurs d'Amsterdam se trouvent dans une telle situation, qu'il n'y a que la fermeté & la vigueur qui soient capables de leur faire avoir ce qu'ils souhaitent.

Je fus averti que les Ambassadeurs des Etats Généraux avoient signé un renouvellement d'alliance avec Sa Majesté Britannique, j'en fis informer en même-tems Messieurs d'Amsterdam, sans qu'ils pussent découvrir que cela vînt de moi ; ils prirent feu là-dessus, & témoignèrent assez qu'ils étoient très-éloignés de donner les mains à une alliance avec l'Angle-

terre,

terre ; car ils allerent sur le champ chez le Pensionnaire Fagel , pour lui demander ce qui en étoit. Il leur répondit qu'il s'étonnoit qu'ils s'inquiétassent sur cela , puisqu'ils savoient quelles étoient les instructions de leurs Ambassadeurs , & qu'ils devoient s'assurer qu'ils ne feroient rien au-delà de leurs ordres , qu'ils avoient eux-mêmes vû les lettres qu'ils ont écrites de Londres, contenant la prière qu'ils ont faite au Roi d'Angleterre , de vouloir continuer dans l'amitié , & dans l'alliance qu'il y avoit eu entre le feu Roi son frere & les Etats Généraux , & que Sa Majesté Britannique avoit dit , qu'elle feroit visiter les Traités pour voir sur quel pié étoit établie cette alliance , & qu'il pouvoit les assurer , qu'il n'y avoit rien de plus.

Je trouvai cette réponse captieuse puisqu'il les renvoyoit aux instructions de leurs Ambassadeurs , qui avoient des termes , & un sens dont ils pensoient aisément se servir pour autoriser leur conduite.

Je mandai au Roi que ce qui me r'assûroit là-dessus, c'est que M. de Barillon ne m'en mandoit rien, & que Sa Majesté pouvoit juger de la vérité de cet avis par les lettres de M. de Barillon, puisqu'on ne pouvoit avoir signé cet Acte en Angleterre, sans qu'il en eût connoissance.

Lettre du  
Roi du 9  
Août.

Le Roi me manda que j'avois raison de tirer de toutes les pieces que je lui avois envoyées avec ma lettre du 2 Août, une conséquence des grands acheminemens au Traité de renouvellement d'alliance entre l'Angleterre & les Etats Généraux, dans laquelle l'Electeur de Brandebourg devoit être compris, & que Sa Majesté s'assûroit que je ferois tout mon possible pour détourner les Etats Généraux, d'entrer dans cet engagement; jugeant bien que ce seroit le fondement d'une ligue contre les intérêts de Sa Majesté, sous prétexte de la conservation des Pays-Bas.

Que cependant il avoit lieu de croire par toutes les raisons qu'avoit le Roi d'Angleterre, de se défier du



Prince d'Orange, que le premier aimeroit mieux demeurer dans l'état où il étoit, & dans la pleine liberté qu'il avoit de prendre tel engagement qu'il voudroit, que de se lier avec les Etats Généraux, par un traité qui n'auroit servi qu'à augmenter le crédit du Prince d'Orange, & lui faciliter en Angleterre & en Hollande, l'exécution des desseins qu'il avoit contre le repos public.

Le Roi me manda que les propositions que me faisoit le sieur Oliverkrans ne convenoient pas à ses intérêts, & qu'il seroit encore plus préjudiciable à son service d'entrer avec lui dans une négociation qui ne serviroit qu'à donner du soupçon & de la défiance à ses Alliés.

Je mandai au Roi que je n'omettois rien de tout ce que je pouvois faire auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour les détourner d'entrer dans les engagements où on les vût jetter avec l'Angleterre. Aussi le Prince d'Orange a pris d'autres mesures par lesquelles il lui étoit bien plus aisé de venir

16 Août

1685.

à bout de ses desseins qui étoient de faire signer un Acte par les Ambassadeurs qui étoient à Londres. Je fis observer à Sa Majesté qu'il pouvoit y avoir encore en cela de la surprise ; car le feu Roi d'Angleterre fit un Traité avec les Etats au mois de Juillet 1678, dont l'article V. porte une garantie formelle des Pays-Bas, & une invitation aux autres Princes d'y entrer, avec stipulation qu'ils conviendront des troupes & des moyens nécessaires pour réduire la partie qui violera la paix, à dédommager l'autre des pertes qu'elle aura souffertes. Mylord Heyde présenta même un projet d'entretien de cet article : mais les Etats ne voulurent point non-seulement y entendre, la paix entre Sa Majesté & l'Espagne ayant été signée dans ce même-tems : mais le Traité du mois de Juillet ne fut pas ratifié. Ainsi quand on ne feroit que renouveler purement & simplement ce Traité sans y rien ajouter, on ne peut rien faire de plus contraire aux intérêts de Votre Majesté ; aussi je ne

puis croire que les Ministres du Roi d'Angleterre le puissent faire , ni qu'ils songent à renouveler un Traité qui n'a pas été ratifié , & qui est demeuré caduc : mais cependant , comme on doit s'attendre à tout de la part du Pensionnaire Fagel , j'ai cru me devoir donner l'honneur de rendre compte de ceci à Votre Majesté , & j'en informe M. de Barillon ; je lui avois envoyé dès le 31 du mois passé , l'extrait de la lettre des Ambassadeurs de l'Etat du 24. Il m'a mandé par sa lettre du 7 de ce mois qu'il l'a reçue , & que cela se rapporte à ce qu'il fait. Cela m'apprend que les affaires dont je ne faisois que douter sont réelles , & que mes soupçons étoient bien fondés. Si je l'avois su aussi positivement & un peu plutôt , j'en aurois donné avis à Messieurs d'Amsterdam qui ne l'ont appris que par cette lettre du 24. , & qui ne peuvent guères y apporter de remède à cette heure que l'affaire est si avancée , qu'en refusant la ratification , ce qui est plus difficile à entreprendre qu'à

en prevenir la conclusion.

Les dernieres lettres des Ambassadeurs de cet Etat donnent quelque appréhension aux bien intentionnés , que du côté du Roi d'Angleterre , l'on n'apporte beaucoup plus de facilité à favoriser les desseins du Prince d'Orange , dans ce renouvellement d'alliance, qu'on n'auroit dû attendre d'un Prince, qui a tant de sujets de mécontentement & de défiance du Prince d'Orange ; car les Ambassadeurs mandent que les Commissaires qu'on leur a donnés, sont Mylords Halifax , Rochester , Sunderland & Midelton. Le premier est tout au Prince d'Orange, & le dernier n'a pas paru fort porté pour les intérêts de V. M. dans tous les rapports que les Ambassadeurs de l'Etat ont faits des conversations qu'ils ont eues avec lui. J'apprends cependant que les Partisans du Prince d'Orange ne sont pas contents des dernieres lettres secretes qu'ils ont reçues , & que ce Traité-là ne prend pas encore le train qu'ils souhaiteroient , Votre Majesté sera in-

formée par l'Angleterre du fondement qu'il y a entre ces différens avis. On envoya avant-hier ordre aux Ambassadeurs de cette République qui sont en Angleterre, de prendre leur audience de congé, incontinent après que leur négociation seroit finie.

Le sieur Fucks ne se cache plus sur les affaires du Palatinat : il a dit au Résident de Cologne & de Munster, qu'il n'étoit que trop visible qu'il y auroit bien-tôt des démêlés là-dessus, que c'étoit un intérêt commun de tous les Princes d'Allemagne qui devoient se liguer pour cela avec Sa Majesté, & l'exhorter d'en écrire à l'Electeur de Cologne pour le faire entrer dans ce dessein.

Les Bourguemestres Régens d'Amsterdam, ont eu ces jours-ci un furieux démêlé avec Van-Buning. Celui-ci leur reprocha leur peu de vigueur sur l'affaire du Tarif, & leur offrit de mettre vingt mille francs de son bien, si l'on vouloit se cottiser & prendre les moyens de soutenir cette



affaire par la force. Les Bourguemestres lui demanderent comment on pouvoit prendre quelques mesures avec lui qui étoit si changeant & si foible, & qui avoit tenté toutes sortes de voies pour se raccommoder avec le Prince d'Orange : mais il leur répliqua qu'il n'avoit songé à se raccommoder, que parce qu'il favoit que quelques-uns d'eux étoient encore plus foibles que lui, & qu'on ne devoit rien attendre de bon dans leur Gouvernement.

23 Août

1685.

Je ne puis croire que l'on prenne en Angleterre l'Acte de renouvellement d'alliance que l'on projette de faire avec les Etats Généraux, comme une simple formalité qui n'ajoute rien aux engagements précédens ; puisque si cela étoit on s'en seroit expliqué nettement il y a long-tems à M. de Barillon ; & la conduite qu'on a tenue en tout ceci, fait bien voir qu'on doit être persuadé que Votre Majesté n'en doit pas être satisfaite ; car quand j'envoyai il y a trois mois à M. de Barillon les premières lettres

que les Ambassadeurs de cet Etat écrivirent sur cette matiere , M. Dickfeld manda à un de ses amis premier Député aux Etats Généraux, qu'il falloit laisser cette affaire en surseance jusqu'à ce que les brouilleries d'Angleterre fussent finies , Sa Majesté Britannique ne voulant pas s'attirer à dos V. M. Si alors on n'avoit compté cet Acte que comme une simple formalité , dont Sa Majesté n'eût pû être blessée , on n'auroit pas remis à un autre tems à conclurre une affaire si innocente en soi , & qui auroit fortifié considérablement le Roi d'Angleterre.

J'ai été informé, Sire , du détail de la proposition que le Pensionnaire Fagel a faite , pour le renouvellement des Traités qui sont entre la Suede & cet Etat ; il n'y a que le seul Traité fait le 13 d'Août 1645 , pour quarante ans qui soit expiré. Le Pensionnaire a demandé si l'on ne jugeroit pas à propos de le renouveler , & a proposé en même-tems de faire un Acte avec la Suede , par lequel on dé-

clareroit que le Traité d'association fait avec la Suede , qui étoit pour le maintien de la paix , aura la même force pour le maintien de la Treve. Après cela , Sire , je ne crois pas qu'on puisse douter non-seulement de la mauvaise volonté du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , que l'on connoît assez ; mais encore des mesures prises entre le Prince d'Orange & les Ministres de quelques autres Cours.

Mais, Sire , si l'on en pouvoit encore douter , ce qui se passa hier matin , dans la conférence qui se tint entre les Etats Généraux & le sieur Fucks , acheveroit de convaincre les plus incrédules ; car le sieur Fucks ayant demandé une conférence pour conclurre son Traité avec les Députés des Etats Généraux , cette affaire ayant été réglée entr'eux ; le Pensionnaire Fagel prit la parole , & proposa de proroger pour jusqu'à la fin de ce siecle le Traité défensif , que les Etats ont avec l'Electeur de Brandebourg, qui ne doit expirer qu'en 1688.

Il est visible que ce Traité devant durer encore trois ans , il seroit inutile d'en faire le renouvellement , si l'on ne vouloit à cette heure prendre un nouvel engagement avec M. l'Electeur de Brandebourg, & l'unir avec d'autres Princes. Les Députés des Provinces qui sont au Prince d'Orange , n'ont pas témoigné d'éloignement pour cette proposition : mais celui de Groningue ayant déclaré qu'il ne pouvoit opiner là-dessus , sans savoir auparavant le sentiment de ses supérieurs ; les autres Députés n'ont pas voulu s'expliquer , & tous ont pris cette affaire *ad referendum*, pour en communiquer à leurs principaux. Le sieur Fucks voyant cela a fait la même chose , & a dit , qu'il en rendroit compte à M. l'Electeur de Brandebourg.

Cependant les Etats Généraux réglerent avec lui le Traité touchant les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg. Selon la résolution qui se prit Vendredi dans les Etats de Hollande , on payera en dix ans , & on ne

• donnera à présent sur les quatre cents mille écus que cent mille : mais on a évalué le dédommagement que M. l'Electeur a demandé pour un vaisseau pris par la Compagnie des Indes d'Occident à quarante mille écus comptant. Ainsi ajoutant ces quarante mille écus , M. l'Electeur touchera à cette heure cent quarante mille écus , & en tout quatre cents quarante.

Ces quarante mille écus sont en tout ou en partie pour Madame l'Electrice , & la Compagnie des Indes restituera aux Etats Généraux , ou les quarante mille ou une partie , je ne fai pas le détail , qui n'est d'aucune conséquence.

Le sieur Skelton me paroît fort embarrassé des fréquentes lettres que Mylord Sunderland écrit à M. Sidney ; car bien que M. Sunderland ne passe pas pour être dans les intérêts de Votre Majesté , cependant on fait de quelle maniere il a été autrefois dans ceux du Prince d'Orange , & comment il se laisse gouverner par M. Sidney ;



d'ailleurs je fai qu'il y a de fréquentes conférences entre M. Sidney , M. Benting & Dalonne.

La Province de Hollande se sépara sans avoir rien conclu sur le Tarif. 24 Août 1685.

Le Pensionnaire Fagel & le sieur Fucks , qui n'avoient point leur principal but , qui étoit de renouveler & de proroger l'alliance faite avec l'Electeur de Brandebourg en 1678 , renouvellerent une conférence pour le lendemain , dont on me vint rendre compte le soir à la nuit ; & on m'apprit que le Pensionnaire Fagel avoit proposé aux Députés des Etats Généraux , de proroger ce Traité jusques à la fin du siècle ; que les Députés qui étoient au Prince d'Orange , & qui avoient été avertis par le Pensionnaire Fagel y avoient donné les mains ; que le Député de Groningue s'étant excusé sur ce qu'il n'osoit agir sans ordre de ses supérieurs , le Pensionnaire Fagel s'étoit fort emporté contre lui, qu'il lui avoit témoigné le préjudice qu'il faisoit par-là aux Etats Généraux , & lui avoit déclaré que

s'il s'opiniâtroit d'avantage, il alloit couclurre avec six Députés, & qu'il conclurroit même avec cinq plutôt que de laisser cette affaire indécise. Ainsi le Député de Groningue qui se trouvoit par hasard être peut-être le seul de la Ville de Groningue, qui fût dans les intérêts du Prince d'Orange y donna les mains, & le sieur Fucks qui avoit fait semblant la veille de n'avoir point d'ordre là-dessus, se trouva tout d'un coup informé des sentimens de son Maître, & conclut le Traité. La précaution que prit le Député de Groningue, fut de protester contre ce qu'on lui faisoit faire, & de déclarer qu'il signoit seulement en vertu d'un pouvoir général, mais sans aucun ordre particulier pour cette affaire, de laquelle ses Maîtres n'avoient nulle connoissance, ne prétendant les engager qu'autant qu'ils le trouveroient bon. Cet Acte lui pourra peut-être servir pour s'excuser envers ses supérieurs, mais ne fait rien contre la validité de ce Traité.

Ce Traité contient plusieurs articles qui se réduisent a trois points. Par le premier on éteint toutes les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg , même celle du vaisseau pris sur les côtes de Guinée , moyennant quatre cents quarante mille écus payables en dix ans : le premier payement qui se fera en échangeant les ratifications, sera de cent quarante mille écus. Par le second point on convient de régler à l'avenir de quelle maniere la Compagnie Occidentale de l'Electeur de Brandebourg , fera son commerce sur les côtes de Guinée. Par le troisieme on proroge jusqu'à la fin de ce siecle le Traité d'alliance défensive fait en 1678 , entre M. l'Electeur de Brandebourg , & cet Etat , qui devoit finir en 1688. Ainsi j'avois quelque raison de juger par les premieres démarches qu'à fait ici le sieur Fucks , que quoiqu'il ne parlât point d'alliance aux Etats Généraux , ni à Messieurs d'Amsterdam , son dessein étoit de prendre son tems pour en conclurre une aussi-tôt qu'il lui

seroit possible. Le biais que prend le Pensionnaire Fagel, de faire renouveler toutes ces alliances, au lieu d'en faire de nouvelles, lui rend l'exécution de ses desseins plus aisée, les Députés des Etats Généraux ne comptant pas à beaucoup près d'avoir consenti de proroger de douze ans ce Traité qui n'en doit plus durer que trois.

Les lettres des Ambassadeurs des Etats en Angleterre du 21, qui venoient d'arriver, portoient, qu'ils venoient de conclurre l'Acte de renouvellement des Traités avec l'Angleterre, & qu'ils l'envoyeroient par le premier ordinaire.

27 Août  
1685.

J'ai cru qu'il étoit du service de Votre Majesté, de faire tous mes efforts pour avoir le Traité qui fut signé le 23 Août dernier, par les Députés des Etats Généraux & par le sieur Fucks; & j'ai été assez heureux pour en avoir une copie qui me fut apportée hier au soir, moyennant une somme fort médiocre: je l'ai fait traduire toute la nuit fidelement & mot à mot,

mot, & je me donne l'honneur de l'envoyer à Votre Majesté.

J'avois jugé que quand il n'y auroit rien dans ce traité de contraire aux intérêts de Votre Majesté, Elle seroit cependant bien aise de le voir, afin de pouvoir plus précisément donner à M. de Rebenac les ordres qu'elle jugeroit nécessaires dans cette conjoncture : mais Votre Majesté verra que le quatrieme article de ce Traité est une véritable ligué de la même nature qu'étoit le Traité d'association, que le Pensionnaire Fagel tâche de faire revivre avec plus de précaution, & avec des mesures qui puissent le faire mieux réussir que ci-devant.

Le Roi me manda que l'avis que je lui avois donné depuis quelque-tems d'un renouvellement d'alliance des Etats Généraux avec l'Angleterre, venoit de lui être confirmé par les dernières lettres de M. de Barillon, qui lui avoit mandé que le Roi d'Angleterre lui avoit donné part de la résolution qu'il avoit prise.

Lettre du  
Roi du 23  
Août 1785.



30 Août  
[685]. Beaucoup de personnes ici ont été persuadées que le Roi d'Angleterre avoit trop d'intérêt à ne pas s'attirer son ressentiment pour rien faire qui lui puisse déplaire : mais, Sire, je supplie très-humblement Votre Majesté, d'être persuadée que M. le Prince d'Orange raisonnant dans son cabinet, il y a environ deux mois avec le Pensionnaire Fagel, sur ses lettres d'Angleterre, lui dit précisément, que le Roi d'Angleterre lui avoit mandé, qu'il sauroit bien prendre ses mesures à l'égard de la France, mais qu'il n'étoit pas tems de rien faire alors, parce que s'il discontinuoit de faire paroître la même confiance à Votre Majesté, il pourroit s'attirer de fâcheuses affaires. J'eus l'honneur de donner cet avis à Votre Majesté, le 5 Juillet dernier ; & comme je vois que l'effet répond à cela, j'ai encore plus approfondi ces jours-ci cet avis ; il m'a été confirmé mot à mot par la personne qui la fût du Domestique du Prince d'Orange, lequel Domestique ne fait point que

cela me soit jamais revenu.

Je trouvai moyen , Sire , de représenter ces jours-ci aux Bourguemestres d'Amsterdam , les fâcheuses suites que peuvent avoir ces commencemens de ligue , & il me sera d'autant plus aisé de leur faire voir les mauvais desseins du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , que le Traité signé avec M. l'Electeur de Brandebourg , & la proposition de renouveler celui de Suede en sont des preuves convaincantes : mais , Sire , j'appréhende avec tout cela de me trouver en l'état où j'ai eu l'honneur de mander il y a quelque tems à Votre Majesté , que je serois si le Prince d'Orange entreprenoit quelque chose contre l'opposition d'Amsterdam , savoir que la foiblesse de ces Messieurs-là les empêcheroit de se servir des remèdes qu'il faudroit employer en de pareilles occasions. Je suis bien assuré que si on leur demandoit leur consentement pour faire quelque nouvelle alliance , ou pour mettre dans un renouvellement quel-

que article qui les engageât plus qu'ils ne font avec l'Angleterre, ils n'y donneroient point les mains : mais lorsqu'après que la chose sera faite, le Pensionnaire Fagel soutiendra & représentera, que, ni le renouvellement des Traités avec l'Angleterre, ni la prorogation de celui qu'ils ont avec l'Electeur de Brandebourg, n'engagent point dans le fonds les Etats Généraux plus qu'ils ne le feroient sans cela ; je ne sai si Messieurs d'Amsterdam oseront s'y opposer vigoureusement. C'est par cette raison que j'ai toujours cru que cette affaire ne pouvoit être détournée qu'en Angleterre, sur-tout au commencement & dans le tems que le Roi d'Angleterre étoit assez embarrassé de ses propres affaires, pour devoir donner là-dessus les assurances telles que Votre Majesté auroit souhaité.

6 Septem-  
bre 1685.

Il me dit que le Prince d'Orange trouvoit assez de moyens par l'entremise du Pensionnaire Fagel, & des Députés aux Etats Généraux, qui sont à lui pour venir à bout de

faire faire ces sortes de Traités qui n'engagent point les Etats : mais que du moment qu'il les voudroit jetter dans la guerre , il n'y réussiroit non plus que l'année passée.

D'autres personnes me dirent que leurs Ambassadeurs leur ayant mandé que les Ministres du Roi d'Angleterre souhaitoient fort qu'on fit un Acte de ratification des Traités , il's n'avoient pas cru qu'on pût s'opposer à une chose qui ne les engageoit pas plus qu'ils le font avec l'Angleterre ; qu'ils avoient seulement pris toutes les précautions pour n'être pas trompés , & que le Pensionnaire Fagel ayant demandé aux Etats de Hollande leur consentement à la ratification de cet Acte , qui devoit être signé incessamment en Angleterre, les assurant positivement qu'il n'y auroit pas un iota d'ajouté aux engagements qu'ils ont déjà ; les autres Villes y alloient donc les mains sur la parole du Pensionnaire Fagel : mais que les Députés d'Amsterdam l'avoient refusé , & avoient dit qu'ils ne vouloient point

ratifier un Traité qu'ils ne l'eussent vu auparavant.

Je découvris aussi par l'entretien que j'eus avec les Régens d'Amsterdam, qu'ils n'avoient aucune connoissance du Traité signé avec l'Electeur de Brandebourg, sinon qu'on avoit stipulé l'amortissement de toutes les prétentions de cet Electeur, & que leurs Députés avoient consenti de proroger jusques à la fin du siècle le Traité défensif qui devoit encore durer trois ans.

Comme je remarquai que Messieurs d'Amsterdam ne comptoient pas que cette prorogation fût d'une grande conséquence, je ne m'arrêtai pas à combattre une chose à laquelle il n'y avoit plus de remède : je m'arrêtai seulement à leur faire comprendre les conséquences du quatrieme article, & je leur fis voir qu'il serviroit de fondement au Prince d'Orange, à faire une ligue contre la France. Qu'il étoit surprenant que Messieurs d'Amsterdam déclarassent si souvent qu'ils ne vouloient rien faire



qui pût donner le moindre ombrage à Votre Majesté, & qu'ils consentissent après cela à mettre de pareilles clauses dans un Traité. Je leur fis connoître que quand il plairoit au Prince d'Orange, il les engageroit en vertu de cet article à faire tout ce qu'il voudroit, parce que l'Electeur de Brandebourg n'auroit qu'à faire savoir aux Etats Généraux qu'il a des avis précis que Votre Majesté veut entreprendre la guerre, & à demander que l'on convienne des troupes qu'on devra donner de part & d'autre pour s'y opposer; & il ne sera pas difficile au Prince d'Orange de faire aussi-tôt conclurre cette convention; que Messieurs d'Amsterdam opposeroient alors inutilement, parce que le Pensionnaire Fagel représenteroit avec raison qu'il ne s'agit que de l'exécution d'un Traité, & que par conséquent l'affaire doit passer à la pluralité de voix.

Il m'a paru, Sire, que Messieurs d'Amsterdam ont été touchés de ces raisons, & qu'ils ont bien compris

que s'ils avoient le malheur d'avoir une guerre au dehors, le Prince d'Orange se rendroit aisément le Maître de leur liberté, & réduiroit Messieurs d'Amsterdam à un tel point, qu'ils ne pourroient plus faire la paix malgré lui : mais je n'oserois répondre à Votre Majesté qu'ils aient toute la fermeté nécessaire pour cela. Je vois à la vérité qu'ils ne veulent pas de guerre, qu'ils ne prétendent pas non plus faire aucune liaison qui les y puisse engager : mais je vois aussi que leur principale ressource est de croire que quand le Prince d'Orange voudra venir à l'exécution de tous ces Traités qu'il fait faire à cette heure, ils s'y opposeront d'une telle sorte qu'il n'en viendra pas à bout, & m'ont parlé sur cela de la même manière qu'avoit fait Van-Buning : mais je leur ai fait connoître qu'outre qu'il est fâcheux d'en venir aux extrémités où ils se trouverent l'année passée avec le Prince d'Orange, sur-tout lorsqu'on peut avec bien moins de peine & sans aucun effort, arrêter

une affaire dans le commencement , ce n'est pas une chose fort sûre que les affaires puissent toujours tourner aussi heureusement qu'elles firent l'année passée.

J'ai trouvé, Sire, qu'on m'avoit dit vrai touchant le peu de courage des Bourguemestres Régens Heude & Witzen, dont le premier qui a tout le crédit dans Amsterdam, n'a osé déclarer dans l'assemblée de Hollande la résolution de sa Ville, qu'il avoit portée par écrit. J'ai à la vérité reconnu en eux beaucoup de bons sentimens, mais encore plus de timidité & de foiblesse ; & j'ai trouvé en Van-Buning une grande peur que le Prince d'Orange ne lui joue un mauvais tour, & beaucoup de mauvais sentimens contre les intérêts de Votre Majesté. Ce qui m'a déplû davantage en tout cela, c'est que le sieur Hop m'a paru fort refroidi & fort dégoûté : il est chagrin d'avoir porté fortement les sentimens de sa Ville, & d'avoir ensuite été abandonné par ses Bourguemestres ; cela le jette en

quelque façon dans les intérêts de Van-Buning.

Je ne dois pas dissimuler à Votre Majesté, que j'ai reconnu plus que je n'ai jamais fait que la seule chose qui donne encore un peu de courage à ceux d'Amsterdam qui sont bien intentionnés pour la République, est la persuasion où ils sont que le Prince d'Orange n'est pas si bien avec le Roi d'Angleterre qu'il le fait croire : mais si une fois il paroïssoit une grande union entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, le peu de personnes qui se trouvent avoir assez de courage pour résister encore aux volontés du Prince d'Orange seroient bien-tôt abattues, & les autres ou par complaisance ou par foiblesse, se soumettroient entierement aux volontés de ce Prince.

J'eus alors communication de la lettre que les Ambassadeurs de l'Etat en Angleterre, avoient écrite le 24 d'Août.

On m'a assuré que le sieur Fucks avoit proposé d'ajouter à son Traité



quelques articles séparés qui étoient de conséquence.

Je suis informé que M. Fucks avoit prié avant son départ pour Berlin le sieur Skelton , d'écrire au Roi d'Angleterre , pour l'inviter à entrer dans le Traité d'association , & qu'il ne doutoit point qu'il n'apportât à son retour des ordres de M. l'Electeur de Brandebourg , de signer son Traité , où cet Electeur entreroit conjointement avec la maison de Lunebourg.

Le sieur Oliverkrans , m'ayant écrit la lettre que j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Majesté ; je lui ai fait réponse seulement pour en accuser la reception : mais comme jel'avois prié lorsqu'il partit de la Haye pour Amsterdam , de me mander en quelle disposition il trouveroit Messieurs d'Amsterdam , il m'a écrit la lettre ci-jointe. La triple affaire qu'il marque être si fort de son goût , est une alliance entre Votre Majesté , le Roi de Suede & les Etats Généraux : M. Haren m'en avoit parlé autrefois comme d'une chose qu'il souhaitoit , mais en



passant, il a parlé depuis au sieur Oliverkrans en Suede. Je supplie très-humblement Votre Majesté, de me faire l'honneur de me mander si à la premiere lettre que M. Oliverkrans m'écrira, je le prierai de ne se plus donner cette peine, ou si avant que de faire aucune réponse j'enverrai sa lettre à Votre Majesté.

Ce fut alors que les Protestans François commencerent à venir en Hollande : je fus averti que plus de soixante qui s'étoient embarqués à Nantes dans un vaisseau Hollandois, avoient vendu leur bien, & emporté le plus d'argent qu'ils avoient pû.

xx Septe  
1685.

Aussi-tôt que j'ai eu communication du Traité que le sieur Fucks a signé à la Haye, j'ai fait tout mon possible pour avoir celui dont il est fait mention, qui est prorogé jusqu'à la fin de ce siecle : mais quelques diligences que j'aye faites, je n'en ai pû avoir de copie qu'avant hier ; comme il est en haut Allemand, la traduction n'en a été achevée que ce matin. Ce Traité a été fait à Berlin

& a toujours été tenu fort secret ; & depuis qu'on l'a prorogé on a fait défense aux Ministres d'Etat qui l'ont de le communiquer à qui que ce soit.

M. le Comte de Bebenac me l'a demandé, je le lui ai envoyé ce matin.

L'Ambassadeur de Danemarck qui souhaitoit toujours que la guerre recommençât , avoit menacé Messieurs d'Amsterdam à son départ , que le Roi de Danemarck les mettroit bien à la raison ; & que Votre Majesté entreroit dans ses intérêts ; & comme à son arrivée à Copenhague le Roi de Danemarck fit arrêter quatre de leurs vaisseaux au passage du Sund , cela ne contribua pas peu à faire prendre des résolutions aux Etats Généraux de renouveler le Traité de 1645. avec la Suede & de demeurer sur leurs gardes touchant la France.

Le Traité fait avec l'Angleterre est ratifié : pour ce qui est de celui de Brandebourg , Messieurs d'Amsterdam se trouvent à cet égard dans la situation où j'ai toujours jugé qu'ils seroient , lorsque le Pensionnaire Fa-

13 Septemb.  
bre.

gel auroit entrepris quelque chose contre leur gré. Ils sont fâchés de l'article qu'il a fait insérer dans ce Traité ; ils n'y auroient pas consenti si on leur en eût demandé leur avis avant que de le mettre ; mais à présent qu'il est dans le Traité , ils n'ont pas assez de vigueur pour l'en faire ôter. Cela vient non-seulement de leur foiblesse qui est grande , mais encore de la prévention où ils sont que le Prince d'Orange a beau faire faire toutes ces démarches aux Etats , il ne les engagera pas pour cela malgré eux dans la guerre , & qu'ils seront toujours les maîtres de l'empêcher lorsqu'il s'agira d'en venir à l'exécution. Ce qui les confirme encore plus dans cette foible conduite , est qu'ils croient que quand ils s'opposeroient à présent à une chose qui ne paroît pas à tout le monde aussi essentielle qu'elle est , ils ne seroient pas secondés , peu de gens ayant assez de cœur pour s'attirer la disgrâce du Prince d'Orange sans grande nécessité. Mais quand on se verra prêt à entrer en guerre , cha-

cun aura peur pour foi , & ils feront alors fécondés de tous les autres excepté de ceux qui font absolument dévoués au Prince d'Orange.

Ces Messieurs pourroient bien , ainsi que je leur ai remontré , se tromper dans leur raisonnement : mais on ne peut les en désabuser parce que leur timidité qu'on ne peut surmonter les fait raisonner de la sorte ; ils sentent eux-mêmes ce qu'ils attribuent aux autres , & ils sont les premiers à ne vouloir pas se faire d'affaires que quand il y va de leur dernière ruine.

J'étois persuadé que Mylord Sunderland étoit bien aise que Sidney vint faire sa Cour au Prince d'Orange.

Mais comme je connois le génie de ceux d'Amsterdam , & que je fais qu'ils ne consentent à toutes ces choses que par foiblesse , & aussi parce qu'ils n'en voyent pas la conséquence , j'ai crû à propos de leur représenter les inconvéniens dans lesquels ils peuvent tomber , & combien il

leur importe d'avoir une conduite plus ferme, s'ils veulent conserver le peu qui leur reste de leur liberté ; car il est constant, & je leur ai assez représenté, que si les Etats - Généraux se trouvoient engagés dans quelque guerre, le Prince d'Orange mettroit Messieurs d'Amsterdam en tel état qu'ils ne seroient pas les maîtres de faire ni paix ni treve, que selon son bon plaisir.

20 Septem-  
bre.

Le Pensionnaire Fagel s'est servi ces jours-ci du prétexte de la Religion, n'en trouvant pas d'autre, pour tâcher d'éloigner les Etats des sentimens qu'ils doivent avoir pour Votre Majesté : il a fait une harangue fort étudiée & fort pathétique sur ce sujet dans les Etats de Hollande ; il a exagéré ce qui se passe en France à l'égard des Huguenots, & a représenté aux Etats ce que leurs ancêtres ont fait pour la Religion.

Je ne dois pas dissimuler à Votre Majesté, que tous les Députés des Villes ont été fort animés par son discours en faveur de ceux de leur Religion,



ligion , sur-tout lorsqu'il a dit que les Hollandois habitués en France n'en pouvoient sortir ni retirer leurs effets, quoiqu'ils ne fussent pas naturalisés François; de sorte que l'affaire ayant été mise en délibération pardevant des Commissaires, ils ont été d'avis qu'on m'en viendrait parler , & qu'on enverroient ordre à M. de Starembourg de faire des instances sur ce sujet à Votre Majesté. Cet avis n'a pas encore été rapporté dans les Etats de Hollande , parce qu'on est en peine de quelle maniere on dressera la résolution.

Ces Messieurs prétendent que Votre Majesté ne peut sans contrevenir aux traités empêcher les Hollandois qui ne sont pas naturalisés de sortir du Royaume , & de vendre ou emporter leurs effets , non - seulement par le droit naturel , mais encore parce qu'il est dit dans les Traités qu'ils ont l'honneur d'avoir avec Votre Majesté ; que si la guerre venoit à s'allumer, ils auroient neuf mois pour se retirer & pour vendre leurs effets ,

à plus forte raison le peuvent-ils faire en pleine paix. Ils se servent encore de l'article dix du Traité de commerce , dans lequel il est réglé qu'un Hollandois habitué en France qui ne sera pas naturalisé , ne pourra jouir du droit de Bourgeoisie : ils infèrent de-là que ne pouvant avoir les privilèges de Bourgeois & de Sujets de Votre Majesté , sans être naturalisés , ils ne peuvent non plus sans être naturalisés être obligés aux charges , ni être traités comme Sujets de Votre Majesté.

Comme il n'y a presque personne dans le Gouvernement de Hollande qui n'ait un parent ou un ami intéressé dans le Commerce de France , soit en qualité de Propriétaire , soit en celle de Commissionnaire , ou de Directeur , cette affaire excite beaucoup de bruit , & cause de l'altération.

Les mieux intentionnés m'en ont fait parler , non que ce soit eux qui y prennent beaucoup d'intérêt , étant presque tous Arminiens ; mais parce

qu'ils voyent l'avantage que le Prince d'Orange en tire , & le chagrin que cela cause à la plus grande partie de ceux du Gouvernement.

Messieurs d'Amsterdam m'ont aussi envoyé leur Pensionnaire pour ce sujet : mais comme je lui ai fait connoître qu'il ne leur convenoit pas de se mêler de ce que Votre Majesté juge à propos de faire au dedans de son Royaume, il ne m'a plus parlé del'affaire en général , & s'est restreint à me prier de me charger de leurs très-humbles prieres auprès de Votre Majesté, en faveur de quelques particuliers d'Amsterdam habitués en France.

On prit dans ce tems-là une résolution dans les Etats de Hollande, de chasser tous les Jésuites de cette Province : on tient jusqu'à present cette résolution fort secreete ; Messieurs d'Amsterdam n'y ayant pas encore donné les mains ; parce qu'ils sont persuadés que la grande liberté qu'ils donnent à toutes sortes de Religions , attire le commerce.

Le Prince d'Orange fit mille caresses à Sidney, & lui donna à son départ une bague de mille écus, il témoigna quelque inquiétude des dispositions de Goudenong.

Le Landgrave de Hesse alla à Direnvoir le Prince d'Orange, qui lui fit rendre de très-grands honneurs, & lui fit des caresses excessives.

On imprima à la Haye une lettre que l'Electeur de Brandebourg écrivoit au Sieur Spanheim son Envoyé extraordinaire auprès du Roi sur les affaires du Palatinat qui étoit comme une espece de manifeste.

Le Pensionnaire d'Amsterdam me vint dire que les Députés de cette Ville avoient fait ce que j'avois souhaité, qu'ils s'étoient opposés fortement ce matin au quatrieme article inséré dans le Traité de Brandebourg, qu'ils en ont remontré les conséquences; & qu'enfin voyant que le Pensionnaire Fagel faisoit conclurre cette affaire à la pluralité des voix, ils ont protesté contre ce quatrieme article, & déclaré qu'ils ne prétendoient pas

y être tenus , c'est tout ce qu'on peut souhaiter d'eux , & plus que je n'en avois esperé. Cette prétention ne laissera pas de faire voir le sentiment de Messieurs d'Amsterdam aux Puissances Etrangères , & leur doit faire connoître que le Prince d'Orange pourra bien par son autorité faire conclurre des traités : mais que quand il s'agira de les exécuter il n'en fera pas le Maître , puisque Messieurs d'Amsterdam qui seuls peuvent fournir aux frais , témoignent y être si contraires. Il me parla aussi pour un Hollandois habitué en France , qui vouloit se retirer , & pour des raffineries de sucre qu'on vouloit leur confisquer.

J'ai été informé que les Etats Généraux n'ayant pas voulu entrer dans les propositions que M. d'Oxenstiern fit au mois de Septembre dernier au sieur Haren , pour le renouvellement du traité de 1645 , parce qu'il s'expliquoit ambiguement , & qu'il sembloit vouloir ajouter de nouvelles clauses au traité de 1645. le Comte

24 Sept.

1685.



d'Oxenstiern dressa un nouveau projet qu'il a fait communiquer aux États Généraux, & qu'ils ont absolument rejeté, ne voulant pas entrer dans les engagemens qu'il proposoit ; de sorte que le sieur de Silverkroon, étant venu ici il y a quatre mois, a témoigné qu'il étoit plus à propos pour toutes les difficultés, de continuer simplement le traité de 1645, sans y rien ajoûter.

Messieurs d'Amsterdam étoient persuadés que ce traité étoit nécessaire pour la sûreté de leur commerce dans la mer Baltique.

Le Pensionnaire Fagel fut fort surpris de l'opposition de Messieurs d'Amsterdam : mais comme personne ne les seconda, le traité fut ratifié.

Mylord Preston qui revenoit de France, passa à la Haye, & vint voir le Prince d'Orange ; & de-là à Amsterdam voir Van-Buning, à qui il dit que le Roi d'Angleterre avoit déclaré à M. de Barillon, qu'il ne croyoit pas que Sa Majesté voulût

rien entreprendre par voie de fait, pour mettre Madame en possession de ce qui lui appartient dans le Palatinat, que si Sa Majesté le faisoit, il s'uniroit aux Princes de l'Empire qui voudroient s'y opposer, & qu'il ne souffriroit point que la tranquillité publique fût troublée. Ce fut une chose qui fut rapportée dans le Conseil de Ville d'Amsterdam, & qui y fit un mauvais effet, parce que l'on se persuada que le Roi avoit dessein de s'emparer par force du Palatinat, & que l'on vit en même-tems que le Roi d'Angleterre n'étoit pas de ses amis.

Le Roi me manda que comme il ne vouloit donner aucun sujet de défiance à ses Alliés par la moindre apparence de commerce avec la Suede, il étoit tems que je finisse celui que j'avois jusqu'alors entretenu par lettres avec le sieur Oliverkrans.

Le Roi me manda qu'il voudroit bien savoir si le Roi d'Angleterre avoit ratifié le traité qu'il avoit fait avec les Etats Généraux en 1678.

24 Sept.  
1685.

Je fis réponse à Sa Majesté, que les Etats n'avoient pas confirmé le traité de 1678 : qui porte la garantie des Pays - Bas Espagnols , parce que n'ayant pas été ratifié il étoit demeuré caduc ; mais qu'on avoit confirmé le traité d'alliance défensive du mois de Mars 1678. J'envoyai en même-tems au Roi l'Acte de renouvellement que le sieur Fucks avoit conclu à la Haye, aussi-bien que le traité qui avoit été renouvelé par cet Acte. Sa Majesté n'avoit plus rien à désirer pour son éclaircissement.

On peut ajoûter à ce que j'ai dit ci-dessus à propos du quatrieme article , que Mrs d'Amsterdam reputedoient que ce 4<sup>e</sup> article n'étoit contenu , ni dans la proposition du sieur Fucks aux Etats Généraux , ni dans le rapport que le Pensionnaire Fagel en avoit fait dans la Province de Hollande , ni dans la résolution que cette Province avoit prise sur ce sujet ; qu'ainsi personne n'ayant délibéré là dessus , il falloit ou qu'on retranchât

cet article , ou qu'on le mît en délibération.

Il est venu , Sire , une si grande quantité de lettres à Amsterdam des Correspondans que les Marchands de cette Ville-là ont en France , que cela a excité beaucoup de rumeur ; il y a même eu soixante Bourgeois qui ont signé une Requête qu'ils ont présentée aux Bourguemestres d'Amsterdam. Comme il n'y a presque personne dans la Magistrature de cette Ville-là , qui ne se trouve intéressé dans cette affaire ; il a été résolu de porter ces plaintes aux Etats de Hollande & aux Etats Généraux. Le Pensionnaire Hop que je vis avant-hier , pour l'informer de la bonne justice que Votre Majesté leur faisoit au sujet du Consulat d'Alep , me témoigna un sensible déplaisir de la démarche que Messieurs d'Amsterdam alloient faire : il me dit qu'il en connoissoit toutes les conséquences , qu'il ne doutoit pas que ceux qui sont dans les intérêts de Votre Majesté , ne se prévalussent de ce que

Messieurs d'Amsterdam pousseront cette affaire avec chaleur, qu'il vouloit bien me dire en confidence que quelques plaintes que leurs Marchands leur eussent faites jusqu'à cette heure, ils avoient défendu à leurs Députés d'en parler dans l'assemblée de Hollande, aimant mieux que cette affaire fût entamée par d'autres que par eux : mais que tous les Marchands d'Amsterdam ont fait tant de bruit, & que les Bourguemestres ont vû en effet que leur commerce en France est si absolument détruit, si ce qu'on leur mande est véritable, qu'ils ont ordonné à leurs Députés de porter ces plaintes aussi fortement qu'il leur sera possible aux Etats de Hollande. Le Pensionnaire Hop qui en avoit parlé ce jour-là au Pensionnaire Fagel, me dit qu'il avoit vû la joie sur son visage, lorsqu'il lui avoit communiqué l'ordre que Messieurs d'Amsterdam ont reçu de leurs Supérieurs.





*A Messieurs les Bourguemestres &  
Magistrats de la Ville d'Amsterdam.*

**L**E s souffignés Marchands Trafiquans en France, tous Bourgeois & Habitans de cette Ville, remontrant très-respectueusement, que comme c'est la coûtume ordinaire dans la nature & le cours du négoce en France, que les Négocians de cette Ville, remettent tous les ans vers la saison de vendange & la moisson des fruits en France, à leurs amis & correspondans, en divers lieux de France, tant dans les Villes maritimes que dans le plat pays, de considérables sommes d'argent, pour faciliter les moyens du commerce, & faire aux autres sujets de France de notables avances, pour le vin, l'eau de vie, les châtaignes, les pruneaux & autres fruits, lesquels ils rendent alors aux correspondans des supplians, pour les livrer après la vendange & la moisson, & les corres-

pendans les envoient aux supplians pendant l'Hyver , pour se rembourser de leursdites avances , qui sont tous les ans fort grandes , & la plûpart du tems extraordinaires , principalement quand il y a grande disette de grains en France , comme il est arrivé cette année ; lesdits supplians & les autres sujets de cet Etat ont envoyé en France , & sur-tout à Bordeaux & à Rouen , des quantités considérables de toutes sortes de grains de cette Ville , de Rotterdam & des autres Villes de Hollande , & des autres Provinces du Pays-Bas ; & vû la misere du commun peuple , auquel se fait le plus grand débit , les grains se vendent ordinairement à crédit , & les supplians & les autres qui en envoient sont obligés d'attendre après la vendange pour retirer ce qui leur est dû du cru de la terre , d'où il est aisé à voir que les habitans & sujets des Provinces unies des Pays-Bas , ont un intérêt considérable en France ; & par les susdits moyens de remises d'argent & de grains , ne sont

des moindres qui maintiennent le commerce de France & des fujets de ce Royaume , que ce nonobstant les fupplians font avertis de toutes parts, & fpécialement de Bordeaux , que l'on perfécute ceux de la Religion prétendue reformée , & qu'on les oblige à aller à la Mefle , & à faire profeflion de la Religion Romaine , après que l'on a absolument ruiné ceux qui font quelque réfiftance , & tâchent de jouir de la liberté de confcience ; qu'ainfi plufieurs des principaux Marchands de la Religion Proteftante , pour ne fe point expofer à de fi rudes & de fi vehémentes perfecutions , s'étoient retirés pour un tems à Paris , & autres places du Royaume de France , & que d'autres étoient allés faire voyage où leur commerce les appelloit : mais que cependant l'Intendant de la Province , fans avoir égard à la liberté dans le fait du commerce , ou même fans épargner les Hollandois & leurs familles , lefquels y font établis à caufe de leur commerce , quoiqu'autrement natifs

de Hollande , ou de quelqu'autres Provinces des Pays-Bas , faisant tout sceller dans les maisons desdits absens , citoient leurs personnes à revenir dans trois jours sous peine de 3000 liv. d'amendes , avec d'autres menaces de ruiner leurs maison , de faire vendre les meubles & marchandises qui s'y trouveroient , & de tout confisquer , pendant que les soldats sont dans leurs biens de la campagne où ils ravagent tout , ce qui ne se peut faire sans grand tort & dommage , aux sujets de cet Etat & particulièrement des suplians , qui pour les raisons susdites sont grandement intéressés aux Négocians en France , dont la ruine traîne après elle celle des supplians , & des autres sujets de leurs Seigneuries , à quoi se rapporte le dernier ordre donné à ceux de l'Eglise Romaine ; que tous ceux qui ont quelques biens des prétendus Reformés , ayent à le déclarer dans . . . . . jours sur peine d'une grosse amende , parquoi est ôté aux correspondans des supplians & des autres , le moyen de mettre

sans danger les biens & les effets  
 qu'ils ont pardevant eux, & qui ap-  
 partiennent véritablement aux sujets  
 de cet Etat, & aux Bourgeois de cet-  
 te Ville d'Amsterdam, entre les mains  
 des Négocians Catholiques Romains,  
 & sujets de Sa dite Majesté Très-  
 Chrétienne, qui ne seront plus long-  
 tems en état de garantir les biens &  
 les effets des supplians, de la furie de  
 la persécution; & comme les sup-  
 plians & les autres sujets des Etats &  
 seigneuries, courent grand danger de  
 perdre leurs biens & effets en Fran-  
 ce, sans guerre ouverte, seulement  
 sous prétexte de Religion; parce que  
 leurs correspondans ruinés de cet-  
 te manière, ne pourront satisfaire  
 les supplians & les autres créanciers;  
 de tout cela, les supplians jugent,  
 sur le respect, que dans l'exécution  
 de la Declaration du Roi, ces Offi-  
 ciers procèdent avec trop de rigueur  
 même d'excès, contre l'intention  
 de Sa Majesté: sa bonté naturelle &  
 sa clemence ordinaire, ayant depuis peu  
 donné gratification, & un allègement  
 aux vaisseaux Hollandois, de l'ar-



gent des tonneaux qui ont amené lesdits grains en France, ne peut permettre que les sujets de cet Etat souffrent un si grand dommage dans leurs biens, leur argent & leurs effets qu'ils ont envoyés en France, sur la bonne foi du rétablissement du commerce dans le traité de paix qu'à l'occasion de la persécution des sujets Protestans de S. M. on les inquiete en leurs personnes (en tant qu'ils sont établis en France pour le négoce) & qu'ainsi il soit fait une infraction notoire dans le traité. C'est pourquoy les supplians s'assurent que quand ces miseres seront remontrées tout de bon & avec zèle à Sa Majesté Très-Chrétienne, il donnera ordre incontinent que les sujets de leurs Seigneuries soient conservés dans leurs biens, & les natifs de Hollande qui y sont établis, conservés dans leurs personnes & familles, ou remis en liberté pour pouvoir retourner avec leurs biens dans leur patrie. A cet effet les supplians prennent la liberté de s'adresser à vos vénérables personnes, & de

les supplier très-humblement d'en vouloir écrire à Messieurs les Députés de cette Ville, afin qu'ils ayent la bonté de porter cette affaire à l'assemblée des Hauts & Puissans Seigneurs, les Etats de Hollande, & d'y regler, qu'eux ou leurs Seigneuries, écrivent sur ce sujet en termes sérieux au Roi de France; & ordonnent en même-tems à leur Ambassadeur à la Cour à Paris, de seconder de bouche le plus fortement qu'il se pourra, l'intention & le bon dessein de leurs Seigneuries, afin qu'il plaise à Sa Majesté, de donner les ordres nécessaires pour mettre & tenir les Sujets de leurs Seigneuries, hors de plaintes & de dommages; & pour donner liberté ou passeport aux natifs de cet Etat habitués en France, en considération du négoce, de pouvoir retourner avec leurs personnes, leurs familles, & leurs biens en Hollande, comme aussi d'en faire une représentation à Son Excellence, M. le Comte d'Avaux, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté à la Haye, & de

lui demander son assistance à cette fin, ce que faisant, &c.

Les Députés d'Amsterdam présenterent ce matin cette Requête aux Etats de Hollande: il y fût résolu qu'on m'en viendrait parler, & qu'on ordonneroit au sieur de Starembourg, de faire des instances sur ce sujet.

Lettre du  
Roi du 20  
Septembre  
1688.

Le Roi me manda que comme il apprenoit que le bruit qui s'étoit répandu en Hollande, qu'il y avoit des troupes à Bordeaux, pour forcer ceux de la R. P. R. à se convertir, étoit capable de troubler le commerce, qui se faisoit par les vaisseaux Hollandois en ladite Ville, il étoit bon que je fusse averti qu'il n'y avoit point eu de trouble dans ladite Ville; que les conversions s'y étoient faites à la persuasion de l'Intendant, que tout y étoit fort tranquille, & que le commerce s'y faisoit à l'ordinaire. Il m'ordonna de répandre cette vérité autant que je pourrois, afin de rassûrer ceux qui avoient leur trafic à Bordeaux.

28 Septem-  
bre 1688.

Les Etats Généraux ayant ordon-

né au sieur de Starembourg de faire des instances au Roi, Messieurs d'Amsterdam vinrent en corps chez moi pour la même affaire, & je pris cette occasion de leur déclarer ce que Sa Majesté m'ordonnoit par sa dépêche. Ces Messieurs me demandèrent si leurs Négocians pouvoient se reposer là-dessus, & me dirent que quand Sa Majesté faisoit l'honneur de me mander que le commerce se faisoit à l'ordinaire dans Bordeaux, ils espéroient que cela vouloit dire que non-seulement on n'obligerait plus les Catholiques à découvrir les effets des Hollandois (ce qui les avoit tant chagrinés), & qu'on ne les saisisoit plus; mais qu'on leur donneroit main-levée de ceux qui avoient été saisis. Ils ajoûterent qu'ils croyoient pareillement qu'on n'envoyeroit plus de gens de guerre chez les Hollandois qui étoient en France; que si cela étoit, la plûpart de ceux qui vouloient revenir demeureroient en France; que si cela n'étoit point, ils demanderoient que Sa Majesté leur

donnât permission de sortir avec leurs effets.

Je fus averti qu'on avoit pris tant de la part du Prince d'Orange que de Messieurs d'Amsterdam, des résolutions assez violentes, touchant l'affaire du Tarif. Le Prince d'Orange avoit fait résoudre dans la Province de Gueldres, que si Messieurs d'Amsterdam continuoient à vouloir de leur autorité maintenir le Tarif sur le pied de l'an 1682, le Prince d'Orange seroit prié de la part des Etats Généraux, d'employer toutes sortes de moyens, même la voie de fait pour forcer Messieurs d'Amsterdam à se soumettre à la résolution prise par les Etats Généraux; & Messieurs d'Amsterdam prirent résolution de permettre hautement à leurs Marchands de ne point payer des droits d'entrée, & pour cet effet de chasser de leur Ville les gardes de l'Amirauté qui y étoient. Je ne pensai pas cependant quelque mine qu'ils fissent de part & d'autre qu'ils en vinssent aux extrémités. Messieurs d'Amsterdam étant trop ti-



mides pour cela ; & le Prince d'Orange voyant trop le tort qu'il se feroit s'il vouloit entreprendre d'user de violence contre la Ville d'Amsterdam ; mais il vouloit lui faire peur , & espéroit par-là d'en venir à bout.

On ne regardoit pas plus le Traité 4 Octobre  
de commerce fait avec la Suede que 1685  
celui qu'on vouloit faire avec le Danemarck , du consentement de la France : mais il est certain qu'on avoit refusé celui de Suede l'année d'uparavant , & qu'on n'auroit pas songé à le faire si le Roi de Danemarck n'avoit fait arrêter quatre vaisseaux Hollandois au Sund , pour leur faire subir sa juridiction en la forme que son Ambassadeur l'avoit stipulé , & que les Etats n'avoient pas voulu ratifier ; & ce qui l'a fit précipiter fut une lettre de l'Envoyé des Etats à Copenhague , qui manda que l'on n'avoit pas voulu recevoir en Danemarck un vaisseau d'Amsterdam chargé de sel , quoiqu'il eût exécuté fidelement , tout ce qui étoit porté par les anciens placards.

Les Etats Généraux ne vinrent point me parler de leur résolution , touchant les affaires de la Religion : mais j'en eus communication , & je l'envoyai au Roi avant que M. de Starembourg m'en eût parlé.

La lettre que le sieur Starembourg avoit écrite aux Etats Généraux , par laquelle il mandoit que Sa Majesté l'avoit fait assurer qu'elle ne prétendoit point retenir les Sujets des Etats Généraux malgré eux , mais qu'elle donneroit des passeports à ceux qui voudroient se retirer & vendre leurs effets , a donné une grande joie à l'assemblée de Hollande où elle fut lûe , ce qui étoit fort nécessaire ; car l'épouvante étoit si grande à Amsterdam , qu'elle étoit capable de porter un grand préjudice au commerce. On ne trouve presque plus d'argent en bourse pour tout ce qui regarde la France , & ce qui a le plus déconcerté les Marchands , c'est que leurs correspondans leur ont mandé qu'on avoit obligé même les Catholiques à déclarer les effets qui appar-

tenoient aux Protestans Hollandois , de sorte qu'ils n'oseroient plus confier leurs effets , ni à ceux de leur Religion qu'ils envoyent de ce pays , ni aux Catholiques de France.

Ce qui a commencé à donner cette alarme , c'est l'appréhension qu'ont eu les Hollandois habitués en France, que l'on n'envoyât des soldats chez eux , & qu'on ne les contraignît à changer de Religion ; c'est ce qu'ils ont mandé en ce pays-ci , comme une chose qu'ils ne doutent pas qui ne leur dût arriver , & c'est ce qui a donné lieu à tant de passeports qu'on a demandé. Mais je mandois que si le Roi jugeoit être du bien de son service , que ses intendans fissent des déclarations qui rassûrassent là-dessus les Hollandois qui ne sont pas naturalisés ; j'avois tout sujet de croire que les deux tiers de ceux qui demandent à cette heure de se retirer , seroient fort aises de demeurer , & que cela n'apporteroit pas d'alteration au négoce.

Le Pensionnaire d'Amsterdam m'est

venu trouver dans ce moment pour me dire que M. de Starembourg ayant mandé aux Etats Généraux que Votre Majesté ne jugeoit pas à propos, de donner une permission générale aux sujets de cet Etat de sortir de son Royaume, à cause des abus qui s'y pourroient commettre ; mais qu'elle voudroit bien leur accorder des passeports à chacun en particulier, on avoit trouvé à propos pour éviter les inconvéniens qui pourroient arriver par un plus long retardement d'envoyer à M. de Starembourg, la liste des Sujets de cet Etat qui sont en France, & qui demandent à revenir. Je crois que chaque Ville a délivré son Mémoire aux Etats Généraux, qui les envcyeront tous aujourd'hui à M. de Starembourg. Messieurs d'Amsterdam ont aussi donné le Mémoire de leurs Bourgeois, dont le Pensionnaire Hop ma délivré cette copie.

Lettre du      Le Roi me manda que l'opposition que la Ville d'Amsterdam faisoit  
 Roi, du 27      à l'article quatre du Traité de Bran-  
 Septembre  
 1685.

debourg , affoibliroit beaucoup ce nouvel engagement , & empêcheroit que le Prince d'Orange n'en pût tirer tout l'avantage qu'il s'en pourroit promettre.

Qu'il avoit toujours laissé , & qu'il laissoit encore aux Sujets des Etats Généraux habitués dans son Royaume , & qui n'y étoient point naturalisés , la liberté toute entière d'en sortir , & d'y revenir pour le bien de leur commerce , en la maniere qu'ils le jugeoient à propos ; qu'ainsi il me seroit facile de détruire tout ce que le Pensionnaire Fagel avoit faussement avancé sur ce sujet ; qu'à l'égard des demandes que faisoient quelques particuliers , après que Sa Majesté auroit été informée par les Intendans des lieux où ils résidoient s'ils étoient effectivement sujets desdits Etats , & non naturalisés , elle leur permettroit de faire ce qu'ils croiroient être le plus convenable à leur commerce.

Dans la résolution des Etats Généraux du 27 Septembre , ils requièrent

Idem

5 Octobre

1685.



aussi que Sa Majesté voulût accorder pareillement la retraite aux Sujets de cet Etat, qui se sont fait naturaliser en France : car quoique l'on puisse soutenir que cette naturalisation les a rendus non-seulement habitans, mais même Sujets de Sa Majesté, Sa Majesté est suppliée de considérer d'un autre côté que quand ils ont obtenu ladite naturalité elle donnoit à ceux de la R. P. R. le libre exercice de cette Religion qu'il a plû à Sa Majesté de faire cesser en suite dans les Villes de leur résidence & ailleurs, quoique pourtant lesdites lettres de naturalité leur eussent été accordées, non-seulement avec cette expression qu'ils faisoient profession de la R. P. R. mais encore avec une clause spéciale que Sa M. vouloit qu'ils jouissent de la grace accordée à ses sujets de la même Religion, par les Edits de pacification des prédécesseurs de Sa Majesté ; lesquels elle avoit confirmés, & vouloit qu'ils fussent suivis & observés inviolablement. Que Sa Majesté ne voulant plus

que fcsdits Sujets jouïssent des fcsdits Edits , les Etats Généraux espèrent de Sa Majesté , que du moins elle ne voudra pas refuser aux Sujets de cet Etat qui se sont reposés sur cette fcsdite clause , si expressement inserée dans leurs lettres de naturalité , de se retirer à cette heure , qu'ils ne peuvent plus jouir de cette liberté dans le Royaume de Sa Majesté ; & qu'elle laissera aussi aux Consuls de cet Etat , la liberté qu'ils ont toujours eue comme étant une sorte de Ministres publics , du service desquels les Marchands Etrangers se servent pour faire leur négoce & trafic.

Le Roi me manda qu'il avoit reçu la Requête des Marchands d'Amsterdam, que je lui avois envoyée , & que dans le même-tems l'Ambassadeur de Hollande avoit présenté deux Mémoires de la part de ses maîtres ; l'un pour le même sujet , & l'autre tendant à ce qu'il plût à Sa Majesté permettre à tous ceux des Provinces-Unies , qui étoient habitués dans son Royaume , & même à tous ceux qui

Lettre du  
Roi du 4  
Octobre.

avoient obtenu des lettres de naturalité, d'en sortir avec leurs femmes & enfans. A l'égard de cette seconde demande, Sa Majesté me mandoit qu'elle s'étoit déjà expliquée, qu'elle ne prétendoit pas empêcher que les Sujets desdits Etats ne pussent sortir de son Royaume, & y revenir ainsi qu'ils le jugeroient à propos, pour le bien & l'avantage de leur commerce, qu'elle étoit bien aise de faciliter; mais qu'à l'égard de ceux qui s'étoient fait naturaliser, elle me répétoit encore qu'ils étoient devenus par-là ses Sujets, ainsi que lesdits Etats en tomboient d'accord par ledit Mémoire; & qu'ils se devoient contenter de jouir des mêmes avantages qu'elle laissoit à tous les autres Habitans de son Royaume de la même Religion.

Que quand au dommage qu'on prétendoit que souffriroit à Bordeaux le commerce des Hollandois, elle me disoit encore qu'il n'y avoit point eu de trouble dans ladite Ville, que tout y étoit fort tranquille, que le

commerce s'y exerçoit librement , & qu'elle vouloit bien de plus ordonner aux Intendans & Officiers de justice , de tenir la main , à ce que le trafic des Sujets des Etats Généraux , ne pût recevoir aucun préjudice des desertions de quelques particuliers , au cas qu'il y en eût qui prissent un si mauvais parti.

Il est certain que la foiblesse de Messieurs d'Amsterdam, fait un grand II Octob.  
1685. tort à la République ; car quelque bonne que soit leur intention, s'ils n'ont de la vigueur pour s'opposer aux entreprises du Prince d'Orange ; il les engagera insensiblement beaucoup plus loin qu'ils ne voudroient. Deux considérations particulieres contribuent beaucoup à rendre les Bourguemestres d'Amsterdam si retenus : ou pour mieux dire deux considérations leur servent de prétexte pour excuser leur foiblesse ; l'une est qu'ils croient que n'étant pas appuyés des autres Villes, personne ne voulant pour peu de choses s'attirer la haine du Prince d'Orange, ils s'oppose-

roient inutilement à ce Prince dans les affaires qui ne leur paroissent pas de la dernière conséquence, étant bien assurés, que quand il faudra agir tout de bon, & entrer en guerre, le Prince d'Orange ne le peut faire sans le consentement & sans le secours d'Amsterdam, & qu'ainsi ils seront toujours les maîtres de l'exécution. L'autre considération est qu'ils sont persuadés que le Prince d'Orange ne peut vivre encore deux ans. Je leur ai assez remontré l'inconvénient de leur premier raisonnement; à l'égard du second, je leur ai fait dire que c'étoit un bruit que le Prince d'Orange faisoit courir afin qu'ils se missent moins en peine de ce qu'il entreprendroit; mais qu'ils devoient se souvenir que ses Medecins disoient la même chose il y a cinq ans, & qu'il pourroit bien en deux ans de tems faire tant de tort à la République, qu'elle ne s'en releveroit jamais.

Le Landgrave de Hesse voulut faire négocier un Traité pendant le sé-



jour qu'il fit à la Haye : mais comme il demandoit des subsides , il ne put rien obtenir.

Les Etats Généraux avoient le même différend avec le Duc de Zell , qu'ils avoient eu auparavant avec l'Electeur de Brandebourg , ne prétendant pas lui payer des subsides au-delà de l'année 1676. Ils lui devoient par-dessus cela quelques restes de subsides qu'ils ne lui contestoient pas ; ils en devoient aussi au Duc d'Hanover , à qui ils en avoient accordé jusqu'en 1678. Par une convention particuliere , ces deux Princes insistoient depuis long - tems , mais principalement depuis un an pour être payés. Le Pensionnaire Fagel a répondu il y a quelque tems à leurs Ministres , que les Etats Généraux ne les payeroient pas à moins qu'ils ne renouvellassent leurs Traités qui doivent expirer dans deux ans. Cette réponse a fort offensé les Princes de Lunebourg , qui croient devoir être payés sans qu'ils soient nécessités pour cela de renouveler

leurs engagements. Ils ont ordonné à leurs Ministres de parler fortement : mais il n'y a nulle apparence qu'ils obtiennent rien.

Le Prince d'Orange vient d'enfreindre si hautement les privilèges des Villes , dans l'élection qu'il a faite des Echevins de Leyde , qu'il ne laisse plus aucun lieu de douter qu'il ne veuille dorénavant user d'une autorité despotique. La Ville de Leyde ayant nommé huit Echevins , en a envoyé la liste au Prince d'Orange , afin qu'il en choisît quatre. C'est la coutume , & c'est le droit de toutes les Villes. Le Prince d'Orange a pris prétexte qu'un de ceux qui lui étoient présentés n'avoit pas les qualités requises , & qu'un autre est né à Batavia ; quoique ce dernier soit actuellement du Conseil de Leyde. Cependant le Prince d'Orange sur ce prétexte a rejeté la nomination , & sans dire à ceux de Leyde d'en faire une autre , il a nommé quatre Echevins dont il n'y en a pas un qui soit dans la liste qui lui a été présentée.

Cette

Cette affaire qui va à renverser les Loix de la République, & qui détruit la souveraineté des Vill s, fait bien du bruit. Deux des Echevins nommés par le Prince d'Orange, ont refusé d'entrer par cette voie dans cet emploi; les deux autres l'ont accepté. Ceux de Leyde ont fait la-dessus des démarches qui ne se soutiennent pas; car ils ont fermé leurs portes, ils ont redoublé la garde, & ne laissent plus entrer personne sans s'en informer: ils ont pris résolution de sacrifier biens & vies, pour le maintien de ce droit qu'ils ont mis dans leur résolution, être la perle de leur Couronne. Cependant au lieu de s'absenter de l'assemblée de Hollande, & de déclarer qu'ils n'y envoyeroient plus de Députés, que ce tort qu'on leur a fait ne fût réparé, ils sont venus faire des plaintes à l'assemblée de Hollande. Le Pensionnaire Fagel a eu encore la hardiesse de leur reprocher cette démarche, & de leur dire qu'ils devoient s'adresser au Prince d'Orange. La Province de Hollande a écrit là-

dessus à ce Prince , & on vient de m'assûrer qu'il fera ici demain ou après demain pour cette affaire.

Je ne puis encore dire précisément ce qui en arrivera : les huit Capitaines des Bourgeois se trouvent partagés , quatre pour la Ville , quatre pour le Prince d'Orange. Des douze Ministres prédicants qui ne laissent pas de se mêler de ces sortes d'affaires , il y en a sept pour la Ville , & cinq pour le Prince d'Orange. Le Conseil de Ville se trouve aussi en quelque façon divisé , y en ayant treize pour le Prince d'Orange, de trente-neuf dont ce Conseil est composé. Mais les Bourgeois abandonneroient bientôt , & leurs Ministres & leurs Capitaines de quartier , & soutiendroient les armes à la main le bon parti , si le bon parti étoit capable de prendre une bonne résolution.

Je vois beaucoup d'honnêtes gens qui ne sont pas fâchés de toutes ces violences que fait le Prince d'Orange , & qui croient qu'il en fera tant ,

qu'enfin on ouvrira les yeux , & qu'il obligera les Etats à prendre malgré qu'ils en ayent d'autres mesures pour défendre leur liberté. J'ai entré dans cette opinion là , & je crois encore qu'on pourra peut-être dans la suite tirer quelque fruit pour le bien de l'Etat de toutes ces violences du Prince d'Orange. Cependant je crois qu'il n'y a pas moins à appréhender qu'il n'intimide si fort tous ceux du Gouvernement en maltraitant ceux qui s'opposent à ses volontés , qu'il ne fasse impunément après tout ce qu'il lui plaira.

Je ne manque pas , de représenter en ces sortes d'occasions ce que je dois aux bien-intentionnés ; & quoique je ne puisse pas porter ceux qui sont dans le Gouvernement à agir comme ils le devroient en cette occasion , cependant je croirois n'avoir pas mérité la grace que Sa Majesté a eu la bonté de me faire si j'en profitois à cette heure ; ainsi je ne partirai pas encore de la Haye , & j'attendrai pour voir la fin de ce de-



fordre, & pour en rendre compte à Sa Majesté.

M. de Starembourg a écrit aux Etats, qu'il avoit présenté deux Mémoires à M. le Marquis de Croissy l'un sur les affaires de la Religion l'autre sur les affaires du Commerce qu'il lui avoit été répondu que le Roi n'empêcheroit point les Hollandois qui ne sont pas naturalisés de sortir de son Royaume, qu pour ceux qui sont naturalisés ils sont devenus ses sujets ; & que pour ce qui est du Commerce il n'avoit point été troublé, & qu'il ne le seroit point. Les Etats ont délibéré sur cette lettre, ils ont trouvé à redire que M. de Starembourg ne leur ait pas envoyé copie de ses Mémoires ; ils lui ordonnent par une lettre qu'ils lui écrivent aujourd'hui de le faire : parce qu'ils veulent voir les raisons qu'il a employées en faveur de leurs sujets naturalisés ; ils lui répètent les raisons qu'ils lui ont déjà fournies là-dessus à savoir que leurs Sujets n'ont pris de lettres de naturalité, qu'à conditio

qu'ils auroient l'exercice libre de leur Religion. A l'égard de ceux qui ne sont pas naturalisés , ils lui mandent qu'il ne leur a pas expliqué si leurs femmes & leurs enfans n'auroient pas la même liberté qu'eux ; & s'il ne leur sera pas permis aussi d'emporter leurs effets ; ils lui enjoignent de s'expliquer là-dessus, & sur-tout de faire son possible pour avoir une réponse par écrit. Pour ce qui est du Commerce ils lui écrivent de représenter le dommage qu'apporte la grace accordée par le Roi , à ceux qui ont changé de Religion de pouvoir ne payer leurs dettes de trois années ; c'est-là , la substance de la résolution des Etats , & de la lettre qu'ils doivent écrire aujourd'hui à leur Ambassadeur.

Un homme écrivit en même-tems trois ou quatre lettres au Roi , & autant à moi , pour dire qu'il pouvoit découvrir plus de vingt millions que les Huguenots de France pouvoient faire sortir du Royaume.

Le Roi m'avoit mandé qu'il

M iij

Lettre du  
Roi, du 11,  
Octobre.

croyoit que Messieurs d'Amsterdam étoient un peu plus en repos par la déclaration qu'il leur avoit fait faire.

43. Octob.

Je lui répondis qu'il étoit vrai que les Marchands d'Amsterdam avoient été un peu remis par les assurances que j'avois données à leurs Bourguemestres , & par les lettres que M. de Starembourg avoit écrites aux Etats Généraux , que Sa Majesté ne prétendoit point que l'on troublât leur Commerce ; mais comme leurs correspondans leurs mandoient tous les jours de nouvelles choses , que les Ministres remplissoient leurs prêches de mille impostures , & que les Partisans du Prince d'Orange fomentoient les calomnies , on étoit fort aigri en Hollande , & ceux d'Amsterdam étoient ceux qui se signaloient le plus.

L'entreprise du Prince d'Orange sur la liberté de la Ville de Leyde , faisoit toujours beaucoup de bruit , ceux de cette Ville avoient fait un écrit très-fort ; cependant je mandai que je ne croyois point qu'ils eussent au-

cune satisfaction. Ils avoient fait une assez mauvaise démarche en remettant à la décision de la Province de Hollande, ou le Prince d'Orange, à la pluralité des petites Villes, une affaire où ils ne doivent avoir d'autres Juges qu'eux-mêmes, & sur laquelle ils n'avoient d'autre parti à prendre que de ne plus venir à l'assemblée, jusqu'à ce que le Prince d'Orange eût réparé le tort qu'il avoit fait à leur liberté.

Ce Prince qui voyoit la foiblesse de ceux qui étoient dans le Gouvernement, ne perdoit pas l'occasion d'en profiter ; il alla dans l'assemblée des Etats de Hollande, où il n'avoit point voulu paroître, depuis qu'on lui avoit refusé la levée de seize mille hommes, (sinon lorsqu'il y alla pour faire arrêter les Députés d'Amsterdam). Il crut nécessaire en cette occasion d'appuyer son entreprise par sa présence. Il représenta donc à l'assemblée que Messieurs de Leyde ayant fait une nomination de huit Echevins, parmi lesquels il y en avoit un

né à Batavia , & un autre qui n'avoit pas vingt-huit ans accomplis ; il les avoit exhortés de changer cette nomination ; qu'il avoit persisté pendant trois semaines , sans qu'ils en voulussent rien faire ; que voyant leur obstination , il avoit fait des Echevins selon le droit qu'il prétendoit en avoir , lorsque les Villes rendroient leur nomination caduque , par les défauts qui s'y rencontroient , qu'il entendoit que ceux qu'il avoit choisis fussent installés , & qu'après cela ceux de Leyde pourroient représenter leurs griefs , qu'au reste il ne prétendoit pas faire aucun préjudice aux privilèges des Villes , & qu'il déclaroit que toutes les fois qu'on lui apporteroit une nomination , dans laquelle il ne trouveroit rien à redire , il ne choisiroit personne hors de cette nomination.

Ceux de Leyde s'en retournerent chez eux pour faire le rapport à leurs Supérieurs , & revinrent le lendemain déclarer aux Etats de Hollande , que l'on avoit installé les Eche-



DE M. LE COMTE D'AVAUX. 185

vins que le Prince d'Orange avoit élus. L'assemblée de Hollande se separa là-dessus pour jusques à l'assemblée ordinaire du mois de Novembre, & le Prince d'Orange s'en retourna à la chasse à Dren.

Les affaires de la Religion continuent à faire ici bien du bruit par les faux rapports que font sans cesse les François qui sont sortis de France. Messieurs d'Amsterdam sont ceux qui paroissent le plus animés ; ils ont fait des collectes , & veulent entretenir à leurs dépens cinq nouveaux Prédicans François, outre les trois qu'ils ont eus jusqu'à cette heure.

19 Oct.

bre 1685.

Cependant le Prince d'Orange retenoit le sieur Dickfeld en Angleterre le plus long-tems qu'il pouvoit, parce qu'il lui servoit beaucoup à fomentier la révolte qu'on a vûe depuis ; il fit si bien qu'il empêcha que le Comte de Pembrock, que le Roi d'Angleterre avoit nommé Général des Anglois, selon le droit qu'il en avoit, ne vint point prendre possession de son emploi, le Prince d'O-

range ne voulant souffrir personne à la tête de ses troupes , qui ne fût absolument à lui.

Lettre du  
Roi du 18  
Octobre.

Le Roi me manda que l'Ambassadeur de Hollande avoit fait encore de nouvelles instances pour obtenir la liberté de sortir de son Royaume , en faveur de Sujets des Etats Généraux , habitués tant à la Rochelle , qu'à Bordeaux , même pour ceux qui s'étoient fait naturaliser.

A l'égard des premiers , Sa Majesté me mandoit qu'elle donneroit ordre à ses Intendans , de s'informer plus particulièrement de ceux qui vouloient effectivement se retirer , dont Sa Majesté s'assûroit que le nombre seroit très-petit , quand ils auroient fû la déclaration qu'elle avoit prise de leur continuer un aussi favorable traitement , & la même protection qu'ils avoient eue jusqu'alors : mais qu'à l'égard de ceux qui avoient pris des lettres de naturalité , quelque motifs qui les y eût pû porter , ils étoient devenus par-là ses Sujets , & indépendans de tout autre Souverain.

que de lui, & il ajoûtoit : Je suis bien aise aussi de vous dire, que Dieu ayant donné tout le bon succès que je pouvois desirer aux soins que j'apporte depuis si long-tems, à ramener tous mes Sujets au giron de l'Eglise, & les avis que je reçois tous les jours d'un nombre infini de conversions, ne me laissant plus lieu de douter que les plus opiniâtres ne suivent l'exemple des autres; j'ai interdit tout exercice de la R. P. R. dans mon Royaume, par un édit dont je vous envoie copie, pour votre instruction particulière, qui doit être incessamment porté dans tous mes Parlemens, & il se rencontrera d'autant moins de difficulté dans l'exécution, qu'il y aura peu de gens assez opiniâtres pour vouloir encore demeurer dans l'erreur.

Les efforts que les Magistrats de Leyde ont faits pour se maintenir contre l'injuste autorité du Prince d'Orange, n'ont servi qu'à augmenter son pouvoir, & à le rendre Maître de cette puissante Ville. On ne

29 Novemb.  
bre 1685.

peut assez s'étonner de l'irrégularité du procédé de ces Messieurs-ci : ils refusent un jour d'avoir aucune complaisance pour le Prince d'Orange. Ils ne veulent pas même entrer dans des temperamens qui ne vont point à blesser leurs droits & leurs privilèges, & le lendemain ils accordent tout ce que ce Prince leur demande même de plus injuste ; tel a été le procédé de Messieurs de Leyde. On a mandé au Roi , qu'ils avoient refusé aux Créatures du Prince d'Orange , de surseoir pendant trois jours l'élection de leurs Bourguemestres ; qu'ils les avoient élus , & qu'ils avoient dit qu'ils ne reconnoissoient point d'autres Supérieurs que les Etats de Hollande , & qu'ils périroient pour le maintien de leurs privilèges & de leur liberté : mais ces mêmes gens-là , se sont laissés induire deux jours après par les Emissaires du Prince d'Orange , à venir ici à la Haye se soumettre à ses volontés ; car ce Prince a cassé deux des Bourguemestres , & en a mis deux

autres absolument dépendans de lui ; & ce qui est le plus surprenant , c'est que dans l'Acte que les Magistrats de Leyde ont passé sur ce sujet avec le Prince d'Orange , ils sont convenus que toutes les fois qu'il y auroit des demêlés dans leur Ville , ils les remettroient à l'arbitrage du Prince d'Orange.

Les bien-intentionnés déplorent l'aveuglement de ces gens-là , c'est tout ce qu'ils peuvent faire : cependant le Prince d'Orange en profite , & en se rendant insensiblement Maître des Villes , il ne lui sera plus gueres difficile de faire tourner à son gré les délibérations de la Province de Hollande.

Le Prince d'Orange n'oseroit enfreindre si ouvertement les privilèges de la Ville d'Amsterdam : mais il s'y prend d'une autre manière , & a si bien fait qu'il a profité de la foiblesse des Régens d'à présent pour moyenner une espece d'accommodement avec eux. Je n'ai pû encore en pénétrer toutes les particularités : mais



autant que j'en ai pû découvrir par des personnes, & bien-intentionnées, & bien-informées, il n'y a que les mêmes conditions qui avoient été proposées autrefois ; c'est-à-dire, qu'on oublieroit le passé de part & d'autre, que Messieurs d'Amsterdam auroient pour le Prince d'Orange la déference qu'ils doivent, & que le Prince d'Orange auroit pour Messieurs d'Amsterdam la considération qu'ils méritent, que Messieurs d'Amsterdam ne feroient point de proposition à l'assemblée qu'ils ne l'eussent communiquée au Prince d'Orange. Et comme ils ont déclaré qu'ils ne prétendoient pas s'engager à suivre d'autre sentiment que celui qu'ils jugeront être pour le bien de la République, on est tombé d'accord que si le Prince d'Orange veut éviter qu'ils ne s'opposent à ses desseins, il pourra les leur communiquer avant que d'en faire la proposition à l'assemblée de Hollande, & alors ils lui diront leurs sentimens.

Van-Buning n'étoit point entré

dans cet accommodement. Le Prince d'Orange avoit refusé de recevoir ses soumissions , & Messieurs d'Amsterdam ne firent aucune instance en sa faveur : il étoit également méprisé de part & d'autre , je ne sai s'il trouvera dans la suite quelque moyen de se racrocher.

Les Bourguemestres d'Amsterdam firent entendre à leurs Amis , que c'étoient les affaires des Huguenots de France qui les avoient pousseés à se raccommoder avec le Prince d'Orange. Il est vrai que cela avoit animé quelques-uns d'eux qui étoient les plus zelés pour la Religion. Il est certain que cela servit aussi de prétexte à la foiblesse de quelques-uns qui n'ont pas été fâchés de se raccommoder , & de profiter de cette occasion , voyant que le Public qui étoit excité par les déclamations des Ministres François , & par les faux rapports de ces Réfugiés , témoignoit une grande animosité.

Le Prince d'Orange avoit fait courir le bruit , que Sa Majesté m'avoit

commandé de redemander tous les Huguenots François réfugiés dans les sept Provinces, comme on disoit que Sa Majesté les avoit fait demander à Geneve, & aux Cantons Suisses. Je trouvai Messieurs d'Amsterdam fort allarmés de cette nouvelle : car ils ne vouloient pas laisser sortir les Réfugiés, quelque chose qui leur en pût arriver. Je les détrompai de ces faux bruits, & cela les remit en quelque façon.

Le Conseil d'Etat travaille à l'état de guerre. Le Prince d'Orange n'a point proposé jusqu'à cette heure de faire des recrûes, & je sai de bonne part, que Messieurs d'Amsterdam ont témoigné au Prince d'Orange qu'ils n'y consentiront point.

Le rapport des Ambassadeurs des Etats Généraux, qui avoient été en Angleterre fut très-fort : ils assurèrent les Etats, que le Roi d'Angleterre leur avoit dit, qu'il avoit refusé de faire aucune alliance, ni même d'en renouveler avec le Roi, qu'il connoissoit les suites funestes que  
pourroit

pourroit avoir une pareille liaison : qu'il ne vouloit d'alliance qu'avec les Etats Généraux & avec l'Espagne ; & qu'il espéroit moyennant cela de maintenir la paix dans l'Europe.

Il est arrivé ces jours-ci beaucoup d'Officiers Huguenots des troupes de V. M., on en compte à cette heure jusqu'à trente-deux, ils sont à tous momens dans l'antichambre du Prince d'Orange, où ils sollicitent de l'emploi.

Je me donne l'honneur d'envoyer à Votre Majesté, un imprimé que l'Electeur de Brandebourg fait distribuer ici, pour inviter les Huguenots de France à aller dans ses Etats, sous l'espérance des grands avantages qu'il leur promet.

Un nommé Vincent, Marchand d'Amsterdam, m'a fait prier aujourd'hui par un de ses Amis, de demander un passeport à Votre Majesté, pour son frere, qui avoit entrepris ci-devant des manufactures de papier à Angoulême. Il est certain que ce

Vincent qui est à Paris à cette heure est Hollandois , & qu'il n'est point naturalisé : mais il est encore plus certain que sa sortie causera quelque préjudice ; car il maintenoit avec son frere qui est à Amsterdam , plus de cinq-cents Ouvriers auprès d'Angoulême. Il y en a déjà beaucoup qui se sont retirés en ce pays-ci , où l'on va établir des papeteries. Comme ces sortes d'Ouvriers pourront bien demeurer lorsqu'ils trouveront à travailler , peut-être que si quelqu'un entreprenoit de maintenir ces papeteries à Angoulême , on empêcheroit tous ces gens-là de sortir du Royaume.

Cependant on avoit des avis de tous côtés , que plusieurs Huguenots sortoient , même des nouveaux Convertis , & qu'ils emportoient de grandes sommes d'argent de France , tant en lettres de change qu'en argent monnoyé.

6 Decem-  
bre 1685.

Les Bourguemestres d'Amsterdam n'avoient pas encore donné part de leur reconciliation avec le Prince



DE M. LE COMTE D'AVAUX. 195

d'Orange au Conseil de leur Ville, les Créatures du Prince d'Orange faisoient bien du bruit de cet accommodement, croyant que cela les remettroit en crédit auprès des Princes Etrangers. Je ne manquai pas de faire voir à ceux d'entr'eux avec qui j'étois en commerce, que ce Prince ne vouloit autre chose que faire éclater cet accommodement, & qu'il se prévaudroit contr'eux & à leur propre ruine, du crédit que cela pourroit lui donner au dehors & au dedans de la République.

Mais au fond tout dépendra des 29 Novem-  
bre 1685. Bourguemestres que Messieurs d'Amsterdam éliront à la Chandeleur. Comme les intérêts de cette Ville sont toujours les mêmes; s'ils sont appuyés par des Bourguemestres qui ayent de la vigueur, le Prince d'Orange se trouvera toujours traversé, toutes les fois qu'il voudra engager Messieurs d'Amsterdam, au-delà de ce qu'ils croiront être de leurs intérêts; & si au contraire les Bourguemestres qu'on élira sont foibles, &

Nij

timides comme ceux d'à présent , cet accommodement leur donnant lieu d'agir de concert avec le Prince d'Orange , il est à craindre qu'ils n'ayent des complaisances pour lui , qui seront fort nuisibles à leur République.

6 Decem-  
bre 1685.

Car , Sire , je supplie très-humblement Votre Majesté , de me permettre de lui dire que dans Amsterdam , il n'y a peut-être que quatre ou cinq personnes qu'on puisse appeller bien-intentionnés ; c'est-à-dire de ceux qui sont bons Républicains , & qui n'ont nul ménagement pour le Prince d'Orange , quand il s'agit du bien de l'Etat. Presque tous les autres sont obligés à la vérité par l'intéret d'Amsterdam d'être Républicains : mais leur intérêt particulier , ou leur propre foiblesse les oblige souvent à avoir de la complaisance pour ce Prince ; c'est ainsi qu'ils ont été contre lui , & qu'ils se sont rendus aux remontrances des bien-intentionnés , lorsqu'il les a voulu engager dans la guerre , & qu'ils se sont raccommo-  
dés à cette heure avec lui , par pure

complaisance & foiblesse, parce qu'il ne s'agit plus d'affaire de si grande importance. Je ne puis parler à ces derniers dans la situation où sont les choses, sans que cela produise de très-mauvais effets; ainsi je me contente de m'adresser aux premiers: mais je ne puis à cette heure avoir que très-difficilement commerce avec eux, & eux-mêmes n'oseroient déclarer leurs sentimens dans leurs assemblées, premierement parce qu'ils sont déjà assez suspects, & qu'on les accuse d'être bons François; de sorte qu'ils sont obligés d'agir avec plus de retenue; en second lieu parce qu'étant abandonnés des autres, ils ne gagneroient rien dans l'agitation où l'on est à présent ici; & enfin, Sire, c'est qu'ils sont un peu touchés de ce qui se passe en France, non qu'ils y prennent intérêt, ni qu'ils se fassent de l'affaire; mais à cause que cela a donné lieu aux autres de les abandonner, & de s'accommoder avec le Prince d'Orange. C'est ce qui me fait résoudre

à ne me donner à cette heure aucun mouvement , & attendre seulement l'occasion où les intérêts du Prince d'Orange & de la Ville d'Amsterdam , qui sont si contraires, les diviseront.

Messieurs d'Amsterdam alleguent à leurs Amis pour une des raisons de leur accommodement qu'ils se sont vûs delaissés de tous les autres membres de l'Etat : ils prétendent que la plûpart des petites Villes qui étoient bien aise d'éviter l'indignation du Prince d'Orange , ne s'opposoient pas à ses desseins , dans l'espérance que Messieurs d'Amsterdam sauroient bien les traverser ; qu'ainsi ils demeureroient toujours en bute au Prince d'Orange , sans même être aidés par ceux qui avoient le plus d'intérêt à les seconder. Qu'à cette heure que ces petites Villes n'aurent plus les mêmes confiances , elles songeront un peu plus serieusement à leurs propres intérêts. En effet , Sire , les Députés de deux ou trois Villes de Northollande , qui ont consenti à la fin

de l'année passée , à la continuation de l'état de guerre , s'imaginant que Messieurs d'Amsterdam seroient capables eux seuls de faire resoudre une cassation , ont témoigné ces jours-ci à Messieurs d'Amsterdam , l'impuissance où ils étoient d'entretenir l'état de guerre , & les ont priés de demander une reforme : mais ceux d'Amsterdam leur ont témoigné qu'ils avoient persisté eux seuls toute cette année à demander une cassation ; que les autres & eux qui parloient avoient voulu continuer l'état de guerre , qu'ils pouvoient donc le payer tant qu'il leur plairoit , & que Messieurs d'Amsterdam ne s'en mêleroient pas.

On croit , Sire , qu'une des choses dont le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam sont convenus , est qu'on ne feroit point de recrues , comme le Prince d'Orange avoit proposé , ni de cassation comme Messieurs d'Amsterdam ont demandé depuis un an. En effet le Conseil d'Etat a déjà réglé l'état de guerre



pour l'année prochaine , sur le pié de celui de l'année passée , & a présenté aux Etats Généraux la petition qu'il en fait tous les ans ; on a porté cette petition des Etats Généraux ; aux Etats de Hollande , qui se sont séparés pour se rassembler le 17 de Décembre.

Le Prince d'Orange s'étoit servi pour porter les Etats à faire des recrues du rapport que les Ambassadeurs de cet Etat ont fait de leur Ambassade en Angleterre : ils ont dit aux Etats Généraux que le Roi d'Angleterre les avoit assurés qu'il auroit au Printems trente mille hommes , & quarante vaisseaux en mer , & qu'il les convioit à se mettre aussi en meilleure posture qu'ils ne sont à cette heure , & que c'étoit le meilleur moyen pour conserver le repos dans l'Europe.

M. de Starembourg écrivit aux Etats une lettre qui fit bien du bruit à cause des défenses que Votre Majesté lui a fait déclarer qu'elle feroit à ses Sujets d'aller chez lui au prêche.

M. d'Odick & les Partisans du Prince d'Orange , dans les Etats Généraux , dirent qu'il falloit défendre aux Catholiques de venir chez moi ; les autres témoignèrent que ce que l'on faisoit en France ne devoit avoir aucune influence sur les Catholiques de ce pays , ainsi après beaucoup de débats on ne conclut rien.

*Extrait de la Lettre de M. de  
Starembourg.*

A Paris , le 30 Novembre 1685.

Messieurs les Introduceurs des Ambassadeurs , sçavoir, de Bonneuil & Girault , vinrent Lundi passé à la Cour de leurs Hautes-Puissances , & me dirent de la part du Roi , que Sa Majesté entendoit que les prédications qui se font à la Cour de leurs Hautes-Puissances , se fissent en Hollandois , & que de plus Sa Majesté feroit défenses à ses Sujets , d'aller au Prêche chez les Ministres Etrangers , ou d'y faire aucun exercice de Religion.

Je répondis à ces Messieurs , que pour ce qui regardoit le premier point , je pouvois les assûrer qu'à la Cour de leurs Hautes-Puissances , les Prédications se faisoient toujours en Hollandois , & que je n'avois d'autre ordre que de les faire continuer en la même langue. Que pour ce qui étoit du second point , je croyois qu'il ne me touchoit aucunement , non plus que les autres Ministres Etrangers , puisque Sa Majesté pouvoit donner à ses Sujets tel ordre que bon lui sembleroit , & que je ferois savoir à leurs Hautes-Puissances ce qu'ils étoient venus me dire.

Messieurs les susdits. Introduc-teurs ont été faire la même notification aux Ministres de Suede , de Danemarck & de Brandebourg.

Quoiqu'on soit ici fort aigri sur les affaires de la Religion , je ne vois pas d'apparence jusqu'à cette heure qu'on chasse les Catholiques de ce pays comme le bruit en avoit couru. Messieurs d'Amsterdam & de Rotterdam , ayant fait entendre qu'ils don-

neroient retraite dans leurs Villes à tous les Catholiques qui y voudroient venir. Ceux de Zelande ne sont pas à se repentir de la faute qu'ils ont faite là-dessus : ils chassèrent il y a environ 5 mois beaucoup de Catholiques hors de leur Province. Ceux-ci se sont venus habituer à Rotterdam. Les Etats de Zelande voyant qu'ils avoient emporté avec eux des effets considérables , & que cela nuisoit au commerce de leur Province, ont rappelé ces gens-là qui n'ont pas voulu retourner, se trouvant bien à Rotterdam.

Il arriva encore avant-hier six Officiers de la garnison du Quesnoy , je n'ai pû savoir leur nom , non plus que des premiers : car ils les cachent soigneusement. Le Prince d'Orange avoit eu dessein de faire lever deux Régimens pour tous les Officiers Huguenots , qui viendroient de France : mais les Etats ont refusé d'augmenter leurs troupes. Sur ce prétexte on dit qu'on leur donnera des pensions : mais jusqu'à cette heure , cela n'est

pas resolu. Le sieur Dieft les fait chercher, & les invite d'aller à Berlin, leur offrant de l'argent pour leur voyage.

Les honnêtes gens furent bien aises d'apprendre que le Roi d'Angleterre avoit été obligé de proroger son Parlement, & qu'ainsi le Prince d'Orange ne pût s'autoriser du secours de l'Angleterre.

13 Decem-  
bre 1685.

Je fus informé que le Roi d'Angleterre avoit dit à quelques personnes de son Conseil, que non seulement les Rebelles Anglois qui étoient en Hollande, mais encore plusieurs personnes du Gouvernement des Etats Généraux, avoient sollicité les membres du Parlement d'Angleterre, à tenir la conduite qu'ils avoient tenue à l'égard de Sa Majesté Britannique.

Il est à remarquer que c'est la faction du Prince d'Orange qui fut la plus opposée aux intérêts du Roi d'Angleterre, dans les dernières seances du Parlement.

6 Decem-  
bre 1685.

Je mandai à M. de Louvois, que



parmi les Officiers Huguenots qui étoient arrivés de France, il y en avoit deux qui se repentoient de ce qu'ils avoient fait, & qu'ils m'avoient fait dire qu'ils auroient bien voulu s'en retourner. Je demandai à M. de Louvois ce que j'aurois à leur répondre, & à ceux qui dans la suite pourroient avoir le même sentiment, que je pourrois découvrir par ceux-ci le nom de tous ceux qui étoient arrivés.

L'état de guerre est de quarante mille hommes sur le papier, & de trente-trois milles effectifs.

Le Prince d'Orange donna d'abord un emploi considérable à Goulon pour le retenir.

Le Prince d'Orange fit insinuer à Messieurs d'Amsterdam, qu'il seroit bien aise qu'ils le priassent d'aller à Amsterdam : mais ils n'en voulurent rien faire, & les Amis du Prince d'Orange, ayant mis cette affaire en délibération dans le Conseil d'Amsterdam, on résolut de s'en excuser sous prétexte de la saison qui étoit trop incommode.

13 Decemb.  
bre 1685.

Le Prince d'Orange fut quelque tems sans rien faire pour les Officiers Huguenots , de sorte que quelques-uns furent en balance s'ils ne retourneroient pas en France.

On recommença à parler avec beaucoup d'aigreur dans les Etats Généraux, des défenses que Votre Majesté a fait faire à ses Sujets , d'aller aux Prêches chez les Ministres Etrangers qui ont l'honneur de résider à sa Cour. M. d'Odick & quelques autres qui ne sont pas plus sages que lui , vouloient que l'on ne défendît aux Catholiques de ce pays que ma Chapelle : les autres ont désapprouvé cette pensée , croyant que Votre Majesté auroit raison de s'en offenser , & ont dit qu'il seroit mieux de défendre généralement d'aller à l'Eglise chez tous les Ministres Etrangers qui sont ici ; mais qu'il falloit veiller plus soigneusement sur ma chapelle , que sur celles des autres Ministres. Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ne sont pas d'un de ces deux avis. Ils ont dit que cela

ne valloit pas la peine, & qu'il ne falloit pas faire les choses à demi, de sorte que l'on ne fait encore à quoi les Etats se détermineront. La plus vraisemblable opinion est qu'ils ne feront rien du tout, à moins qu'ils ne chassent tous les Religieux & tous les Prêtres Etrangers, ne réservant que ceux du pays, c'est à quoi ils pourroient bien se déterminer.

Le Prince de Nassau partit avant-hier matin fort brusquement de la Haye, sans avoir pris congé du Prince, ni de la Princesse d'Orange. Il avoit eu un démêlé fort violent, lundi au soir avec le Prince d'Orange, sur ce qu'il n'a pas proposé au Conseil d'Etat, de le faire Maréchal Général comme il le lui avoit promis. On croit qu'il est allé trouver Messieurs d'Amsterdam, & qu'il leur parlera avant que d'aller en Frise: mais je ne crois pas pour cela que Messieurs d'Amsterdam prennent si-tôt confiance en lui, après qu'il les a abandonnés l'année passée; d'ailleurs ils le connoissent pour avoir bien peu

d'esprit , & savent qu'il est gouverné par le Ministre Vandervaye , qui fut encore avant-hier enfermé avec le Prince d'Orange.

Je fus averti en grand secret que le Prince d'Orange avoit dit en confidence à l'Envoyé de Suede , pour qui il n'avoit rien de caché , qu'on avoit bien vû des changemens depuis quelques années ; mais qu'il ne mourroit point qu'on n'en vît encore qui surprendroient bien du monde.

On ne parle presque point ici des affaires d'Orange , ce qui est d'autant plus surprenant qu'il n'y arrivoit pas autre fois la moindre bagatelle que le Prince ne la relevât extrêmement , & dont il ne fit bien du bruit : cela fait juger qu'il n'espere pas que les Etats entrent dans sa querelle , & qu'ainsi il n'en veut point témoigner son déplaisir lorsqu'il n'en peut tirer aucune utilité.

On trouvoit des Marchands sur les chemins vêtus en Payfans , & en gens qui demandoient l'aumône , qui avoient chacun deux & trois mille pistoles

teles sur eux , qui sortoient à cause de la Religion.

Le Roi me manda qu'il avoit lieu d'espérer que la conversion de ses Sujets seroit entierement achevée dans le même-tems , & que la liberté du Commerce étant parfaitement rétablie , je trouverois encore dans la Ville d'Amsterdam les mêmes dispositions qu'elle m'avoit témoigné ci-devant à conserver ses mêmes privilèges & libertés , & à éviter tous les engagemens qui pourroient déplaire à Sa Majesté.

Lettre du

Roi du 6

Decembre

1685.

Il ajoûta , je ferai informer de ce qui vous est exposé par le Marchand d'Amsterdam , dont vous m'écrivez , & j'ai lieu de croire que la liberté qui est laissée à tous les Sujets des Etats Généraux d'exercer leur Commerce , leur ôtera la pensée de se retirer , ce qui , néanmoins , leur sera permis de faire , s'ils persistent dans cette résolution.

Messieurs d'Amsterdam furent mécontens du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , ni l'un ni l'autre

20 Decembre

bre 1685.



ne leur tenant parole sur le rétablissement du Tarif , & ils commencerent à s'appercevoir qu'on les avoit trompés. On me donna avis qu'ils avoient résolu de me faire de fortes instances pour les Hollandois non naturalisés qui étoient dans le Royaume , lesquels demandoient tous les jours des passeports par la terreur panique qu'ils avoient qu'on leur envoyât des Dragons ; & j'assûrai le Roi que de dix Hollandois non naturalisés qui demandoient des passeports , il y en avoit neuf qui n'en demanderoient point , s'ils étoient assurés de n'avoir point de gens de guerre chez eux.

Les Etats avoient résolu de me venir faire de grandes plaintes sur ce que M. de Starembourg leur a mandé qu'on avoit fait mettre des Dragons chez le Consul Hollandois qui est à Nantes , prétendant que c'étoit contre le droit des gens , & autres choses semblables. Mais Messieurs d'Amsterdam ayant remontré que leur Consul n'avoit point été reçu à Nantes , & que sa qualité n'étoit

point reconnue en France ; qu'au contraire il s'étoit fait naturaliser François, on a fursis l'exécution de cette résolution , & on a écrit à M. de Starembourg de s'informer si cet homme n'a pas été reçu Consul en France, & s'il y est naturalisé. Ce même homme de Nantes a écrit depuis qu'on l'avoit approché nud auprès d'un grand feu , & qu'on l'avoit à demi rôti pour le faire changer de Religion : on a fait inserer sa lettre dans la Gazette Flamande de ce pays, où on a mis toutes les circonstances les plus fortes , pour exciter le Peuple à compassion pour ceux de la Religion , ou plutôt à la fureur contre les François.

Un Bourgeois de Harlem m'est venu représenter que son fils étoit allé à Rouen depuis quelques années, pour y exercer son négoce, qu'il ne s'y étoit point marié , & qu'il ne s'étoit point non plus fait naturaliser ; que cependant les Echevins de la Ville sont venus chez lui depuis quelques jours , lui ont demandé son

nom & sa Religion , & l'ont menacé de lui envoyer des Dragons , s'il ne changeoit de Religion. Son pere fait bien du bruit , & demande un passeport , il m'a apporté le présent certificat de la Ville de Harlem ; mais je vois bien qu'il n'insistera pas pour le passeport lorsque son fils n'appréhendera plus qu'on lui envoie des Dragons.

Cependant les Gazettes étoient toutes plaines de mille choses , & vraies & controuvées touchant les Protestans de France , que l'on débitoit pour animer le Peuple.

Lettre du  
Roi du 20  
Decembre  
1685.

Le Roi me manda que quelque résolution que pussent prendre les Etats Généraux , elle n'apporteroit aucun changement aux mesures qu'il avoit prises pour la conversion de ses Sujets.

20 Decem-  
bre.

Comme j'ai tenu toujours la même conduite avec Messieurs d'Amsterdam , depuis leur accommodement avec M. le Prince d'Orange , & que j'ai témoigné une fort grande indifférence sur cette conciliation qui

faisoit seulement cesser la division dans la Republique sans qu'on eût pour cela rien concerté contre les intérêts du Roi, cela fit un très-bon effet, & Messieurs d'Amster-  
 dam me vinrent voir, bien moins  
 pour me parler d'aucunes affaires de  
 conséquence, que pour ne pas laisser  
 interrompre notre Commerce; ils  
 me parlerent cependant de quelques  
 Bourgeois d'Amsterdam habitués à  
 la Rochelle, & qui n'étoient point  
 naturalisés, qui demandoient des  
 passeports pour revenir. La réponse  
 que je leur ai fait, a été que Votre  
 Majesté ne refusoit point de passe-  
 ports aux Hollandois qui n'ont pas  
 été naturalisés, & qu'ainsi ces person-  
 nes-là ne devoient pas douter qu'on  
 ne leur en donnât; mais que comme ils  
 ne souhaitent sortir du Royaume, que  
 par l'appréhension qu'ils ont du loge-  
 ment des gens de guerre; je priois  
 Messieurs d'Amsterdam de mander à  
 ces gens-là de se donner patience,  
 & que quand ils verroient qu'ils exer-  
 ceroient leur commerce avec la mê-

27 Decem-  
 bre 1685.

me liberté qu'ils ont fait jusques ici ; ils seroient fort aises alors de demeurer , & ne demanderoient plus de passeports.

Je me suis servi de cette occasion pour faire voir à Messieurs d'Amsterdam , que le zele qu'à Votre Majesté de reunir ses Sujets dans une même Religion , ne devoit avoir aucune influence sur les affaires du dehors ; qu'ils ne devoient non plus ajoûter aucune foi à toutes les impostures des Refugiés de France ; que je pouvois les assûrer en leur particulier que Votre Majesté avoit toujous la même bonne volonté pour eux , & que pourvû qu'ils demeurassent dans les sentimens de conserver une bonne intelligence avec Votre Majesté , & d'empêcher que les Etats ne prennent aucunes mesures qui soient contraires à ses intérêts , ils recevraient dans toutes les occasions , soit pour le maintien de leur liberté , soit pour l'avantage de leur Commerce des effets de la protection , & des marques de la bienveillance de Votre Majesté.



Messieurs d'Amsterdam m'ont témoigné, que ce qui s'étoit passé en France au sujet de la Religion, avoit changé la face des affaires de ce pays, qu'ils avoient été obligés de faire quelques démarches qu'ils n'auroient pas faites sans cela : parce qu'ils s'étoient trouvés en bute à tous ceux du Gouvernement, & même exposés aux reproches de tous leurs Bourgeois, qui étoient fort animés par les lettres qui viennent de France, & par le rapport de ceux qui en sont sortis : mais que cependant ils avoient toujours conservé les mêmes sentimens qu'ils m'ont témoignés autrefois, & qu'ils étoient d'autant plus aises d'apprendre par moi la continuation de la bonne volonté de Votre Majesté pour eux, qu'ils avoient été un peu alarmés de ce que quelques Ministres de Votre Majesté qui sont dans les Cours Etrangères, avoient parlé contre Messieurs d'Amsterdam.

La Province de Hollande a consenti l'état de guerre sur le pié de l'année précédente.

Malgré tout ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté de Messieurs d'Amsterdam, je ne voudrois pas assûrer qu'ils ne se laissassent aller aux volontés de M. le Prince d'Orange, s'il se présente quelque occasion considérable avant que la rumeur qu'excitent ici les affaires de la Religion soit un peu apaisée : mais au moins cela doit faire connoître qu'il n'y a point de liaison si étroite entre le Prince d'Orange, & les Bourguemestres d'Amsterdam, & je sai que si ces derniers-ci ne changent de sentiment, ils éviteront avec autant de soin qu'on ne croie dans les Cours Etrangères, qu'ils se sont réunis avec M. le Prince d'Orange, que ce Prince a déjà témoigné d'empressement de faire accroire que Messieurs d'Amsterdam sont dans ses sentimens, & dans ses intérêts.

Le Prince d'Orange s'est enfin déterminé à demander que l'on fît un fonds pour les Officiers François qui sont ici ; il avoit même dressé l'état de ce qu'il falloit donner à chacun,

ne doutant point que puisque les Villes particulieres donnent par forme d'aumône, des sommes considérables pour les François Refugiés, les Etats ne consentissent à assigner un fonds réglé pour faire des pensions à ces Officiers. Toutes-fois les Députés de Hollande, à qui le Prince d'Orange s'est adressé, n'ont pas été aussi vite qu'il l'avoit crû, & ils se sont contentés de recevoir la proposition, & de se charger d'en aller rendre compte à leurs Supérieurs. Je vois cependant beaucoup d'apparence que l'affaire se fera, parce que les Etats Généraux auront peu à fournir; le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, ayant trouvé presque tout ce qu'il faut pour ces pensions dans les fonds qui sont destinés pour les Ambassadeurs, & pour les correspondances secretes.

Le Prince d'Orange propose de faire donner par an dix-huit cents livres monnoye de Hollande aux Colonels, treize cents livres aux Lieutenans-Colonels, onze cents livres aux

Majors, neuf cents livres aux Capitaines, cinq cents livres aux Lieutenans, & quatre cents aux Enseignes & Cadets; la proportion de l'argent de France à celui de Hollande, est de six à cinq, c'est-à-dire, que six-francs de France, n'en font que cinq d'ici, vingt-quatre livres, en font vingt, & six cents livres cinq; on distribuera ces Officiers dans différens Corps, pour remplacer les Officiers qui viendront à mourir.

Lettre de M. de Louvois me manda, que le M. de Louvois, du 14 Decembre 1785. Roi ne desiroit pas que j'écoûtasse les Officiers François de la R. P. R. qui se sont retirés en Hollande, lesquels seroient bien aises de revenir, puisque Sa Majesté ne voudroit pas souffrir qu'ils rentrassent à son service.

3 Janvier 1686. Je mandai au Roi, que ce qu'il me feroit l'honneur de m'envoyer pour détruire la calomnie, que l'on débite ici au sujet du prétendu Consul à Nantes, me seroit très-utile, cette affaire étant une de celles qui a fait le plus d'impression. Le beau-frere de ce consul ayant fait voir de ses Lettres, dans

lesquelles après avoir exagéré tous les maux qu'on lui a faits , il mande qu'il pria les Dragons de le tuer , qu'ils lui répondirent qu'ils n'en avoient pas la permission , mais qu'il leur étoit ordonné de lui faire tout le mal qu'il pourroit endurer sans mourir , & la nouvelle s'étant répandue ici , que ce prétendu Consul est mort ; cela a donné lieu de croire que tout ce qu'il a mandé est vrai , & qu'il est mort de la violence des tourmens qu'il a soufferts.

D'ailleurs la plûpart des Réfugiés inventent & débitent tant de différentes choses , que bien des gens croient qu'il est impossible qu'il n'y ait une partie de vrai : je n'en importunerai pas Votre Majesté , j'aurai seulement l'honneur de lui dire , que la Princesse d'Orange qui paroïsoit au commencement , n'ajoutera pas beaucoup de foi à tout ce qui se débite là - dessus , est la première à cette heure à en parler , & à l'exagérer , ayant dit il n'y a que deux jours qu'on avoit mis du feu sous des filles.



& qu'on leur avoit fait souffrir de cette maniere pendant deux heures, les plus cruelles douleurs du monde.

Le sieur de Starembourg mande seulement aux Etats, que ce Consul lui a écrit, que la force des tourmens l'avoit fait changer.

J'avois decouvert, que le Roi de Suede devoit faire proposer au Roi d'Angleterre une alliance, ou un renouvellement d'alliance, & que le dessein du Prince d'Orange, est d'y engager les Etats Généraux s'il lui est possible; le sieur Dickfeld ayant demandé aux Etats Généraux, s'il ne seroit pas à propos d'ordonner au sieur Citters, à son retour en Angleterre, d'appuyer la négociation de l'Envoyé de Suede, & même d'y entrer au nom des Etats Généraux, pour se garantir respectivement les Traités faits entre ces trois Puissances.

4 Janvier.

Le Prince d'Orange qui avoit envie d'avoir le Comté de Bentheim, s'entremettoit vivement dans cette affaire, en faveur des jeunes

Comtes , contre leur pere qui s'étoit fait Catholique ; & comme ce Comté est fort à la bien-séance du Prince d'Orange , & qu'il est proche du Comté de Lingen , il avoit dessein d'unir ces deux Etats ensemble. L'Electeur de Brandebourg , prenoit aussi vivement parti pour ces jeunes Comtes de Bentheim , il s'étoit déclaré depuis quelque mois en faveur des enfans. Les Etats Généraux doivent écrire sur ce sujet à tous les Princes Protestans , pour en faire une affaire de Religion , ils en doivent aussi parler à l'Envoyé de Danemarck.

Le sieur Guldenstorp , est retourné ce matin en conférence avec les Députés aux affaires secretes , je n'en ai pû encore pénétrer le sujet : mais je ferai toutes mes diligences pour en être informé ; car quoique les Etats ayent spécifié tous les Traités qu'ils ont consenti de renouveler avec la Suede , & que cette précaution me devoit mettre en repos , cependant je dois toujours me défier que le Pensionnaire Fagel ne prenne occasion

de profiter du mécontentement que quelques personnes du Gouvernement témoignent au sujet des affaires de la Religion , pour les engager à en mettre quelque clause , qui donnât au Traité d'association la même force & vigueur , à l'égard de la treve, qu'il a eue à l'égard de la paix.

Lettre du  
Roi, du 3  
Janvier  
1686.

Le Roi me manda , que quelque penchant qu'eût l'Eleûteur de Brandebourg , à faire de nouveaux traités incessamment, néanmoins il lui avoit donné depuis peu par une dernière lettre de si fortes assûrances d'une fidele & très-exacte observation des traités qu'il avoit fait avec Sa Majesté , qu'elle auroit peine à croire qu'il voulût entrer dans des engagements qui y fussent contraires.

Le Roi me manda que je tâchasse d'éloigner autant qu'il me seroit possible, les instances qui lui pourroient être faites de la part des Etats Généraux , pour permettre à leurs Sujets qui trafiquent dans son Royaume de s'en retourner ; car quoique Sa Ma-

jesté ne prétendît pas leur en ôter la liberté dans la suite du tems , néantmoins elle pourroit avoir de mauvais effets dans la conjoncture présente.

Je mandai au Roi , que je n'omet-  
trois rien de ce qui étoit en mon pou-  
voir, pour maintenir Messieurs d'Am-  
sterdam dans les bonnes dispositions  
où ils étoient , lorsque je leur parlai  
la dernière fois : mais qu'ils étoient si  
furieusement aigris depuis peu sur de  
nouvelles Relations venues de Fran-  
ce , que ceux qui avoient toujours  
été dans les intérêts de Sa Majesté ,  
avoient parlé sur cela avec tant d'em-  
portement à des gens de ma connois-  
sance , que j'en fus surpris ; qu'aussi  
je devois avouer à Sa Majesté , que  
ces Messieurs là avoient tous les jours  
les oreilles battues de tant de fausse-  
tés , & de tant d'insignes & atroces  
calomnies , que cela passoit l'imagi-  
nation ; & comme le Prince d'Oran-  
ge & le Pensionnaire Fagel , étoient  
toujours pour ainsi dire au guet ,  
pour profiter des premiers mouve-

10 Janvier  
1686.

mens de chagrin, que ces sortes de nouvelles causeroient aux Régens d'Amsterdam; j'appréhendois qu'ils ne s'en prévalussent pour les faire consentir à mettre dans un article du renouvellement des traités avec la Suede, que le traité d'association auroit la même force & vigueur, pour l'exécution des traités de Treve, qu'il avoit pour le maintien des traités de paix. Je sai bien que les Etats ont réglé ce qui devoit être compris dans ce renouvellement de traité, & que Messieurs d'Amsterdam ont témoigné au Pensionnaire Fagel lorsqu'il en a parlé, qu'ils ne vouloient point rendre le traité d'association applicable au traité de Treve. J'ai aussi été informé que l'Envoyé de Suede n'en a point encore parlé dans les conférences qu'il a eues: mais au travers de tout cela, j'apprends beaucoup de circonstances qui me font croire, que ce Ministre pourroit bien en faire la proposition, lorsque le traité sera prêt à être conclu, & que le Pensionnaire

Fagel



Fagel verra de la disposition à faire consentir Messieurs d'Amsterdam, à y inserer cette clause.

Lorsque j'aurai l'acte que Sa Majesté me doit faire l'honneur de m'envoyer pour détromper Messieurs d'Amsterdam, des faussetés que leur prétendu Consul de Nantes leur a mandées, j'en pourrai faire un bon usage. J'envoyai en même-tems au Roi la lettre que ce Consul a écrit à Amsterdam, je l'ai eue par le moyen de ce donneur d'avis, dont j'ai déjà fait mention, & l'ai fait traduire.

Je mandai qu'il étoit fort à craindre que les Ouvriers François ne donnassent lieu à l'établissement de nouvelles Manufactures, qui feroient tort à celles de France.

On ne m'a encore rien dit sur ce qui regarde les Catholiques en Hollande : mais je fus informé que si l'on en parloit, Messieurs d'Amsterdam avoient ordre de déclarer qu'ils ne prétendoient point empêcher que la Province de Hollande ou les autres

Villes en particulier , ne prissent telle résolution qu'elles voudroient ; mais qu'ils déclaroient que Messieurs d'Amsterdam n'y feroient pas tenus , & qu'étant Maîtres & Souverains dans leur Ville , ils s'y conduiroient selon qu'ils le jugeroient à propos.

J'ai déjà éloigné , & j'éloignerai autant qu'il me sera possible , de me charger des instances qui me pourroient être faites de la part des Etats Généraux , pour permettre à leurs Sujets qui trafiquent en France , de revenir : Mais si Sa Majesté jugeoit qu'il ne fût point contre son service , de donner cette permission à deux ou trois qui touchent de plus près Messieurs d'Amsterdam ; peut-être que cela appaîseroit en partie le bruit que l'on fait ici ; au moins cela m'aideroit à maintenir Messieurs d'Amsterdam dans leurs bons sentimens.

Le Prince d'Orange a fait ces jours-ci beaucoup de caresses à un Gentilhomme Anglois , ami & confident de feu M. de Montmouth , & qui étoit

avec lui lorsqu'il vint de la Haye. Il a fait enforte aussi que la Princesse d'Orange l'a bien reçu, & lui a permis de lui baiser la main. Skelton en a fait des plaintes au Prince d'Orange, qui ne lui a répondu autre chose, sinon, qu'on ne pouvoit empêcher ces sortes de choses-là.

Les Provinces de Gueldres, de Frise & de Groningue, traitèrent fort mal les Catholiques, les mettant en prison; dont ils ne se rachetoient que par des grosses sommes d'argent.

Les Etats Généraux ont conclu avec l'Envoyé de Suede, le renouvellement des traités de 1640 & de 1645; & de ceux qui ont confirmé ces deux traités-là.

Messieurs d'Amsterdam me firent demander s'il étoit vrai que le Roi d'Angleterre fit faire de serieuses instances auprès de Sa Majesté, en faveur du Prince d'Orange. Ils souhaitoient fort que le Roi d'Angleterre ne s'en mêlât que par manière d'acquit. Ils ont appris depuis ce tems-là, que l'envoyé d'Angleterre a pré-

senté un second Mémoire , & même le Prince d'Orange l'a fait imprimer , & distribuer dans toutes les Villes. On ne publie pas de même la réponse du Roi : quelques personnes cependant prétendent la savoir , si Sa Majesté avoit agréable que j'en fusse informé , je la rendrois publique , selon qu'elle jugeroit à propos.

La Province de Hollande fit un fonds de quarante mille écus par an pour les Officiers François déser-teurs.

On régla le principal article du Tarif , en faveur de Messieurs d'Am-sterdam , le Prince d'Orange voulant gagner leur affection.

Une chose qui fit beaucoup d'im-pression en ce tems-là , fut un Capi-taine de Dragons Catholique qui se réfugia en Hollande : il contoit qu'ayant été commandé pour aller chez un homme de la R. P. R. il avoit vû tant de constance dans cet homme , qu'il avoit jugé que sa Re-ligion étoit bonne , & qu'il avoit pris

le parti de se sauver avec lui pour se faire instruire.

Trois bâtimens François vinrent en Hollande, montés par des Matelots François nouvellement convertis, qui abandonnerent leurs bâtimens, & déclarerent qu'ils ne vouloient plus retourner en France.

La Suede fit tous ses efforts pour obliger les Etats Généraux d'entrer dans les intérêts du Duc de Holstein : mais ils n'en voulurent rien faire, disant que c'étoient des affaires, ou Domestiques, ou qui regardoient l'Empire.

24 Janvier  
1686.

On me manda de savoir précisément le nom des deux ou trois personnes, que Messieurs d'Amsterdam souhaitoient le plus avoir permission de revenir.

Le Roi me manda qu'il y avoit bien de l'apparence, que les François qui se retiroient en Hollande, auroient bien-tôt sujet de se repentir de leur faute : mais que s'il y en avoit qui desirassent de s'en retourner & embrasser la Religion Catholique, je

24 Janvier  
1686.



pourrois les assûrer de leur pardon, s'ils retournoient dans le tems porté par l'Edit de Sa Majesté, même faire avancer de l'argent aux nécessiteux, & qui ne pourroient pas faire leur voyage sans ce secours. Cependant M. de Louvois ne vouloit pas entendre raison pour ce qui étoit des Officiers.

31 Janvier  
1686.

Je fus informé par un endroit fort sûr, que le Roi de Suede avoit mandé à son Envoyé qui étoit à la Haye, qu'il ne vouloit point que l'on fit aucune mention de la Religion dans les traités que l'on devoit faire, ainsi que l'Electeur de Brandebourg le souhaitoit, & qu'il se gardât bien d'en rien mettre. Il lui ordonnoit même de faire de fortes instances auprès du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, & des autres Membres des Etats, afin qu'on ne fît rien en Hollande contre les Catholiques, de peur que les traités que l'on feroit ensuite, ne parussent avoir la Religion pour objet.

Je fus informé deux jours après

qu'il avoit donné ordre de parler de la Religion comme une chose qu'il favoit être au goût de M. l'Electeur de Brandebourg ; des choses qui suivirent le firent changer d'avis.

On fit graver en Hollande des tailles douces , représentant les différentes sortes de tourmens que l'on faisoit souffrir en France aux gens de la R. P. R. avec un imprimé François & Flamand , qui contient l'explication de ces tailles douces.

M. de Louvois me manda, que le Roi ne jugeoit pas à propos de permettre aux Soldats Catholiques , qui après avoir deserté s'étoient retirés à Leyde , où ils étoient Ouvriers en drap , de revenir en France , sans y être inquiétés pour leur desertion.

Lettre de  
M. de Louvois , du 20  
Janv. 1686.

Parmi les quatre Bourguemestres d'Amsterdam , que l'on fit alors , je mandai que les deux nouveaux que l'on avoit faits , qui étoient peut-être les deux meilleurs qu'on pouvoit choisirdans Amsterdam , avoient le défaut d'être très-zelés pour leur Ré-

7 Février  
1686

ligion ; jusques-là qu'un d'eux avoit dit trois semaines auparavant à un de ses amis , qu'il avoit toujours été d'avis que la République ne pouvoit subsister sans une étroite alliance avec la France ; mais qu'à cette heure qu'il voyoit comme on y traitoit ceux de sa Religion , il seroit le premier à prendre de toutes autres mesures.

Le Prince d'Orange fit tant , qu'il obtint par la pluralité des voix de Dort , que l'on exclût le sieur Muys du Gouvernement de cette Ville là , principalement pour satisfaire le sieur Alwin , ennemi déclaré de Muys , & qui étant de Dort , vouloit procurer à son frere la charge de Pensionnaire de cette Ville-là. Le Pensionnaire Egel & Alwin , firent tout ce qu'ils purent pour se perdre l'un l'autre auprès du Prince d'Orange.

Il arriva beaucoup de lettres particulières d'Angleterre , qui assûroient toutes , que le Roi de la Grande Bretagne , avoit envoyé tout de nouveau des ordres au sieur Trombal , de faire de nouvelles & fortes instan-

ces auprès de Sa Majesté, pour la Principauté d'Orange. Cela fit beaucoup de bruit à la Haye, & fut même mis dans les Gazettes; les amis du Prince d'Orange s'en prévalaient, & les autres étoient étonnés que le Roi d'Angleterre ayant tant de sujets d'être mécontent du Prince d'Orange, s'engageât toutefois insensiblement dans ses intérêts. Les honnêtes gens en furent fâchés, & trouverent étrange que le Roi d'Angleterre se déclarât si hautement par le Mémoire du sieur Trombal, garant des traités de Nimegue, & de la paix qui régnoit alors dans l'Europe. Comme M. de Barillon ne m'en avoit rien mandé, je témoignai à ceux qui m'en avoient parlé, que je ne croyois pas qu'il y eût aucun fondement à cette nouvelle.

Dès que quelques Officiers virent que le Prince d'Orange prioit pour eux, ils n'eurent plus envie de retourner en France.

Le sieur Bose, Conseiller au Parlement de Toulouse, ayant envoyé

14 Février

1686.

un homme en Hollande, pour exhorter ses enfans à revenir, la Cour de Justice de Hollande déclara, qu'elle prenoit ses enfans en sa protection, & fit faire cette déclaration à son de cloche, on la fit publier dans toutes les Villes de Hollande, on l'imprima, & on l'afficha à tous les coins des rues.

On fit dresser un nouveau serment exprès pour les Officiers François, par lequel ils s'engagent de servir partout où on les voudra envoyer, & contre qui que ce soit sans exception.

Le Prince d'Orange envoya querir le Résident de l'Empereur, & lui témoigna qu'il étoit fort surpris qu'on eût dit au Roi d'Angleterre, qu'on vouloit faire à la Haye une ligue de Religion; que cela avoit donné lieu à Sa Majesté Britannique, de lui en écrire fortement, & de lui recommander très-instamment de ne rien faire contre les Catholiques en Hollande. Il demanda même à ce Ministre ce qu'il en avoit écrit à l'Empe-



reur. Il lui témoigna qu'il avoit mandé que les Etats & le Prince d'Orange en son particulier , mettoient leur principale confiance dans l'amitié & dans l'alliance de l'Empereur ; sur quoi le Prince d'Orange l'assûra de nouveau , qu'il ne se feroit rien à la Haye contre les Catholiques.

Quelques personnes du Gouver-  
nement ont dit , que les Etats ayant 21 Fevrier  
1686.  
eu avis que Votre Majesté avoit défendu qu'aucun navire François ne transportât des marchandises de Cadix , cela leur donnoit lieu d'appréhender que Votre Majesté ne voulût user de représailles , sur les effets qu'on trouvera dans les Galeres d'Espagne qui reviennent de l'Amerique ; & comme les Sujets de cet Etat y ont des sommes considérables , cela fait dire que ces vaisseaux iront croiser au devant de la flotte d'Espagne. Le Comte de Stirum , commandera cette Escadre ; c'est un très-brave homme , mais fort brutal , peu expérimenté , & qui est entierement dévoué au Prince d'Orange. Le Prince

d'Orange espere d'obtenir des Provinces qui n'ont aucun intérêt dans le commerce, le consentement à cet armement, en ne leur demandant rien pour l'Equipage de ces vaisseaux; le Pensionnaire Fagel, ayant trouvé moyen de faire cette dépense sur les fonds ordinaires de cette année, sans demander aucunes contributions extraordinaires aux Provinces. Quand cette affaire sera entierement réglée, je ferai enforte d'être informé lorsqu'on commencera de travailler à l'armement, & de savoir dans quels tems il pourra être parachevé, le nombre plus précisément des vaisseaux & leur qualité, & si je puis, le lieu de leur destination.

Le Prince de Waldeck, & le Résident de l'Empereur, disent publiquement, que le traité est fait entre l'Empereur & la Suede, & que le Roi de Suede fera passer six mille hommes en Allemagne.

Je dois cette justice au Prince de Waldeck, qu'il n'approuva point du tout qu'on donnât des pensions aux

Officiers de la R. P. R. qui étoient sortis de France, qu'il disoit que de quelque maniere qu'on voulût tourner cette affaire c'étoient des deserteurs, & que les Etats Généraux étant en paix avec Sa Majesté. Ils ne devoient pas recompenser ces Officiers de la maniere qu'ils faisoient, soit qu'il pensât de la sorte, soit qu'il fût fâché que cela empêchât les Allemands dont il remplissoit les troupes des Etats Généraux d'y avoir leurs places.

L'Electeur de Brandebourg écrivit aux Cantons Suisses Protestans, & les exhorta à demeurer étroitement unis dans la présente conjecture, leur offrant son assistance en cas de besoin.

Les Députés de Frise & de Groningue, témoignèrent aux Etats Généraux, par ordre de leurs Supérieurs, que leurs Provinces avoient trouvé mauvais qu'on eût déferé à M. le Prince d'Orange, le pouvoir de distribuer les cent mille francs aux Officiers François: ils déclarèrent

que leurs Provinces prétendoient distribuer ainsi que bon leur sembleroit, la part qu'elles devoient fournir sur les cent mille Francs, & que si cela n'étoit réglé de la sorte, elles ne donneroient rien.

Le Ministre Claude, fit savoir aux Etats Généraux, qu'il y avoit parmi les Ministres Réfugiés de France, des Sociniens & des Arminiens, & demanda qu'on les examinât, afin qu'on n'admit en Hollande, que ceux qui seroient de la créance dont les Etats faisoient profession. On commit pour cet effet le sieur le Moyne, Professeur à Leyde, & tous les Ministres réfugiés avoient été assignés au matin 20 Fevrier pour être interrogés : mais cet examen a été remis à deux mois d'ici, & enfin cela ne s'exécuta pas, dans l'appréhension qu'on ne trouvât effectivement ce que le Ministre Claude avoit dit, & que cela ne fît du scandale.

28 Fevrier Je mandai au Roi, que je ne  
 1686. croyois pas que le Prince d'Orange songeât à engager les Etats Géné-

raux dans de nouvelles alliances ; que je pensois seulement qu'il vouloit savoir les intentions des autres Princes de l'Europe , & qu'il ne proposeroit rien aux Etats , qu'il n'eût pris toutes les mesures au dehors.

Je mandai au Roi , que si je faisois entendre qu'il empêcheroit que le Prince d'Orange ne jouît des revenus de sa Principauté , jusqu'à ce qu'il eût rendu les enfans du sieur Bosc , je craignois que cela ne lui conciliât la bienveillance du Peuple ; qu'on publieroit par-tout ce qu'il souffroit pour la Religion , pour maintenir l'asyle que le pays est en droit de donner , & pour ne pas restituer des enfans à un pere qui veut les forcer à être Catholiques ; mais qu'il n'en étoit pas de même touchant l'entreprise qu'avoit fait la Cour de Justice, on savoit assez qu'il en étoit le Chef & le Maître, & il n'y a personne qui ne trouve cette conduite fort insolente, d'autant plus qu'elle est inutile , & que le droit de Bourgeoisie d'Amsterdam suffisoit.



Les Etats Généraux eurent quelque inquiétude sur une lettre du sieur Moering , qui leur mandoit , que le Roi de Danemarck avoit donné ordre à ses Généraux qui étoient dans le Holstein , de marcher du côté de Hambourg , & qu'il pourroit bien y aller lui-même.

7 Mars  
1686.

Le Prince d'Orange fit résoudre par les Etats Généraux , qu'on formeroit une Compagnie de Cadets réfugiés qui seroient en garnison à Utrecht : elle devoit être de cinquante Cadets commandés par deux Capitaines.

Les Etats Généraux défendirent toutes sortes de Gazettes , de Billets raisonnés , & de nouvelles extraordinaires en François ; quelque nom qu'on leur pût donner. Ils ont fait aussi défense sous peine d'amende, d'imprimer , ni de vendre aucun Livre , ou Mémoire , où il fût parlé de ce qu'ils appellent la persécution de France.

Le Prince d'Orange a été très-mortifié de la résolution que Votre Majesté a prise , de faire saisir les revenus de la Principauté d'Orange , pour en dé-

dédommager le sieur Bosc. Il avoué qu'Alwin lui a donné part de la Sentence de la Cour de Justice, en faveur des enfans du sieur Bosc.

Il faut remarquer que je ne donnai avis aux bien-intentionnés, que de l'ordre que le Roi avoit donné de saisir les revenus de la Principauté d'Orange; jusqu'à ce que le sieur Bosc fût remboursé des vingt-cinq mille francs qui lui étoient dûs; mais que je ne parlai point de la restitution de ses enfans: le Roi approuva la réserve que j'avois eue: mais il dit que le Prince d'Orange ne jouïroit pas des revenus de cette Principauté, qu'il n'eût fait rendre justice sur les deux points au sieur Bosc.

J'ai trouvé Messieurs d'Amsterdam un peu alarmés, sur le grand armement de mer qu'ils prétendoient qu'on faisoit en France: ils appréhendoient, que la Flotte de Sa Majesté n'allât faire des représailles sur celle d'Espagne; & comme leurs Marchands y ont des effets très-considérables, cette affaire leur tenoit fort

15 Mars

1686.

au cœur ; aussi la plus commune opinion étoit , que les douze vaisseaux qu'ils armoient , étoient pour aller croiser au-devant de la Flotte d'Espagne.

Messieurs d'Amsterdam viennent de m'envoyer témoigner dans ce moment , qu'ils n'ont jamais été si embarrassés qu'ils le sont à cette heure , par la nouvelle qu'ils ont reçue , que le Roi non-seulement alloit envoyer une Flotte pour prendre celle d'Espagne ; mais qu'il avoit ordonné que l'on bordât Cadix. L'homme qui m'a parlé , m'a dit , que ces Messieurs ne savent où ils en sont , qu'ils lui ont dit , que c'étoit mettre le Prince d'Orange à cheval , & qu'ils ne savoient point comment ils pourroient résister eux seuls contre toutes les autres Villes , l'affaire d'ailleurs les pressant un peu de près , parce que tous les Négocians d'Amsterdam sont intéressés dans cette Flotte.

A M. de  
Croissy , le  
25 Mars.

Je ne me suis pas pressé de savoir quelles sont à peu près les deux ou trois familles , à qui Messieurs d'Am-

Amsterdam souhaitent le plus ardemment de faire avoir permission de revenir dans leur pays , parce que chaque Bourguemestre ayant ses Amis particuliers , si j'en avois parlé lorsque les précédens Bourguemestres étoient encore en charge , ceux de cette année n'auroient pas compris cette obligation pour eux , en cas qu'il plaise au Roi de leur faire quelque grace dessus : mais à cette heure , que ces Messieurs paroissent un peu mieux intentionnés qu'ils n'ont été , & que le Prince d'Orange les va mettre à l'épreuve par les pressantes instances qu'il leur doit faire des recrûes & autres choses semblables ; j'ai cru qu'il étoit tems d'envoyer en Cour un Mémoire des quatre personnes , que Messieurs d'Amsterdam demandent avec le plus d'instance. Le sieur Hemsted , qui à parler franchement s'en est enfui depuis peu , est recommandé plus particulièrement par ceux d'Amsterdam , sur qui l'on peut le plus compter , & principalement par ce Gentil-hom-

me qui travaille à entretenir une bonne correspondance avec Messieurs d'Amsterdam & moi.

18 Mars  
1686.

J'ai été informé, que plusieurs Marchands d'Amsterdam, de Rotterdam, & même de la Haye, avoient dessein d'aller en France, les uns pour acheter des étoffes d'Eté qu'ils débitent en ce pays vers la fin d'Avril, & qu'ils envoient par-touté l'Allemagne, les autres pour y prendre des marchandises & des étoffes, pour les porter à Francfort; mais qu'ils n'osoient aller en France parce qu'il étoit venu quelques lettres de Paris, & sur-tout une du Secrétaire de M. de Starembourg, qui assûrent qu'on arrêtoit aux Frontieres toutes sortes de gens indifféremment, & que quoiqu'ils fussent Hollandois, & qu'ils eussent de bons passeports, on les retenoit en prison jusqu'à ce que les Ministres de Versailles à qui on envoyoit ces passeports eussent fait savoir qu'ils étoient bons. Cela a fort alarmé les gens de ce pays-ci, & a détruit en quelque façon le bon



effet qu'avoit produit l'Ordonnance de Sa Majesté : car ils disent que quand même on ne leur feroit d'autre mal , que de les retenir quinze jours en prison ; c'en étoit assez pour leur ôter le profit qu'ils pouvoient faire sur leurs marchandises, en empêchant qu'ils ne les aient ici, où qu'ils ne les puissent envoyer en Allemagne , dans le tems qu'on en fait le débit ; & qu'ainsi ils seront prevenus par ceux qui vendent des étoffes d'Amsterdam & de Harlem. Comme cela peut préjudicier au commerce, je n'ai pas voulu différer d'un moment à me donner l'honneur d'en informer le Roi. Quelques-uns d'eux m'ont fait demander si je pourrois leur donner des passeports, & parce qu'ils pourroient en abuser & les envoyer par lettres , pour faire sortir d'autres Hollandois naturalisés en France, ils consentent qu'il soit mis dans le passeport qu'ils feront obligés en entrant dans le Royaume de le montrer au Gouverneur, ou à quelque autre Officier de

la premiere Place par où ils entre-  
ront ; que celui là gardera le passe-  
port , & leur en donnera une copie  
collationnée , qu'ils feront obligés de  
lui rapporter à leur retour , moyen-  
nant quoi ils ne recevront aucun em-  
pêchement. Ceux qui ne voudront  
pas retourner par le même endroit &  
qui voudront aller à Francfort , gar-  
deront leurs passeports : mais on met-  
tra un visa en vertu duquel ils sorti-  
ront librement par quelque autre en-  
droit qu'il leur plaira ; j'attendis là-  
dessus l'honneur des ordres de Sa  
Majesté , pour me regler selon qu'el-  
le me l'ordonneroit.

Lettre du Roi, du 14 Mars 1686. Le Roi me manda qu'il étoit passé  
par Paris depuis deux jours, un Cou-  
rier dépêché de Madrid par le sieur  
Hemskerck aux Etats Généraux ;  
qu'il seroit bien aise que j'employasse  
tous mes soins à découvrir quel pou-  
voit être le motif de cet envoi , &  
que je lui fisse savoir ce que j'en au-  
rois appris , mais je l'avois mandé  
par avance en ces termes.

4 & Mars 1686. J'ai appris qu'il arriva vendredi,

à cinq heures du soir un Courrier , dépêché par le sieur Hemskerk , qui est venu en onze jours de Madrid , & que c'est par ce Courrier , que Messieurs d'Amsterdam prétendent savoir , que Votre Majesté a résolu d'envoyer une Escadre au-devant de la Flotte d'Espagne , & de bombarder Cadix.

Je fus averti en grand secret , que l'Electeur de Brandebourg , demandoit à entrer dans les engagements qui étoient entre la Suede & les Etats Généraux ; j'en informai aussi M. de Rebenac. 21 Mars  
1686.

La Milice qui étoit répartie sur la Province de Hollande , étoit de vingt-deux mois en arriere.

On étoit toujours fort en peine de l'armement de mer , qu'on disoit , que le Roi faisoit faire : Messieurs d'Amsterdam m'en témoignèrent encore de l'inquiétude , & me dirent , que M. le Maréchal d'Etrées étoit parti de Paris pour commander la Flotte , & que des Marchands de France avoient écrit à leurs Associés 22 Mars  
1689.

à Amsterdam , de retirer leurs effets qu'ils avoient à Cadix , parce que le Roi avoit résolu de faire bombarder cette Ville ; je leur répondis comme la première fois , que je ne savois point que le Roi eût aucun dessein , & qu'au contraire je pouvois les assûrer , que voulant maintenir la paix dans toute l'Europe , il n'entreprendroit rien par mer qui pût troubler le repos dont jouït la Chrétieneté.

Lettre du  
Roi du 21  
Mars 1686.

Le Roi ne me répondit autre chose sur l'alarme que prenoit la Ville d'Amsterdam , sinon que je devois m'appliquer sur-toutes choses à leur ôter toute inquiétude en leur confirmant les assurances que je leur avois déjà données , de la ferme résolution que Sa Majesté avoit prise de maintenir la paix , & d'empêcher qu'elle ne fût troublée.

Vous y ajouterez , me mandoit le Roi , qu'encore que je ne veuille pas abandonner mes Sujets aux continuelles avanies qui leur sont faites , & à leurs vaisseaux & marchandises par les Es-

pagnols , contre ce qui est stipulé par les traités de paix & de treve ; néanmoins comme je demande qu'ils soient traités par-tout de la même manière que les autres Nations Etrangères , & que déjà le Roi Catholique a donné les ordres pour faire rendre les effets pris à la Corogna , sur un vaisseau de Dunkerque ; j'ai sujet de me promettre qu'il ne refusera pas la justice qui lui est demandée de ma part , sur les autres plaintes trop légitimes de mes Sujets , & qu'en tout cas quelque événement que puisse avoir ce différend , je ne prétends pas qu'il puisse donner aucune atteinte au traité de Treve , qui demeurera toujours de ma part en son entier ; qu'enfin je ne doute pas que je ne reçoive bien-tôt des nouvelles d'Espagne , dont j'aurai sujet d'être content.

Le Roi me manda qu'il attendoit aussi de plus grands éclaircissimens touchant les Provinces & lieux , où demeuroient les personnes pour lesquelles les Habitans d'Amsterdam demandoient la permission de sortir.



de son Royaume , & principalement à l'égard du sieur Hemsted ; qui m'étoit particulièrement recommandé , étant nécessaire que Sa Majesté fût informée par les Intendans s'ils étoient naturalisés ou non , & s'il y avoit raison de leur accorder ce qu'ils demandent.

22 Mars.

J'avois envoyé un homme du pays à Amsterdam , pour m'affûrer encore plus particulièrement des sentimens des nouveaux Bourguemestres , & pour établir quelque intelligence entr'eux & moi : il m'assûra de leur part , qu'ils ne consentiroient à rien qui pût engager la guerre ; qu'ils étoient obligés à la vérité d'avoir de la complaisance pour le Prince d'Orange , en des choses qui n'étoient pas d'une extrême conséquence , non-seulement pour ne pas fomenteur une division qui ruineroit la République , mais encore parce qu'ils avoient besoin tous les jours de ce Prince pour leurs affaires domestiques ; puisque sans cela le Prince d'Orange se joignant aux autres Villes , empêchoit

Messieurs d'Amsterdam de rien obtenir de tout ce qui regardoit leur avantage particulier ; mais que si le Prince d'Orange vouloit engager la guerre, ils feroient la même chose qu'ils avoient faite du tems de la treve.

Je mandai au Roi, que les Hollandois regarderoient bien différemment que l'on bombardât Fontarabie, où ils n'avoient rien du-tout, ou que l'on bombardât Cadix, où ils avoient beaucoup d'effets ; que leurs Correspondans pourroient leur faire accroire avoir été brûlés, quand même ils ne l'auroient pas été ; mais qu'ils appréhendoient encore avec bien plus de peine, que l'on attaquât les Gallions d'Espagne, c'est ce qui les toucheroit le plus au cœur, & je ne sai s'ils le verroient fort tranquillement ; il seroit bon de leur parler différemment selon le dessein réel de la France.

Le Roi approuva la proposition que j'avois faite de donner des passe-ports ou certificats aux Marchands de Hollande, qui venoient acheter

Lettre du  
Roi, du 28  
Mars 1686.

des marchandises dans son Royaume, en prenant toutes les précautions dont je lui avois écrit.

14 Avril 1686. Je mandai seulement au Roi, que personne ne doutoit plus que les vaisseaux que commandoit le Comte de Stirum, ne fussent destinés pour aller prendre les effets qui appartenoient aux Hollandois sur la Flotte d'Espagne; mais s'ils auroient ordre de secourir ceux d'Espagne au cas qu'ils fussent attaqués, que c'étoit ce que je tâcherois de pénétrer; j'assurai au moins qu'ils n'avoient jusqu'à cette heure aucun ordre de le faire, & qu'ils étoient fort légèrement armés, & de la maniere seulement qu'on équipe les vaisseaux de convoi.

Le Prince d'Orange fit donner les Ordonnances de trois années d'avance à l'Electeur de Brandebourg, sur le payement qu'on lui devoit faire en dix années consécutives.

Les Etats Généraux me firent demander audience, & me vinrent dire qu'ils avoient appris que deux

Hollandois , l'un nommé Ploot-Van-Amstel , & l'autre Van - Hussen , avoient été arrêtés prisonniers à Bayonne ; que le premier étoit accusé d'avoir aidé à quelques François de la R. P. R. à sortir à France , d'avoir fait tenir quantité d'argent de ces réfugiés , & d'avoir envoyé son fils avec eux ; qu'on a fait saisir tous ses papiers , qu'après les avoir visités on ne l'a pas trouvé coupable des deux premiers points d'accusation ; que pour ce qui est du troisième , ce n'est pas une chose qui lui puisse être imputée à crime , puisque jamais il n'a été naturalisé : que cependant on le retient toujours en prison , & qu'on le menace de le faire condamner aux galeres , par le Parlement de Bordeaux , à moins qu'il ne change de Religion.

Pour ce qui est du sieur Van-Hussen , ils n'en ont sù des nouvelles que par quelques Maîtres de navires , qui ont rapporté en ce pays-ci , qu'il étoit gardé en une prison fort étroite , sans pouvoir parler à qui que ce soit ,

& qu'on l'y tiendrait jusqu'à ce qu'il eût changé de Religion, quoique celui-là ne fût point naturalisé non-plus que l'autre. Ils se sont étendus ensuite sur le droit des Gens, sur les articles des traités qu'ils ont l'honneur d'avoir avec Sa Majesté, qui donnent à leur Sujets, même après une rupture, neuf mois de tems pour se retirer, & sur d'autres raisons semblables, qui ne font rien à l'affaire présente. Aussi je leur ai répondu que je convenois de toutes leurs thèses générales ; que Sa Majesté ne prétendoit point obliger les Hollandois qui viendroient trafiquer dans son Royaume de changer de Religion, qu'elle ne vouloit pas non-plus leur ôter la liberté d'entrer dans son Royaume, & d'en sortir librement ; mais que quand les Hollandois feroient quelque chose qui méritât châtement, ils ne pouvoient disconvenir qu'elle étoit en droit de les faire punir ; que les deux qu'ils disoient être prisonniers, avoient sans doute mérité ce traitement-là ; qu'ils



avoïoient eux-mêmes qu'il y en avoit un qui étoit accusé de deux crimes, qu'ils puniroient en ce pays-ci plus severement que de la galere; que cependant le Roi seroit peut-être étonné de voir; que Messieurs les Etats se vouloient mêler de ce qui se passe au-dedans de son Royaume; qu'il me paroïssoit même qu'ils se commettoient un peu légèrement de faire une pareille démarche, sans avoir d'autres preuves de cette affaire, qu'une simple lettre qu'un Marchand d'Amsterdam a reçûe de Bayonne: je n'importunai point Sa Majesté d'un plus long récit de ce qu'ils m'ont dit, & de ce que je leur ai répondu, je ne m'étois point chargé d'appuyer leur priere auprès du Roi: mais je n'ai pas voulu leur refuser de recevoir leur Mémoire, & de l'envoyer à Sa Majesté.

Le sieur Gitters écrivit aux Etats Généraux, que les dernières lettres qui étoient arrivées de France en Angleterre portoient, que le Roi

11 Avril  
1686.

faisoit renfoncer sa Flotte, & qu'on ne doutoit point qu'elle ne fût destinée pour aller bombarder Cadix; que le Roi d'Angleterre aussi-tôt après l'arrivée de ces lettres, avoit ordonné qu'on équipât incessamment une Flotte légère qu'il a résolu de mettre cette année en mer. Le Secrétaire de M. de Starembourg, à son arrivée à la Haye, a renchéri par-dessus, & a assuré positivement que le dessein du Roi étoit de bombarder Cadix, & d'attaquer la Flotte d'Espagne.

Ceci est relatif à un article ci-dessus.

J'ai assez fait connoître, Sire, à Messieurs d'Amsterdam, que le vrai moyen d'empêcher que le différend que Votre Majesté a avec le Roi Catholique n'ait aucune suite, est de ne rien faire qui puisse encourager le Conseil d'Espagne à refuser à Votre Majesté la justice qu'elle demande. Ces Messieurs en sont bien persuadés: mais ils m'ont fait dire que toutes les précautions qu'ils pourroient prendre là-dessus ne serviroient de rien, parce que les Espagnols sont

pers

persuadés que la guerre, quelque défavantageuse qu'elle fût pour eux, leur seroit encore moins préjudiciable que l'état où ils sont à cette heure, que le Prince d'Orange les confirme dans cette opinion par l'envie qu'il a d'allumer la guerre à quelque prix que ce soit; qu'ainsi quoique les Etats Généraux fassent, ils ne peuvent empêcher les Espagnols d'hasarder toutes choses, poussés en cela en partie par leurs propres sentimens, & en partie par l'instigation du Prince d'Orange.

Je découvris que la Suede & les Etats Généraux, étoient convenus d'admettre M. l'Electeur de Brandebourg, dans tous les traités qu'ils venoient de renouveler.

Je fûs aussi qu'il y avoit un ordre positif de l'Electeur de Brandebourg, de demander cette inclusion, quoique ses Ministres & M. l'Electeur même le désavouassent à M. de Rebenac. On délivra cet Acte d'inclusion au Ministre de Brandebourg, dans le même tems qu'on échangea les rati-

fications du renouvellement des traités faits entre la Suede & les Etats Généraux.

Lettre du Roi du 11 Avril 1686. Pour ce qui regarde les Prisonniers de Bayonne, comme ils ne sont poursuivis criminellement, que pour des contraventions à mes défenses, & pour avoir contribué à l'évasion de mes Sujets, ils ne peuvent point jouir, jusqu'à ce qu'ils se soient justifiés, de la liberté que je laisse à tous les Sujets de tous les Etats Généraux; je me ferai néanmoins informer plus particulièrement de l'état de cette affaire.

18 Avril 1686. Les bien-intentionnés me répondirent ce que Messieurs d'Amsterdam m'avoient déjà dit, que les Espagnols étoient assez mal habiles pour souhaiter la guerre; que le Prince d'Orange la cherchoit avec empressement, & qu'ainsi il ne falloit pas croire que Messieurs d'Amsterdam fussent capables de porter les Etats Généraux à prendre cette résolution. D'ailleurs, ils m'ont témoigné qu'ils sont tous si intéressés dans les Gallions d'Espagne, qu'ils perdroient

plus que les Espagnols même, si le Roi les attaquoit ; qu'ainsi leur propre intérêt, plutôt que celui d'Espagne, les engageoit à y veiller.

J'ai trouvé ces Messieurs-ci moins traitables que je n'avois fait les autres fois, étant extrêmement alarmés d'une lettre ci-jointe de M. Hemskerck, qui leur donne avis que le Roi avoit fait déclarer au Roi d'Espagne, qu'il alloit faire attaquer ses Gallions, s'il ne lui donnoit promptement satisfaction. Cette lettre a fait ici un terrible bouleversement. Les Amirautés doivent s'assembler incessamment, pour résoudre ce qu'il y aura à faire là-dessus. On dit même, que quelques Marchands d'Amsterdam qui balançoient depuis quinze jours ou trois semaines, s'ils armeroient quatre vaisseaux pour les joindre à la Flotte du Comte de Stirum, se sont déterminés à le faire sur cette dernière nouvelle ; & comme ce sont des bâtimens de quarante à cinquante pieces de canon, ils seront en état de se défendre étant armés en guerre.



Le Roi avoit déjà vû par ma précédente lettre , les mauvaises subtilités & le peu de bonne foi des Ministres de Brandebourg : voici la troisième fois qu'ils font le même manège. Ils commencent par proposer des traités , & tâchent de le faire avec un très-grand secret , par le moyen du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , qui n'en communiquent qu'à leurs plus confidens ; & lorsqu'on vient malgré cela à découvrir leurs négociations , ils le nient , & à la Cour de France , & à M. de Rebenac , disant que je donne de faux avis , ou que je leur veux du mal , & traînent ainsi jusques à ce que leur affaire soit conclue , après quoi ils l'avoient , & prétendent que ce n'est qu'une bagatelle dont on ne doit pas se fâcher.

Je me donne l'honneur de joindre aussi à cette lettre le livre que j'ai eu l'honneur de mander au Roi , que le Ministre Claude , écrivoit par ordre du Prince d'Orange. Ce n'est pas un imprimé qui s'arrête

comme les autres aux matieres de Religion , ni aux exagérations de ce qui s'est fait en France ; celui-ci va plus loin ; c'est proprement un manifeste pour commencer une guerre de Religion , dès que les Calvinistes seront en état de la faire. Les quatre dernieres pages contiennent des protestations en forme , qui ne peuvent avoir d'autre but que celui-là. Il y a beaucoup d'autres endroits fort insolens dans cet écrit , & qui tendent à exciter tous les Princes Protestans contre le Roi , comme on peut voir depuis la page cent quarante , & principalement depuis la page cent cinquante-deux , jusqu'à la cent cinquante-cinq ; où il dit qu'après la révocation de l'Edit de Nantes , on ne doit plus se fier , ni à la parole de la France , ni aux traités de treve qu'elle a faits ; & pour conclusion il marque à la page cent cinquante-cinq , Il faut espérer que les Princes Protestans tireront de-là leurs justes conclusions. Tout cela , est fait pour favoriser les desseins du

Prince d'Orange ; & comme ceci a été composé par son ordre , il me semble qu'après tant de preuves qu'il a données au Roi d'Angleterre, de l'opposition de ses intérêts à ceux de sa Majesté Britannique , il veut encore ajouter celle-ci plus authentique , & plus éclatante que pas une ; puisqu'il ne tiendra pas au Prince d'Orange que le Roi d'Angleterre ne se voye enveloppé dans une guerre de Religion , qui de toutes les guerres est celle qui lui doit être la plus préjudiciable.

Lettre du Roi du 15 Avril. Le Roi m'écrivit , que le Marquis de Losbalbasses , avoit demandé à M. le Marquis de Feuquieres , s'il pouvoit s'assurer qu'en satisfaisant Sa M. sur ce point , ses vaisseaux n'entreprendroient rien contre l'Espagne ; & comme le Marquis de Feuquieres, dit le Roi , l'a entièrement contenté sur cette difficulté suivant le pouvoir que je lui en avois donné ; il a appris aussi de divers endroits , que le Conseil d'Etat d'Espagne , a résolu de terminer cette affaire en la manière que

je le desire. Vous pourrez donner cet avis , ajoute Sa M. à ceux que vous croyez en devoir faire un bon usage , & je ne doute point que dans peu de jours, je ne vous mette en état de les informer del'entier accommodement de cette affaire , qui donnera lieu au désarmement d'une partie de mes vaisseaux.

Un particulier nommé Besnard , m'est venu trouver ce matin , il m'a dit qu'il a été ci-devant Droguiste-Epicier à Rouen , qu'il s'en est retiré à cause de la Religion , qu'il a amené ici sa femme , ses enfans & ses effets ; qu'il a ouï dire que l'on ne forçoit point en France les gens de faire l'exercice de la Religion Catholique ; que si cela étoit, il étoit prêt de s'y en retourner, qu'il ne s'étoit point encore fait recevoir Bourgeois , ni n'avoit fait aucun serment aux Etats , parce que n'y ayant que le motif de la Religion qui l'a obligé de se retirer , il n'avoit voulu prendre aucun engagement ici , ayant toujours conservé un très-grand zele pour le service du Roi,

23 Avril  
1686.



& qu'il y avoit beaucoup de Marchands qui feroient la même chose, & reporteroient leurs effets en France. Il m'a dit aussi qu'il connoît quantité de Marchands demeurans à Rouen, & en d'autres Villes, qui envoient ici leurs effets, & qui ont dessein de se retirer dès qu'ils en trouveront l'occasion; que s'il étoit en France, il croit pouvoir répondre qu'il les detourneroit de leur dessein, & qu'il assûroit au moins que s'il y en avoit qu'il ne pût dissuader, il en donneroit avis. Comme j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de rendre compte de tout au Roi, sans examiner si les choses que l'on me propose seront selon l'intention ou contre l'intention de Sa Majesté; j'ai pensé qu'elle ne trouveroit pas mauvais que j'eusse l'honneur de l'informer de ce que cet homme qui me paroît avoir de l'esprit & être entendu dans le négoce, m'est venu dire.

23 Avril. Les Flottes des Etats Généraux se  
1686. trouverent à Cadix, de la force que  
j'avois toujours eu l'honneur de



mander à Sa Maïesté qu'elles seroient ; c'est-à-dire , que quoiqu'il n'y eût que six vaisseaux d'extraordinaires , qui devoient composer l'Escadre du Comte de Stirum , il étoit résolu que l'on y joindroit les autres vaisseaux de Convoy , & que l'on ordonneroit à ceux qui étoient à Cadix , d'attendre le Comte de Stirum ; ainsi il devoit avoir douze vaisseaux de guerre sous son commandement , sans compter environ seize vaisseaux Marchands , de vingt , trente & quarante pieces de canon. Il y avoit outre cela cinq ou six vaisseaux que l'on preparoit à Amsterdam , & que l'on mettoit en état de partir quinze jours après qu'ils en auroient reçu l'ordre.

Messieurs d'Amsterdam m'ont fait renouveler leurs instances en faveur des quatre personnes dont j'ai eu l'honneur d'envoyer le Mémoire au Roi.

Le sieur Diest revint en poste pour demander l'acte d'inclusion , qui lui fut donné avant l'échange des ratifications. Cette précipitation fait voir

qu'ils eurent peur à la Cour de Brandebourg, que cette affaire ne fût traversée.

A M. de Seignelai,  
le 7 Mai. J'ai été informé qu'il y eut le 2 de ce mois une assemblée générale de toutes les Amirautés, dans laquelle il fut résolu d'augmenter le nombre d'hommes, & les munitions qu'on mettra sur les vaisseaux de l'Etat, ces vaisseaux n'ayant pas été équipés en guerre, mais seulement pour convoier les Flottes des Etats.

Lettre du Roi, du 2  
Mai 1686. La proposition que vous fait le Marchand Droguiste de Rouen, n'est pas recevable, à moins que lui & ceux dont il vous parle, ne fassent une abjuration effective: il vaut encore mieux qu'ils demeurent dans les pays Etrangers, que de retourner dans mon Royaume avec la liberté de demeurer dans leur erreur.

Le Roi me manda, qu'il m'avoit déjà fait savoir, que des quatre personnes pour lesquelles la Ville d'Amsterdam lui demandoit la permission de sortir de son Royaume, il y en avoit deux qui étoient naturalisés, &

auxquels par conséquent il ne pouvoit l'accorder ; que quant aux deux autres , Sa Majesté attendoit les éclaircissemens qui lui devoient être envoyés par les Intendans des pays où ils demeuroient.

Je mandai à M. de Seignelay , que je ferois la réponse au Marchand Droguiste de Rouen , dont j'avois eu l'honneur de lui écrire , telle que le Roi me l'avoit prescrit ; mais que je ne pouvois lui dissimuler la peine que j'avois de voir les Manufactures de France s'établir en Hollande d'où elles ne ressortiroient jamais ; que celles des draps de meûnier , dont il se faisoit un si grand debit par-tout le monde , & qui étoit inconnue en Hollande , étoit à cette heure à Rotterdam ; qu'il s'y étoit aussi établi entr'autres Chapelliers , un des plus fameux de ce métier de Rouen , qui de dix-neuf garçons qu'il avoit en cette Ville-là , en avoit mené douze à Rotterdam ; & quoiqu'il n'y fût que depuis trois mois , je savois qu'on avoit déjà envoyé de ses chapeaux à la Rochelle.

A M. de  
Seignelay,  
le 2 Mai.

10 Mai  
1686.

Les lettres qui arriverent de Madrid portoient , que la Flotte du Roi étoit devant Cadix , & que les plus petits bâtimens étoient déjà entrés dans la Baye. Cette nouvelle avoit fort allarmé les Etats.

Le Prince d'Orange demanda cinquante mille florins par dessus les cent mille , pour donner aux Officiers François réfugiés.

Lettre du  
Roi du 4  
Mai 1686.

Le Roi me manda , que le Roi d'Espagne avoit déjà fait offrir deux cents cinquante mille francs de restitution à ses Sujets ; & comme il n'y avoit pas moins de justice & d'équité , de faire une reparation de cinq cents mille écus , il esperoit qu'il auroit bientôt toute la satisfaction qu'il desiroit.

J'eus avis bien long-tems auparavant , ( il faut chercher le tems où je parle de l'entrevûe du Roi de Suede & de l'Electeur de Brandebourg ) , que l'Electeur de Brandebourg devoit venir à Cleves dans la fin de l'Eté , pour s'aboucher avec le Prince d'Orange ; & le Prince d'Orange

a résolu en ce tems - là de faire un camp sur les frontieres de Gueldres.

On me manda que je tâchasse de faire rendre ce nommé Beshard Catholique.

Lettre de  
M. de Seignelai, 4  
Mai 1686.

On écrit que le Comte de Stirum mettra enfin à la voile aujourd'hui ou demain : il vint hier prendre congé du Prince d'Orange. A peine les six vaisseaux qu'il doit monter sont-ils équipés suffisamment de monde. Les Directeurs des Amirautés ayant manqué d'argent, ces Directeurs se sont trompés, en ce qu'ils avoient cru trouver abondamment dans leurs fonds ordinaires de quoi armer ces six vaisseaux. Le Comte de Stirum aura avec lui le Capitaine Tol, qui a un vaisseau de soixante pieces de canon, les vaisseaux Espagnols & dix ou douze vaisseaux Marchands, de vingt-quatre, trente à quarante pieces de canon.

23 Mai  
1786.

On ne doute pas ici, que le voyage de l'Electeur de Brandebourg ne soit fondé sur l'espérance que le Prince d'Orange a donnée à Madame l'E-



lectrice de Brandebourg, de faire avoir au Prince Philippe la survivance de ses Charges; sur quoi je pris la liberté de dire au Roi, que le Prince d'Orange n'en viendrait pas à bout, s'il le vouloit entreprendre, & que ses propres créatures, (excepté deux ou trois) seroient contre lui: il fait cela mieux que moi, & comme il est habile, on doit croire qu'il ne se commettra pas. Outre cela il est hors de doute que le Prince d'Orange ne voudra se brouiller sans retour avec le Prince Electoral de Brandebourg, ce qu'il feroit sans doute s'il préféreroit le Prince Philippe au Prince Louis. Ces raisons, me confirment dans l'opinion où j'ai toujours été, que le Prince d'Orange n'a d'autre vûe en cela, que d'engager Madame l'Electrice dans ses intérêts pour le peu de tems qu'il croit que l'Electeur de Brandebourg a à vivre, sans rien faire néanmoins pour cette Princesse. Il n'aura pas de peine à réussir dans ce dessein: car les difficultés in-

surmontables qui se rencontrent dans cette affaire , & la grande jeunesse du Prince Philippe , lui donneront lieu de représenter à l'Electeur de Brandebourg , qu'il faut laisser le jeune Prince pour quelque tems à la Haye , afin de gagner insensiblement l'affection des Peuples , & de les disposer à le recevoir pour leur Gouverneur. Il lui sera aisé après cela de trouver assez de difficultés pour traîner cette affaire jusqu'à la mort de l'Electeur de Brandebourg , après quoi il fera semblant de sacrifier au Prince Electoral d'à présent le Prince Philippe , & en tirera même peut-être avantage du \* Prince Electoral pour abandonner l'autre , peut-être ne seroit-il pas mauvais de faire insinuer cela à Madame \*\* l'Electrice de Brandebourg ; car si elle envisageoit bien cette affaire , & qu'elle voulût

\* Cela est précisément arrivé comme je l'avois dit. Le Prince Philippe de Brandebourg a été deux ans à la Haye.

\*\* L'Electeur de Brandebourg étant mort , le Prince Philippe s'est retiré sans qu'on ait rien fait pour lui.

obliger le Prince d'Orange à engager tellement les choses qu'elle ne pût être trompée. Il faut de toute nécessité , ou que l'artifice du Prince d'Orange se découvre , & qu'il se brouille par-là avec l'Electrice , & par conséquent avec l'Electeur de Brandebourg , ou que se trouvant engagé à pousser effectivement cette affaire , il fasse naître une grande division dans l'Etat , & perdre son crédit & une partie de ses Amis , car pour y réussir c'est ce qu'il ne fera pas.

Les Villes de Nort-Hollande , je ne dis pas quelques-unes , mais toutes sept ensemble de concert ont fait une autre proposition aux Etats de Hollande qui les embarrasse bien d'avantage. Les Députés de ces Villes ont fait une déduction de l'état présent des affaires de cette Province , & de celui de leurs Villes en particulier. Ils ont fait connoître que quelque soin , & quelque exactitude qu'ils prennent , à ce que les impôts de l'Etat soient fidelement payés : cependant il s'en faut quatre cents mille florins,

florins, qu'ils ne montent aussi haut qu'ils étoient avant la guerre, que cela fait assez voir la diminution du commerce dans leurs Villes, & l'impossibilité où elles sont de fournir leur quote-part au comptoir de la Province. Ils ont donc demandé qu'on fit une nouvelle repartition dans la Province, & ont protesté que quand on ne le voudroit pas, ils ne se tenoient pas obligés pour cela de payer plus long-tems suivant l'ancienne repartition, & cela par la raison de l'absolue impossibilité où ils sont de le faire. On tient cette proposition - là le plus secret que l'on peut, car on en connoît les conséquences, & peu de gens en sont encore instruits. Je fais semblant de l'ignorer, n'étant d'aucune utilité que je témoigne la savoir: mais j'en informerai tous les Ministres de France dans les Cours Etrangères, croyant utile au bien de son service, que l'on connoisse en Allemagne l'état de la seule Province de cette République, qui a jusqu'ici avan-

cé de l'argent aux autres pour payer les subsides : mais il seroit bon qu'ils fissent répandre ces nouvelles par d'autres que par eux , car comme on tourne toujours les choses en mal , je sai que quelques-uns d'eux ayant voulu profiter pour le service du Roi de quelques avis semblables , on les a rendus odieux auprès de Messieurs d'Amsterdam , disant que c'étoient toujours les Ministres de France qui publioient tout ce qui étoit de plus desavantageux à la République , & cela ne fait pas un trop bon effet ici.

30 Mai  
[2586.]

Le Comte de Stirum a ordre d'aller conjointement avec le vaisseau de Zelande , trouver à l'Isle de With les autres vaisseaux , tant marchands que de guerre qui sont partis du Texel ; c'est le lieu de leur rendez-vous , on ne doute point qu'ils ne continuent ensuite leur route par la Manche droit à Cadix.

Je mandai que le Prince d'Orange & l'Electeur de Brandebourg , avoient de grands desseins dans la con-



férence qu'ils devoient avoir à Wesfel, & qu'on ne doutoit presque pas qu'ils ne voulussent l'un & l'autre se faire Chefs de tous les Protestans de l'Europe : aussi j'ai appris que le Prince d'Orange prend de plus fortes liaisons que jamais avec les Presbyte-riens d'Angleterre, & qu'il ne garde pas même en cela beaucoup de mesures avec Sa Majesté Britannique, qu'il ménage seulement autant que cela peut compatir à ses projets, mais qu'il ne ménagera point lorsqu'il faudra ou rompre ses desseins, ou abandonner le Roi d'Angleterre. On devroit même assez reconnoître en Angleterre, que toutes les assistances que le Prince d'Orange oblige les Etats de donner aux Officiers François fugitifs, ne sont qu'une espèce d'ostentation, & pour faire voir à tous les Protestans, & principalement à ceux d'Angleterre, ce qu'ils doivent attendre de lui ; ainsi je suis persuadé que cela regarde autant le Roi d'Angleterre que la France.

On m'a dit, il y a quelque

tems, que le Roi d'Angleterre avoit trouvé des lettres écrites de la main du Prince d'Orange, qui faisoient voir l'intelligence qu'il avoit eue avec M. de Montmouth, & depuis on m'a appris, que Sa Majesté Britannique avoit eu une espece d'accord qui n'étoit pas toutefois signé de la main du Prince d'Orange, par lequel il paroît qu'ils étoient convenus, lui & M. de Montmouth, que la Princesse d'Orange seroit Reine d'Angleterre, & que M. de Montmouth seroit le premier du Royaume après le Prince d'Orange. Je n'ai point voulu importuner le Roi de ces sortes d'avis, ne doutant point que s'ils sont vrais, Sa Majesté n'en soit mieux informée d'ailleurs : mais, je crois devoir lui mander, que le sieur Citers a écrit ces jours-ci dans une lettre écrite aux Etats Généraux, que le Roi d'Angleterre avoit témoigné en plusieurs occasions depuis environ trois semaines son mécontentement, de l'intelligence qui avoit été entre le Prince d'Orange & M.

de Montmouth. Ce Prince n'a pas été moins fâché de ce que le sieur Citters a mandé cette nouvelle aux Etats , que de ce que le Roi d'Angleterre a tenu un tel discours.

L'Envoyé de Suede fit de grandes instances dans une conférence qu'il a eue avec le Prince d'Orange. Le Pensionnaire Fagel & le Résident de l'Empereur , pour avoir quelques vaisseaux de guerre de la République, afin de transporter des troupes Suédoises en Allemagne. Il a témoigné au Prince d'Orange, que le Roi de Suede a pris à cette heure tout de bon cette résolution. Il en a montré des lettres expresses , & même il s'est réduit à la fin à ne demander , sinon , que le Comte de Stirum détachât deux vaisseaux de guerre de son Escadre seulement , pour faire voir à tous les Princes , que les Etats Généraux approuvoient ce transport , & qu'il se faisoit de concert avec eux. Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel , l'ont refusé, n'osant en faire l'ouverture aux Etats Généraux , &

4. Juin

1686.

ne pouvant détacher des vaisseaux de l'Escadre du Comte de Stirum, qui n'en a pas plus qu'il ne lui en faut pour aller à Cadix & contre les Anglois, les Etats Généraux n'ayant d'ailleurs aucuns vaisseaux dans leurs ports prêts à mettre à la voile.

7 Juin

1686.

J'en'ai été informé qu'aujourd'hui, que le Prince d'Orange avoit fait proposer par le Pensionnaire Fagel dans la Province de Hollande, d'augmenter les impositions sur tout ce qui vient du pays de Liege, jusqu'à ce que leur Excellence ait aboli le soixantieme denier, & qu'il ait diminué les impositions sur les marchandises de Hollande, sur le même pié qu'elles sont sur les marchandises de France. Quoique cette proposition soit très-dérisonnable, puisque l'Electeur de Cologne n'a point de traité avec les Etats, par lequel il soit obligé de les traiter aussi-bien que quelque Nation que ce soit: cependant les Députés des Villes de Hollande y ont tous consenti, à la reserve de ceux d'Amsterdam, qui



en ont empêché la conclusion , & qui ont dit qu'il falloit voir auparavant s'il n'y avoit point de moyens pour accommoder toutes choses à l'amiable.

On ne doute plus ici , que le Roi de Suede n'ait dessein de faire passer incessamment des troupes en Allemagne ; c'est sans doute en exécution du traité que j'ai eu l'honneur cet Hyver de mander à Votre Majesté , qui se faisoit entre l'Empereur & le Roi de Suede , par lequel le Roi de Suede s'engageoit de donner beaucoup plus de troupes pour la guerre contre le Turc , qu'il n'y est obligé , sous prétexte de suppléer à celles qu'il n'a pas fournies jusqu'à cette heure. On croit ici que l'Empereur ayant donné une entière satisfaction à l'Electeur de Brandebourg , sur ses Duchés en Silesie , il aura exigé son consentement à ce passage de troupes.

On vient de me donner avis , que le Prince d'Orange envoie le nommé Ivoy à Geneve : on lui doit donner aujourd'hui ou demain ses



expéditions , & il n'attend que cela pour partir ; c'est l'Ingénieur général des Etats , mais c'est un très-malhabile homme. Je crois que le Prince d'Orange s'en veut deffaire honnêtement , ou peut-être qu'il est bien aisé d'avoir quelqu'un là qui dépende de lui , & qui agisse selon son bon plaisir.

Lettre du  
Roi , du 7  
Juin 1686.

Le Roi me manda , que je verrois par la relation qu'il m'envoyoit , quel avoit été le sujet du combat qu'il y avoit eu le 19 Mai , entre un de ses vaisseaux appelé le Marquis , commandé par le sieur de Belle-Isle-Errard , & un navire de guerre Hollandois , dont le Capitaine s'étoit attiré de gaieté de cœur le mauvais traitement qu'il avoit reçu , qu'il étoit bon que je prévinsse les fausses relations qu'ils en pourroient faire par l'information véritable que je donneroie aux Etats Généraux du détail de cet événement , & que comme Sa Majesté n'avoit pas lieu de croire qu'il eût aucun ordre des Etats Généraux d'agir comme il faisoit , il

s'affûroit aussi qu'ils n'attribueroient qu'à sa mauvaise conduite le dommage qu'il avoit souffert.

La vérité du fait est , que le Duc de Mortemar ayant rencontré en mer deux vaisseaux Hollandois , convint avec eux de faire route ensemble & passer le Detroit ; un des deux Hollandois s'écarta à l'entrée de la nuit , le sieur de Belle-Isle s'en aperçût , mais trop tard , le suivit , se trouva vers le minuit à portée de voix , & tâcha de lui persuader de rejoindre l'Escadre de M. de Mortemar : mais le Hollandois lui répondit fierement qu'il n'en feroit rien. Le jour étant venu , le Capitaine Hollandois mit son navire sous les armes , & courut à toutes voiles sur celui du sieur de Belle-Isle , qui ayant dessein de lui tirer trois coups de canon à balles l'un après l'autre vers son avant , pour signal de ne pas avancer , à peine eut-il tiré le premier , que le Hollandois lui tira une bordée de vingt-cinq pieces de canon. Le combat devint très-rude : le Capitaine Hollandois

fut tué, le vaisseau fort mal traité ; deux Officiers Hollandois vinrent dans la chaloupe prier le sieur de Belle-Isle , de faire cesser le combat , ce qu'il fit , après quoi ils vinrent ensemble rejoindre le Duc de Mortemear vers Cadix.

13 Juin

1686.

Messieurs d'Amsterdam arriverent ici hier au soir , pour assister à l'assemblée qui doit commencer ce matin. Je n'ai pû savoir encore bien précisément leurs sentimens sur la rencontre qu'un des vaisseaux de la Flotte Françoise a eue , avec un de ceux de cette République : je sai seulement qu'ils auront bien des reproches à esfuyer dans l'assemblée de Hollande ; car le Prince d'Orange & ses Créatures, ont déjà dit, que Messieurs d'Amsterdam étoient cause de l'affront que les Etats venoient de recevoir , qu'ils avoient refusé de faire un plus grand armement Naval , qu'ils avoient répondu aux Etats de Hollande , de la Flotte de France , & avoient assuré qu'on n'en avoit rien à appréhender ; qu'on voyoit cependant ce

qui venoit d'arriver , que c'étoit tout le fruit qu'ils retiroient de la correspondance qu'ils entretenoient avec moi , que de se laisser amuser , & autres choses semblables qu'on a dites ces jours-ci , pour étonner les Députés d'Amsterdam à leur arrivée.

Je n'ai pas perdu de tems de mon côté , & j'ai fait savoir ce matin à Messieurs d'Amsterdam avant l'ouverture de l'assemblée , ce que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me mander touchant l'ordre qu'elle a envoyé , de faire retirer ses vaisseaux de la Rade de Cadix , & d'en renvoyer la plus grande partie dans ses Ports , aussitôt que M. le Marquis de Feuquieres aura retiré du Conseil d'Espagne l'écrit qu'on lui promet , pour la sûreté des Sujets de Sa Majesté.

J'ai sù que le Prince d'Orange a témoigné à quelques personnes , que quoique les Espagnols ne soient pas encore déclarés ennemis de la France , & que Cadix ne soit pas effectivement bloqué ; cependant on



peut dire que c'est presque la même chose, qu'ainsi il n'eût pas trouvé fort étrange, que le Roi envoyant une Flotte devant cette Ville pour se faire faire justice, n'eût pas souffert que les vaisseaux des Etats fussent demeurés à la Rade; mais que c'étoit contre toute sorte de droit & de raison, de ne pas vouloir que les vaisseaux de l'Etat soient à trente lieues de-là, sur les côtes d'un autre Royaume, & qu'on les en ait fait sortir par force & par violence; c'est-là le point à ce que le Prince d'Orange a dit à quelques personnes de l'Etat, dans lequel il faut se renfermer, & sur quoi les plaintes des Etats doivent être principalement fondées.

Je sai cependant que les Etats avoient dépêché depuis trois jours deux galliottes au Comte de Stirum, pour lui ordonner de ne se mettre en aucun lieu qui pût donner le moindre ombrage aux vaisseaux de Sa Majesté.

Je mandai que les Etats Généraux payeroient en trois années, ce



qu'ils ne devoient payer qu'en six , que je ne traverserois point cette négociation quand même je le pourrois , parce que je ne croyois pas que ce fût un grand mal pour les intérêts du Roi , qu'il n'y eût plus d'argent à recevoir des Etats Généraux.

Je découvris par l'homme même que Castanaga envoyoit à la Haye avec des lettres de créance pour l'Envoyé , & pour le Consul à Amsterdam , qu'il avoit ordre de s'informer si l'on pouvoit se promettre quelque chose du parti des Huguenots , & si les Officiers réfugiés qui étoient à la Haye , pouvoient agir par eux-mêmes , ou par les correspondances qu'ils avoient en France. Il me dit , que le Marquis de Castanaga ne demandoit pas à être informé de cela dans l'envie d'avoir la guerre , qu'au contraire il l'appréhenderoit & l'éviteroit , n'étant pas en état de sauver les Pays-Bas ; mais qu'il vouloit pourtant à tout événement être informé de ces sortes de choses.

Ce même homme me découvrit ,

que le Marquis de Castanaga lui avoit confié, qu'il y avoit eu une espee de traité en l'an 1683; entre les Genoïs, le Comte de Melgar, & les Prétendus Reformés des Sevenes, que les Genoïs devoient fournir l'argent, & le Comte de Melgar donner quelques Officiers; qu'on avoit eu toutes les peines du monde à faire entrer le Comte de Melgar dans ce traité, & qu'il ne s'y étoit résolu qu'après qu'on lui eut apporté une consultation faite par le Conseil de conscience du Roi d'Espagne Philippe IV. qui portoit, que le Roi d'Espagne pouvoit en conscience fomenter la rebellion de M. de Rohan.

1<sup>er</sup> Juin  
1686.

Le Pensionnaire Fagel tint toute la matinée dans les Etats de Hollande, à rapporter avec beaucoup d'exageration ce qui s'étoit passé entre un vaisseau du Roi & un des Etats. Il fit ensuite des plaintes contre Messieurs d'Amsterdam: mais on ne prit aucune résolution sur cette affaire; ils écrivirent seulement à leur Ambassadeur en Espagne, de leur envoyer de nouvelles informations.

Messieurs d'Amsterdam sont fort en peine pour le Comte de Stirum , parce qu'ils connoissent son devoiement au Prince d'Orange , & qu'ils ne savent point s'il n'en a pas reçu quelque ordre secret. Ils m'ont cependant fait assûrer que l'ordre que les Etats Généraux ont donné au Comte de Stirum à son départ, est de baisser le pavillon devant la Flotte de France , & de lui rendre tous les mêmes honneurs qu'ils se sont obligés par leurs traités de faire à l'Angleterre.

J'ai trouvé le moyen de faire parvenir jusqu'au Roi , une lettre du sieur Citters aux Etats Généraux , qui fait voir , que dans le tems que le Roi d'Angleterre veut rassûrer les Etats de l'appréhension qu'ils pourroient avoir de la guerre , il ne veut pas en attribuer la cause aux bonnes intentions de la France. Mais à l'impuissance dans laquelle il prétend que la France se trouve , par l'épuisement de ses Finances , d'entreprendre aucune chose de consé-

20 Juin  
1686.

quence , & moins encore une guerre.  
J'ai parlé au sieur Blanquet , afin d'être averti de la suite de la négociation qu'il croyoit se former avec l'Electeur de Baviere , pour faire passer ses troupes dans les Pays - Bas , & de l'envoi de Sandrask dans le Palatinat. Il m'a dit , que par de certaines choses que lui a dit M. de Castanaga , il ne doute pas que s'il arrivoit un démêlé entre la France & l'Espagne , l'Electeur de Baviere ne fût incontinent nommé Gouverneur des Pays-Bas : c'est ce qui fait encore plus appréhender au Marquis de Castanaga , une rupture entre le Roi de France & le Roi d'Espagne.

J'avertis le Roi , des Manufactures qu'on vouloit établir , & des moyens qu'il y avoit de l'empêcher.

Le Pensionnaire Fagel , dit , dans l'assemblée de Hollande , que le Roi n'avoit équipé une grande Flotte que pour détruire le commerce des Etats Généraux , & qu'il l'auroit entrepris s'il n'en avoit été détourné par d'autres

tres Puissances avec qui il vouloit se joindre ; les Créatures du Prince d'Orange firent entendre qu'il n'avoit pas voulu seconder les desseins de Sa Majesté.

J'appris en très-grand secret que le sieur Hekart , Conseiller du Prince d'Orange , & qui étoit auparavant Secrétaire de M. l'Evêque de Strasbourg , va à Ausbourg sous prétexte de voyager en Allemagne : il est assez évident que c'est le Prince d'Orange qui l'envoie. J'ai prié celui par qui j'entretiens commerce avec Messieurs d'Amsterdam de leur en parler , & de leur remontrer qu'ils ne doivent pas prendre pour excuse que le sieur Hekart n'est chargé d'aucun ordre de l'Etat ; qu'il suffit au Comte de Waldeck , & à ceux qui veulent troubler le repos de l'Europe , & qui seront présens à la Diète d'Ausbourg , d'avoir un Ministre des Etats qui autorisera par sa présence toutes les entreprises des factieux , & qui donnera toutes les assurances de la part des Etats Généraux ; que le



Prince de Waldeck croira être nécessaire pour le succès de cette entreprise.

21 Juin  
1686.

L'Evêque d'Utrecht étant mort, je mandai au Roi, que les Espagnols tâchoient toujours d'avoir grande part à la nomination des Evêques pour gagner l'affection des Catholiques : j'informai le Roi, de toutes les Caballes qu'on faisoit, & lui nommai les personnes que je croyois les plus propres pour remplir cette place, & qui n'avoient aucune partialité.

Le Prince d'Orange travailloit depuis quelque tems à faire prendre une résolution touchant la Marine, qui étoit d'entretenir toujours neuf mille Matelots, à dix écus par mois. Le prétexte qu'il prend est que les Etats ne seront jamais surpris, & qu'ils auront toujours des Matelots prêts pour monter leurs vaisseaux, qu'on trouvera assez de quoi les occuper l'Hiver dans le pays, & le reste du tems à servir les vaisseaux de convoi. Cela est possible : mais je ferai remon-

\* 22 Juin  
1686.

trer dès demain \* à Messieurs d'Am-

Amsterdam , que le Prince d'Orange n'a d'autre but en cela , que de se rendre le Maître de leurs forces de mer , comme il l'est de celles de terre ; que les Matelots qui sont loués par les Capitaines , & payés par les Villes , ne reconnoissent gueres l'autorité du Prince d'Orange : mais que quand ils auront une paye réglée , le Prince d'Orange fera venir l'argent au Comptoir de la Province comme il a fait pour celui de la Milice , & qu'il aura par ce moyen tous les Matelots dépendans de lui , en sorte que comme il fait marcher les troupes sans le fû , & même contre la volonté de l'Etat , il fera de même équiper des vaisseaux selon son bon plaisir , étant assez Maître des Amirautés pour prendre dans leurs Magasins ce qui lui sera nécessaire. Sans doute le Prince d'Orange avoit alors en vûe l'entreprise qu'il a faite depuis contre l'Angleterre.

On me donna avis , que le voyage de M. l'Electeur de Brandebourg à Cleves étoit assuré , & même que le

24 Juin

1686

Docteur Ham , avoit écrit une lettre secrete au Pensionnaire Fagel , par laquelle il lui mandoit que quoiqu'on fît entendre à M. de Rebenac , que le voyage de M. l'Electeur de Brandebourg à Cleves étoit rompu , cependant il ne l'étoit pas , & que M. l'Electeur y viendrait infailliblement. Cette lettre du Docteur Ham , étoit de même date que la lettre de M. de Rebenac , du 11 Juin , par laquelle il m'avoit mandé les raisons qu'on lui faisoit entendre qui avoient rompu le voyage de Cleves.

27 Juin  
1686.

Le Roi d'Angleterre témoigna beaucoup de chagrin de la rencontre qu'il y avoit eue entre le sieur de Belle-Isle & le Capitaine Ewick , & que Sa Majesté Britannique l'avoit assuré , qu'elle feroit tels offices qu'une pareille chose n'arriveroit pas.

Le Prince de Nassau , étoit fort alarmé du voyage de l'Electeur de Brandebourg , & a été à Amsterdam avec la Princesse de Nassau , & y a demeuré deux ou trois jours. Il a envoyé trois fois chez les Bourguemestres Régens : mais pas un d'eux

n'a voulu l'aller voir. Ce Prince est venu d'Amsterdam à la Haye , il a envoyé à son arrivée un Gentil-homme chez le Prince d'Orange , & y a été lui-même une heure après. Le Prince d'Orange lui a fait dire qu'il dormoit, il n'a pas laissé d'y aller une seconde fois, il s'en retourna le lendemain en poste fort mécontent.

Messieurs d'Amsterdam firent fort sagement de ne point parler au Prince de Nassau , qui étoit entouré des Créatures du Prince d'Orange.

Le Prince d'Orange , presse avec beaucoup de chaleur les Amirautes de dresser les instructions , & les Mémoires nécessaires pour faire voir aux Etats Généraux l'utilité d'avoir toujours neuf mille Matelots entretenus , & la facilité de fournir à cette dépense. Les principaux des Amirautes qui dépendent presque tous du Prince d'Orange , ont déjà trouvé qu'en supprimant de certaines charges , & retranchant bien des dépenses inutiles , ils pourront sur leurs fonds ordinaires donner tous les ans

quatre cents mille florins pour ces Matelots , dont l'entretien n'est estimé qu'à onze millions : mais le le Prince d'Orange veut qu'ils fournissent cinq cents mille florins , & qu'on n'en demande que six cents mille aux Etats Généraux. Je ne crois pas que ce soit-là la plus grande difficulté qu'il trouvera : je pense que Messieurs d'Amsterdam ne lui accorderont pas facilement ce qu'il souhaite ; ils sont fort entrés dans les raisons que je leur ai fait alleguer là-dessus , & trouvent que le Prince d'Orange affoiblit extrêmement par-là leur Ville , qui tire sa principale force du nombre des Matelots , qu'elle a toujours eus en sa disposition.

Quelques Maîtres de navires qui étoient dans les Ports de France , écrivirent en Hollande , qu'on avoit enfumé leurs vaisseaux à Bordeaux , pour faire mourir les Huguenots qui s'y feroient cacher. La lettre qui fit le plus de bruit là-dessus , étoit d'un Capitaine Danois , qui ajoûtoit cette circonstance , que comme il étoit Sujet d'un Prince allié de Sa Majesté,



on lui avoit laissé à lui-même le soin d'enfumer son vaisseau. Le sieur Krack montra cette lettre à beaucoup de personnes de l'Etat. Dans la prévention qu'on a prise à Amsterdam, que ces vaisseaux avoient été non-seulement enfumés, mais empoisonnés, quelques personnes qui avoient mangé des pruneaux de Bordeaux, étant mots ou malades, on a incontinent dit, que ces pruneaux & toutes les marchandises de ces vaisseaux avoient été empoisonnées. Cela a été si loin, que Messieurs d'Amsterdam ont ordonné à M. Borel d'en faire information : cependant on a débité mille contes plus extravagants l'un que l'autre, & le Président des Echevins a eu l'insolence de dire au Commis du Conseil, & à un Marchand François, qu'il a trouvés ensemble, que si on trouvoit que ces pruneaux fussent empoisonnés, on les feroit brûler en place publique par l'Exécuteur de la Haute-Justice. J'écrivis au Consul pour en parler à M. Borel, ci-devant Ambassadeur

en France , & pour lors Grand-Señ  
hont à Amsterdam. Il lui dit qu'il  
étoit chargé d'en faire l'information ;  
qu'un Marchand d'Amsterdam ayant  
reçû de Bordeaux douze barils de  
pruneaux , il les a vendus à quatre ou  
cinq Epiciers qui les ont partagés ;  
qu'un d'entr'eux en ayant eu quatre  
barils , il en a envoyé un entier à  
Campen sans l'ouvrir , & en a fait  
scier un par le milieu pour vendre  
en détail dans sa boutique ; qu'un de  
ses gens avec trois enfans en ayant  
mangé , aussi-bien que les enfans  
d'une pauvre femme , qui travailloit  
dans la maison , à qui l'on en a don-  
né , se sont trouvés mal peu de tems  
après ; que le garçon de la boutique  
est mort la nuit suivante , & tous les  
enfans ont été à l'extrémité , & sont  
encore fort malades. Que sur ce rap-  
port , les Juges ont ordonné , qu'en  
présence des Medecins & Chirur-  
giens on ouvreroit le corps ; que l'on  
y a trouvé toutes les marques ordi-  
naires de poison ; qu'ils ont aussi tous  
eu les symptomes de personnes em-  
poisonnées , comme vomissement ,

enflure , & le visage bleu. L'on a enlevé ce qui restoit de ces prunes , que l'on a mis a part dans l'intention d'en faire l'épreuve sur quelque bête. Ce qu'il y a de certain , c'est que tous les autres Epiciers qui en ont eu , en ont vendu & mangé sans aucune incommodité , & M. Borel croit que ce n'est que quelque chose casuelle & particuliere à cette barrique , comme poison tombé dedans par malheur , ou quelque bête vénimeuse qui y auroit été , & qui l'auront ainsi empoisonnée ; il lui a promis qu'il lui en diroit la suite , & lui a dit cependant qu'on ne finissoit point en France une affaire de M. Borel , de quatorze ou quinze cents francs , dont il étoit fort chagrin.

Je mandai au Roi , que j'avois été informé , que le Prince d'Orange avoit pris depuis peu de nouvelles mesures avec les plus considérables des Anglois , qui étoient refugiés à Utrecht.

Le sieur Falkenir , Résident des Etats à Ratisbonne , leur écrivit , que

28 Juin  
1686.

M. de Windisgrats, lui avoit remontré la nécessité qu'il y avoit pour le bien commun qu'il y eût un Ministre des Etats Généraux présent à la Diette d'Ausbourg, & qu'ainsi il se disposoit à y aller, y ayant fort peu de distance de Ratisbonne à Ausbourg; & ne croyant pas qu'il y eût de long-tems rien de conséquence à mander de Ratisbonne, on m'avoit dit, que les Députés aux Etats Généraux, lui avoient envoyé le 24 Juin, la permission d'aller à Ausbourg: mais par un billet que je reçûs quelques jours après, j'appris que Messieurs d'Amsterdam s'étoient fort-bien souvenus de ce que je leur avois remontré là-dessus il y avoit environ trois semaines, & qu'on avoit écrit au sieur Falkenir, pour lui faire défense d'aller à Ausbourg, & pour lui donner ordre de se rendre incessamment à la Haye.

2 Juillet

1686.

A M. de Seignelay.

Je récrivis de ce Besnard, Marchand Droguiste à Rouen.

Il m'est venu voir, & autant que j'en puis juger il n'y a que sa femme,

& peut-être une mauvaise honte qui l'empêche de se déclarer ouvertement Catholique : cependant après avoir beaucoup biaisé , il m'a demandé s'il pourroit obtenir la permission d'aller en France , qu'il auroit l'honneur de vous aller trouver , qu'il abjureroit l'hérésie , & qu'il demanderoit ensuite , que cela fût tenu dans le dernier secret , & qu'on lui permît de ne pas déclarer son changement d'un an ou deux , pendant lesquels il lui seroit permis de faire des voyages hors de France , & d'y rentrer ; il prétend qu'il pourroit de cette manière rendre beaucoup plus de service. Et en effet , si cet homme y va de bonne foi , il peut être beaucoup plus utile en bien des rencontres , que s'il déclaroit sa conversion : il a déjà détourné par son savoir faire l'établissement des draps de Meunier en ce pays-ci , son dessein est de rétablir cette Manufacture à Elbeuf. J'ai crû , Monsieur , ajoûtois-je , que vous seriez bien-aîsé que j'eusse l'honneur de vous rendre compte de



ceci , puisque la premiere démarche que ce Besnard offre de faire étant de vous aller trouver , vous serez Maître de faire ce que vous jugerez à propos selon l'utilité que vous y pourrez trouver.

Le Roi approuva les éclaircissemens que je lui avois donnés touchant ceux qui pouvoient remplir la place de l'Evêque de Castorie , & en écrivit au Duc & au Cardinal d'Etrées.

17 Juillet  
1686.

Le Prince d'Orange remuoit ciel & terre , pour venir à bout de faire lever neuf mille Matelots , & Messieurs d'Amsterdam ne s'y opposoient pas avec moins de fermeté.

Les Députés aux Etats Généraux avoient envoyé ordre depuis huit jours au sieur Falkenir de se rendre à Aufbourg : mais le 28 Juin , Messieurs d'Amsterdam firent revoquer cet ordre , & on lui ordonna au contraire de se rendre à la Haye ; ils me firent prier pour des raisons qu'ils ne voulurent pas communiquer , qu'on tint cela fort secret.

Je mandai au Roi , que le Prince

de Waldeck disoit à ses Amis, que s'y l'on perdoit cette occasion d'attaquer la France, on n'en recouvreroit jamais une si belle; qu'il étoit bien vrai que Sa Majesté ne vouloit point à présent de guerre; mais que c'étoit à voir si ce n'étoit point leur intérêt de prévenir, & de ne pas attendre que Votre Majesté prît son tems. Le Pensionnaire Fagel témoignoit aussi qu'il ne s'étoit point présenté jusqu'à ce tems-là une si favorable conjoncture.

Le Ministre Claude, ne s'oublia pas non plus: il prétendit faire voir qu'il n'y avoit pas cent millions en toute la France qui rouloient toujours, & dont les Fugitifs avoient emporté une grande partie, que tous ceux qui avoient été obligés de changer de Religion, & qui étoient restés en France, prendroient les armes dès qu'ils verroient Sa Majesté occupée dans une guerre Etrangere.

J'envoyai au Roi, une lettre de Falkenir, Résident des Etats à Ratisbonne, dans laquelle il mandoit à

ses Maîtres , que l'Electeur de Brandebourg s'étoit fait fort auprès des Ministres de l'Empereur , d'engager les Cercles de la Haute & de la Basse Saxe , dans le traité qu'on projettoit de faire à Ausbourg.

Il me paroît , que Messieurs d'Amsterdam sont dans de très-bonnes dispositions. Les Bourguemestres de cette année ont refusé au Prince d'Orange tout ce qui pouvoit avoir trait à la guerre ; ils ont aussi marqué dans le châtiment de Lucas , autant qu'il leur a été possible, l'envie qu'ils ont de plaire à Votre Majesté : car il est certain qu'ils ne peuvent gueres donner des marques publiques de leur partialité pour la France sans s'attirer sur les bras les Créatures du Prince d'Orange , & les Villes qui lui sont devoüées , & sans se rendre par-là inutiles. Comme on aura souvent à faire d'eux , disois-je au Roi , pendant le séjour de M. l'Electeur de Brandebourg dans ce voisinage , je supplie très-humblement V. M. de n'être pas importunée si je prends la

liberté de lui représenter, que ce seroit peut-être le tems à cette heure de leur faire savoir si Votre Majesté leur veut faire quelque grace à l'égard des familles pour lesquelles ils ont demandé permission de sortir de France, l'occasion me paroît favorable. Comme ils viennent de châtier leur Gazetier, & qu'ils se sont bien conduits en toutes choses dans ces derniers tems, cela leur feroit voir qu'ils doivent attendre des graces de Votre Majesté, lorsqu'ils se comporteront comme ils doivent, & les encourageroit à faire mieux à l'avenir. Que si on attend à la veille de l'arrivée de M. l'Electeur de Brandebourg, ils attribueront peut-être les graces qu'ils recevront alors de Votre Majesté, à d'autres raisons qu'à un pur effet de sa bonté pour eux.

Des quatre qu'ils demandent, le sieur Outshorn a permission de Votre Majesté, d'être pour six mois hors du Royaume : ainsi à proprement parler, il n'est plus question que de sa femme qui a soixante-dix ans, ses enfans étant établis à Amsterdam, où ils

ont des charges dans la Ville. L'autre qui est Hemstede, & qui est particulièrement recommandé, est hors de France, & n'y a pas beaucoup de biens. La veuve Vandermer n'est pas naturalisée, je ne fai point si elle est fort riche. L'autre est Tersmitten qui n'est pas naturalisé non plus. Si Votre Majesté ne vouloit pas accorder la grace pour ces quatre personnes tout à la fois, & qu'elle voulût seulement la donner pour deux, je ne laisserois pas de faire valoir à Messieurs d'Amsterdam cette marque de la bonté de Votre Majesté, sur-tout si elle vouloit y ajoûter une autre grace qui n'est pas de si grande conséquence, & qui cependant leur feroit bien plaisir, c'est en faveur d'un nommé Dutry, pour qui ils m'ont fait parler fort instamment depuis deux jours. Il a été arrêté prisonnier pour avoir gardé dans son auberge, les enfans du sieur de la Sabliere. Ils ont prétendu autrefois justifier ce Dutry, ils le voudroient bien encore : cependant ils ne le réclament plus comme



un de leurs Bourgeois, & ne demandent sa liberté que comme une grace.

M. de Croissy me manda, qu'on avoit fort exagéré les précautions qui avoient été prises pour empêcher quelques vaisseaux qui avoient chargé à Bordeaux, & qui étoient soupçonnés d'enlever les Sujets du Roi, d'exécuter leur dessein : mais que Sa Majesté alloit faire cesser ces sortes de recherches, qui pouvoient nuire au commerce de ses Sujets, & pourvoir par d'autres moyens plus sûrs, à ce que les vaisseaux Etrangers ne facilitassent plus leur évasion.

Lettre de  
M. de Croissy,  
du 4 Juillet  
1686.

La grande affaire qui étoit dans les Etats de Hollande, étoit toujours le reglement des droits d'entrée & de sortie, on commença alors à parler de mettre ces droits là à ferme, ce qui n'avoit jamais été pratiqué dans cette République.

11 Juillet

On a enfin sù qu'il y avoit eu quelques vaisseaux marchands Hollandois, pris par les Algeriens dans la Manche ; on dit que Messieurs d'Amsterdam veulent proposer de faire

équiper quatre ou cinq Fregattes légères , pour croiser dans ces mers ci.

Quoique je ne doute pas , Sire , que Votre Majesté n'ait été informée des particularités de l'accommodement de l'Empereur , avec l'Electeur de Brandebourg , sur les Duchés que cet Electeur demandoit en Silesie ; cependant j'ai fait ce que j'ai pû pour en avoir le détail. On m'a dit que l'Empereur n'ayant pas voulu ceder les Duchés prétendus par M. l'Electeur , lui a donné en échange un territoire dans la Silesie , appelé de Swibarch , joignant le Duché de Crossen , composé d'une Ville & de quatre-vingts Villages , qui sont des terres héréditaires de l'Empereur , avec quelques autres avantages.

Lettre du Roi du 11 Juill. 1686. Quoique le sieur Falkenir n'ait pas ordre d'aller à Aufbourg , il n'a pas laissé de faire ce voyage , sous le prétexte d'une simple curiosité , mais en effet pour seconder l'intention de ceux qui voudroient exciter de nouveaux troubles , & qui croient tirer

de grands avantages de sa venue.

Vous ne sauriez, m'écrivoit le Roi, trop observer les démarches de l'Ele-cteur de Brandebourg, & les négocia-tions de ses Ministres, soit auprès du Prince d'Orange ou des Etats Géné-raux; & ce Prince donne à présent tant de marques de ses mauvaises inten-tions, qu'on ne sauroit apporter trop de soins à traverser ses desseins, & em-pêcher qu'il ne se forme des liaisons plus étroites entre lui & les Provin-ces-Unies.

Les Etats furent fort mécontents, 18 Juill.  
que leur Résident à Ratisbonne, qui 1686,  
étoit devoüé au Prince d'Orange,  
eût été à Ausbourg, & ils lui envoye-  
rent ordre de se rendre incessamment  
à la Haye.

Le Prince d'Orange trouva tant  
d'opposition dans Messieurs d'Amf-  
terdam à l'entretienement de neuf  
mille Matelots, qu'il n'osa poursui-  
vre davantage cette affaire, & aban-  
donna le projet qu'il en avoit fait  
dresser par les Amirautés.

Messieurs d'Amsterdam aussi con-

sentirent à la vérité, d'envoyer faire un compliment à M. l'Electeur de Brandebourg à Cleves : mais ils refuserent de l'inviter de venir à la Haye.

Je mandai aussi au Roi, que j'étois assuré que Messieurs d'Amsterdam ne donneroient point au Prince Philippe de Brandebourg, la survivance des Charges du Prince d'Orange, qu'ils ne se laisseroient point aller à toutes les vûes du Prince d'Orange, pour faire de nouvelles alliances, & que je n'appréhendois rien sinon qu'on fît quelque proposition où il seroit question de religion.

25 Juill.  
1786.

L'Electeur de Brandebourg, avoit dessein dans le voyage qu'il fit à Cleves, qu'on lui cedât la Gueldre Espagnole, pour les sommes que le Roi d'Espagne lui devoit.

29 Juill.  
1686

Quoique je ne doute pas, que le Roi ne soit informé de la négociation qui se fait en Angleterre, pour avoir quatre mille Anglois dans les Pays-Bas Espagnols ; cependant comme je n'en avois pas encore ouï par-

ler , j'ai cru que je ne devois pas négliger d'envoyer au Pensionnaire Fagel , la lettre du sieur Citters qui en fait mention.

Le sieur d'Amerongue , concerta Prem. Août  
1686. les visites entre l'Electeur de Brandebourg & le Prince d'Orange. Ce Prince devoit aller voir l'Electeur de Brandebourg à Cleves , & l'Electeur de Brandebourg lui rendre sa visite au camp. La Princesse d'Orange n'ira point voir l'Electrice : mais comme elle se trouvera au camp où l'Electrice de Brandebourg viendra avec l'Electeur , & que cela passera pour une visite de l'Electeur de Brandebourg au Prince d'Orange ; il me semble que la Princesse d'Orange , pourra prétendre par la même raison que l'Electrice de Brandebourg lui aura rendu la premiere visite.

Le Pensionnaire Fagel , a dit ce matin aux Etats de Hollande , que le Prince d'Orange l'avoit chargé de leur déclarer , qu'avant que le printemps fût venu , ils auroient une grande guerre à soutenir ; que le Prince



d'Orange demandoit , que cet avis fût mis aujourd'hui dans les Registres, afin que quand cela arriveroit, il fût disculpé si l'on ne se trouvoit pas ici en l'état où l'on devoit être.

8 Août  
1686.

J'assûrai le Roi, que Messieurs d'Amsterdam étoient dans de fort bonnes dispositions; qu'on le voyoit assez par le refus qu'ils avoient fait au Prince d'Orange, de tout ce qu'il souhaite d'eux, qui pouvoit aller au préjudice de l'Etat. Ils me confierent qu'ils avoient découvert, que le Pensionnaire Fagel avoit prié les Députés des Villes de Nort-Hollande, de la part du Prince d'Orange, de ne pas insister davantage sur l'impossibilité où ils sont de payer leur quote part à l'Etat, & leur a donné parole, que s'ils vouloient consentir à ce que le Prince d'Orange souhaite, on trouveroit moyen qu'ils n'en payeroient rien en leur fournissant les deniers des fonds extraordinaires de l'Etat. Messieurs d'Amsterdam donneront bon ordre à cette affaire à cette heure, qu'ils l'ont découverte, &

s'en serviroient utilement pour faire voir, que le Pensionnaire Fagel ne songe qu'à faire réussir les desseins du Prince d'Orange, au hasard de la ruine de la République.

Je fus informé, que dans une lettre du sieur Citters, dont j'ai déjà rendu compte, il mandoit aux Etats qu'un Ministre du Roi d'Angleterre lui avoit dit, que le Roi son Maître pourroit bien enfin écouter les propositions des Princes qui cherchoient à l'engager contre les intérêts de l'Etat : il leur parle des plaintes qu'il faisoit, de ce qu'on donnoit protection dans les Etats à ses Sujets rebelles, dans le tems qu'il refusoit d'entrer dans des traités contre les Etats Généraux, que Sa M. T. C. le pressoit de faire. On se servoit de ces lettres du sieur Citters, pour faire voir aux Etats Généraux la mauvaise volonté de Sa Majesté pour eux.

Je mandai au Roi, que ces lettres du sieur Citters, faisoient croire à plusieurs personnes du Gouvernement, que le Roi leur feroit la guerre.

31 Août

1985.

re au printems de l'année 1687.

Je mandai au Roi, & à M. de Barillon, que le Prince d'Orange avoit fait tout ce qu'il avoit pû sous main auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour empêcher qu'ils ne publiassent des placards contre les Anglois rebelles qui étoient dans leurs Villes. Je le mandai à M. de Barillon: car il étoit très-nécessaire qu'on fût en Angleterre, que le Prince d'Orange tenoit cette conduite dans le tems qu'il leur faisoit accroire, que c'étoit Messieurs d'Amsterdam qui donnoient protection aux rebelles Anglois.

13 Août  
1685.

On dit ici, que le Prince Philippe de Brandebourg viendra à la Haye, pour y passer, les uns disent six mois, les autres disent deux ans. Si cela étoit il pourroit bien être, que ce que j'ai prévu est arrivé, & que le Prince d'Orange a fait accroire à Madame l'Electrice, qu'il falloit que M. le Prince Philippe fût ici quelque-tems pour gagner les bonnes grâces du peuple, avant que de demander la survivance

des charges. Si l'Electeur & l'Electrice de Brandebourg , se contentent de ces vaines espérances , ils veulent bien être trompés.

Je mandai qu'une déclaration un peu forte , pour faire voir la fausseté du contenu en la lettre du sieur Citers , que M. Skelton donneroit à la Haye dans un Mémoire , mortifieroit bien M. le Prince d'Orange , & feroit un très-bon effet dans tout le reste de la République ; & que le Prince d'Orange levoit si publiquement le masque contre le Roi d'Angleterre , qu'il ne meritoit pas que Sa M. Britannique l'épargnât. 19 Août 1686.

J'informai le Roi , que le Prince d'Orange avoit si bien fait auprès de l'Electeur de Brandebourg , dans les conférences qu'il avoit eues à Cleves , que lui qui avoit eu toujours beaucoup de considération pour le Roi d'Angleterre , & avoit eu pour principe qu'il falloit menager Sa Majesté Britannique , avoit changé de sentiment depuis les deux conférences qu'il avoit eues avec le Prince d'Oran-

ge, qu'il avoit résolu de ne plus avoir les égards qu'il avoit eus ci-devant pour les instances que le Roi d'Angleterre lui feroit faire à l'égard des Anglois, qu'il feroit distinction entre rebelles & rebelles, & que ceux d'Angleterre trouveroient d'orénavant un asyle assuré dans les Etats de l'Electeur de Brandebourg. Je ne manquerai pas d'informer demain M. de Barillon des bons services que le Prince d'Orange rend au Roi d'Angleterre.

5 Septem-  
bre 1686.

On est fort alarmé ici des nouvelles qu'on a reçues de Hambourg; le Résident de cette Ville-là, qui l'est aussi du Duc d'Hanover en fait bien du bruit, & demande du secours aux Etats Généreux: mais il parle en vertu d'un traité fait en 1645, qui est expiré il y a plus de quinze ans. Je ne vois pas Messieurs d'Amsterdam en aucune disposition d'accorder cette demande.

Rien ne pouvoit venir plus à contre-tems pour les desseins de Messieurs d'Amsterdam, qui ont dessein



de proposer dans l'assemblée du mois de Novembre une diminution de l'état de guerre, & rien plus à propos pour les desseins du Prince d'Orange, qui veut demander dans cette même assemblée l'augmentation de l'état de guerre. Il cherche depuis long tems des prétextes pour cela. Il vint aussitôt à la Haye, pour tâcher de profiter de cette conjoncture : mais ne trouvant pas les esprits disposés à aucun mouvement, il s'en retourna le lendemain.

Messieurs d'Amsterdam étoient fort en peine de savoir si Sa Majesté soutiendrait le Roi de Danemarck dans cette entreprise, & s'il l'avoit fait de concert avec Sa Majesté : je leur fis dire que ce que je savois là-dessus étoit, que le Roi de Danemarck n'en avoit donné aucune part à M. le Marquis de Chiverny, & que Sa Majesté qui avoit donné la paix à l'Europe, n'avoit d'autre intention que de la maintenir. Ces Messieurs étoient assez persuadés de cette vérité : mais ils me firent en même-tems

confiance de leur inquiétude, & d'un secret qu'ils avoient decouvert depuis peu de jours. Ils croyoient bien savoir que le Roi de Suede avoit résolu de rétablir au printems suivant le Duc de Holstein dans ses Etats, & d'aller pour cela à force ouverte : ils craignoient donc que le Roi de Suede qui avoit ce dessein ne profitât de cette occasion-ci pour l'exécuter, & que l'Electeur de Brandebourg & la maison de Lunebourg, ne se joignissent à la Suede. Ces Messieurs étoient persuadés que si cela fût arrivé, il auroit été bien difficile qu'il ne s'en fût ensuivi une guerre universelle, qui auroit embrasé tout le reste de l'Europe.

Il y avoit encore une chose à considérer là-dedans, c'est que si le Roi de Suede eût commencé la guerre sans aucun prétexte au printems suivant, non-seulement les Etats Généraux n'auroient pas été obligés d'y prendre part ; mais de plus Messieurs d'Amsterdam en auroient rejeté toute la faute sur la Suede. Et comme

un d'eux voulut bien me confier dans le dernier secret, qu'ils croyoient que le Roi de Suede n'entreprendroit cette affaire que de concert, & même à l'instigation du Prince d'Orange, & qu'ils songeoient à lui en retrancher les moyens autant qu'il leur auroit été possible; il est certain que si la guerre s'étoit allumée à l'occasion de l'affaire de Hambourg, ils n'auroient plus eu, ni les mêmes raisons, ni les mêmes moyens pour s'y opposer, & tout leur chagrin seroit retombé sur le Roi de Danemarck.

Je mandai au Roi, qu'on m'avoit assuré de très-bonnes part, que le Prince d'Orange faisoit tout son possible pour engager l'Espagne à donner le Gouvernement des Pays-Bas à l'Electeur de Baviere. 3 Octobre  
1686,

Le Roi d'Angleterre envoya alors le Marquis d'Albiville à la Haye; 10 Octobre  
1686, mais quoique M. de Barillon en répondît, & qu'il eût obtenu pour lui que je lui payerois une espece de pension, je mandai au Roi, que je me défiois fort de cet homme, que je

savois positivement , que c'étoit lui qui avoit mené les Ambassadeurs des Etats en Angleterre , par des degrés degagés , pour avoir des audiences secretes du Roi d'Angleterre , à l'insû de M. de Barillon , & que je ne pourrois m'empêcher de prendre garde de près à sa conduite ; car quoiqu'il eût pris des engagements très-forts avec le Roi , je voyois que sa reputation étoit assez mal établie en Hollande. Il passoit pour avoir été toujours un espion double , & pour avoir servi celui qui lui donnoit le plus , on savoit même qu'il étoit nécessaire , & les Créatures du Prince d'Orange comptoient déjà qu'ils pourroient le gagner par-là.

J'ai appris par Messieurs d'Amsterdam , qu'ils ont fait dire au sieur Muys Bourguemestre de Dort , ( qui se trouve à cette heure dans la même difficulté pour l'élection des Bourguemestres de sa Ville , où il étoit l'année passée , ) que si lui & ceux de son parti vouloient assurer Messieurs d'Amsterdam qu'ils ne se relâcheront

point, & s'ils veulent en même-tems donner une requête à la Province de Hollande, pour se plaindre de l'injustice qu'on leur fait en cette affaire, il les soustiendront fortement, & s'engagent de leur faire raison. Messieurs de Dort n'ont pas encore donné de réponse : aussi-tôt qu'ils l'auront fait, j'aurai l'honneur d'en rendre compte au Roi. S'ils acceptent l'offre de Messieurs d'Amsterdam, cette affaire fera bien de l'éclat, & sera fort préjudiciable à l'autorité du Prince d'Orange.

La réponse du sieur Muys à Messieurs d'Amsterdam, a été qu'il ne jugeoit pas à propos de porter ses plaintes aux Etats de Hollande, que le Pensionnaire Fagel, quoiqu'intéressé pour lui contre l'autre parti de Dort, dont Alwin est le Chef, la fort déconseillé de le faire, parce que cela aigriroit fort le Prince d'Orange, & que le Pensionnaire Fagel n'oseroit soutenir cette affaire contre ce Prince, s'ils portoient les choses à l'extrémité.



17 Octobre. Je découvris que la Princesse d'Orange avoit un commerce de lettres avec l'Evêque de Londres.

Tous les artifices que le Prince d'Orange a mis en pratique depuis trois mois pour porter les Etats Généraux à augmenter l'état de guerre, paroissent avoir été fort inutiles auprès de Messieurs d'Amsterdam. Il a encore fait depuis peu deux nouvelles démarches qui ne lui ont pas non plus réussi; l'une a été de porter le sieur Falkenir à demander aux Etats un pouvoir pour entrer dans l'association faite à Ausbourg: mais le Pensionnaire Fagel ayant sondé Messieurs d'Amsterdam & quelques autres personnes, y a trouvé tant d'éloignement à consentir à une pareille chose, qu'il a empêché le sieur Falkenir d'en faire la proposition. La seconde chose qu'a fait le Prince d'Orange, a été d'obliger les Nobles de la Province de Hollande, à donner une protestation aux Etats de leur Province, par laquelle ils déclarent qu'ils sont assurés que les Etats au-

ront

ront la guerre au printems prochain , qu'ils ne sont pas en état de la soutenir , qu'il faut incessamment songer aux moyens d'être surpris , & que si on ne prend des mesures pour cela dans une prochaine assemblée de Hollande , pour l'augmentation de l'état de guerre , ils protestent contre ceux qui n'y consentiront pas de tous les malheurs qui arriveront à la République. Messieurs d'Amsterdam ont pris cela seulement *ad referendum* , & au surplus ils ne s'en sont pas trop mis en peine.

Je priai un homme de la République de faire bien comprendre à Messieurs d'Amsterdam , que la paix ou la guerre dépendroient de la conduite qu'ils tiendront dans la première assemblée de Hollande ; qu'ils devoient considérer que le Roi ne vouloit point la guerre comme ils en étoient eux-mêmes convaincus , & que les Princes de l'Empire qu'on vouloit liguer contre lui n'oseroient l'attaquer , s'ils n'étoient assurés que les Etats Généraux entreroient dans leur

querelle , qu'il falloit donc faire quelque chose à la Haye qui leur ôtât cette espérance si l'on vouloit s'assûrer un plein repos , qu'il ne suffisoit pas pour cela d'avoir de bonnes intentions , qu'il falloit quelque chose de plus , & quelque chose d'éclat pour détruire les promesses si souvent réitérées du Prince d'Orange , & les assurances si positives , que le Comte de Waldeck , Falkenir & ses autres Créatures donnoient aux associés , que le Prince d'Orange engageroit les Etats dans leurs intérêts ; qu'il étoit nécessaire pour cela de prendre des mesures , & de faire des démarches qui fissent voir qu'ils songeoient tellement à conserver la paix , qu'ils retranchoient même les moyens de faire la guerre.

*Fin du Tome cinq.*

